

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN LETTRES (AVEC MÉMOIRE -  
COMMUNICATION SOCIALE)

PAR  
FRANÇOIS FECTEAU

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LEADERS D'OPINIONS  
SUR LE DÉGEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ À L'UNIVERSITÉ  
LAVAL: « QUEL MOUVEMENT POUR QUELS ENJEUX? »

AVRIL 2010



Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## Remerciements

La réalisation de ce travail de longue haleine n'aurait pas été possible sans l'appui d'un bon nombre de personnes de mon entourage. Ces dernières méritent donc que nous leur consacrons les premiers paragraphes de ce mémoire pour souligner leur contribution.

Mes premiers remerciements vont aux membres de ma famille. M'ayant soutenu depuis le début de mes études universitaires, je les remercie pour leur appui moral qui m'aura permis de passer au travers de ce défi que représente la réalisation d'un mémoire de maîtrise. Je dois aussi remercier l'apport des critiques constructives d'Antoine Houde avec lequel nous prenons tant de plaisir à penser le mouvement étudiant autour d'un verre.

Je tiens aussi à reconnaître le support d'amis qui auront permis à ce texte de prendre une forme plus agréable à lire pour le lecteur. Merci à Annie-Claude Lachance, Stéphanie Trudeau et Julie Veillet pour avoir consacré plusieurs heures à revoir l'orthographe et la structure du texte. Aussi, je tiens à décerner le premier prix de la générosité à Philippe Verreault-Julien pour avoir mis à contribution ses talents en informatique dans la réalisation de la mise en page.

Je termine cette série de remerciements en soulignant ma pleine reconnaissance à Joe Katambwe et Mireille Lalancette, correcteur et correctrice de ce mémoire. Finalement, mes derniers remerciements, et non les moindres, vont à Yvon Laplante et Pierre Huard, qui ont dirigé ce mémoire à tour de rôle. Yvon, ta disponibilité, ta rigueur et ton humanité ont été garantes du fruit de mon travail. Pierre, outre tes judicieux conseils qui m'auront permis de démarrer, ta persévérance et ton courage auront été sources d'inspiration importante tout au long de ce processus.

Merci !

## Résumé

Ce mémoire dans le champ de la communication sociale s'inscrit dans une volonté de comprendre l'apport des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté au débat sur le dégel des frais de scolarité qui a lieu à l'Université Laval lors des sessions d'automne 2006 à l'automne 2007. En compléments des études récentes sur la montée du corporatisme dont témoigne l'évolution du mouvement étudiant des dernières décennies, nous nous intéressons à la participation des acteurs étudiants dans un contexte où les universités, en quête de sources de financement supplémentaires, se lancent dans une course aux nouvelles clientèles.

L'étude des représentations sociales de leaders d'opinions vise de façon plus particulière à comprendre l'état de la participation de même que la variation du discours des étudiants provenant de différentes facultés de l'Université Laval. Cette étude s'intéresse aux idées exprimées sur le fond du débat sur le dégel des frais de scolarité, mais vise également à comprendre les représentations sociales des étudiants liées aux idées exprimées sur la forme démocratique de ce dernier.

De façon plus générale, cette étude se consacre à la problématique du désintérêt des étudiants dont les représentations sociales s'orienteraient vers une conception instrumentalisante des études postsecondaires, où le passage de ceux-ci au sein des universités deviendrait synonyme d'une quête d'un papier leur permettant l'accès au marché du travail.



## Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>1. Cadre contextuel et théorique</b>	<b>13</b>
1.1 D'une société industrielle à l'émergence de l'économie du savoir . . . . .	13
1.2 L'économie du savoir et le sous-financement public des universités . . . . .	17
1.3 La course aux effectifs dans un contexte de sous-financement public . . . . .	20
1.4 Le mouvement étudiant québécois et ses leaders . . . . .	25
<b>2. Cadre conceptuel</b>	<b>28</b>
2.1 Les leaders étudiants en milieu universitaire . . . . .	28
2.2 Les associations étudiantes à l'Université Laval . . . . .	29
2.3 Les étudiants et leurs journaux . . . . .	32
2.4 Le concept de leader . . . . .	33
2.5 L'étude des représentations sociales des leaders étudiants dans les journaux . . . . .	36
<b>3. Cadre méthodologique</b>	<b>39</b>
3.1 Positionnement de l'objet d'étude . . . . .	40
Nature de l'étude . . . . .	41
Ancrage méthodologique . . . . .	41
3.2 Composition du corpus . . . . .	43
La collecte . . . . .	44
Le choix de période étudiée . . . . .	45
3.3 L'analyse . . . . .	46
<b>4. La présentation des résultats</b>	<b>49</b>
4.1 La Faculté de droit . . . . .	49
Poids médias . . . . .	49
Le contenu du débat . . . . .	52
4.2 Les leaders étudiants du journal Le Globe & Med . . . . .	56
Le poids médias . . . . .	56
La forme du débat . . . . .	56
Le contenu du débat . . . . .	56
La Faculté de pharmacie . . . . .	61
Le poids médias . . . . .	61
La forme du débat . . . . .	61
Le contenu du débat . . . . .	64
4.4 La Faculté de philosophie . . . . .	65
Le poids média . . . . .	65
La forme du débat . . . . .	66
Le contenu du débat . . . . .	66
4.5 La Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation . . . . .	72
Le poids média . . . . .	72
La forme du débat . . . . .	74
Le contenu du débat . . . . .	74

4.6 La Faculté des sciences et génie . . . . .	75
Le poids média . . . . .	75
La forme du débat . . . . .	76
Le contenu du débat . . . . .	76
4.7 La Faculté des sciences sociales . . . . .	79
Conclusion . . . . .	80
<b>5. Analyse des résultats</b>	<b>81</b>
5.1 L'analyse quantitative . . . . .	81
L'apport des journaux au débat sur le dégel des frais de scolarité . . . . .	81
La diversité des auteurs . . . . .	83
L'activité des représentants d'associations étudiantes dans les journaux . . . . .	84
Période de production . . . . .	85
5.2 L'analyse qualitative . . . . .	87
La forme . . . . .	87
Le contenu du débat . . . . .	87
Conclusion . . . . .	91
<b>6. Discussion</b>	<b>92</b>
6.1 L'absence de leaders d'opinions dans les journaux . . . . .	92
6.2 Sentiment d'appartenance, coût des études et précarité en emploi . . . . .	93
6.3 Vers une parcellisation de la formation: la perte de normativité dans le savoir . . . . .	97
6.4 Un essoufflement du mouvement étudiant? . . . . .	98
6.5 Le mouvement d'une conscience étudiante à l'Université Laval? . . . . .	101
<b>Conclusion</b>	<b>104</b>
<b>Références</b>	<b>108</b>
<b>Monographies</b>	<b>108</b>
<b>Articles scientifiques</b>	<b>109</b>
<b>Articles de journaux</b>	<b>109</b>
<b>Documents gouvernementaux</b>	<b>109</b>
<b>Documents légaux</b>	<b>110</b>
<b>Mémoires et thèses</b>	<b>110</b>
<b>Rapports d'organismes</b>	<b>110</b>
<b>Sites Web</b>	<b>110</b>
<b>Sources associées au corpus</b>	<b>111</b>
<b>Notes</b>	<b>112</b>

Annexe A

115

Annexe B

117

## Liste des tableaux

1	Fréquence des articles selon le journal facultaire et la session d'étude . . . . .	82
2	Fréquence de la diversité des auteurs . . . . .	83
3	Fréquence des journaux étudiants selon le nombre de représentants étudiants élus . . . . .	84

## Table des figures

1	Schéma conceptuel . . . . .	39
2	Grille d'analyse . . . . .	48
3	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Verdict. . . . .	50
4	Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Verdict. . . . .	50
5	Représentations sociales des leaders étudiants du journal Le Verdict des modes de financement de l'éducation postsecondaire. . . . .	53
6	Représentations sociales des leaders du journal Le Verdict en faveur de la hausse des frais de scolarité. . . . .	54
7	Représentations sociales des leaders du journal Le Verdict contre la hausse des frais de scolarité. . . . .	55
8	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité sur le mois de l'année dans le journal Le Globe & Med. . . . .	57
9	Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Globe & Med. . . . .	57
10	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants en médecine en faveur de la hausse des frais de scolarité. . . . .	59
11	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Globe & Med contre la hausse des frais de scolarité. . . . .	60
12	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal L'Impharmation. . . . .	62
13	Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal L'Impharmation . . . . .	63
14	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal L'Impharmation. . . . .	65
15	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Phil X Press. . . . .	66
16	Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Phil X Press. . . . .	67
17	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la hausse des frais de scolarité. . . . .	68
18	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur du gel des frais de scolarité. . . . .	69
19	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la gratuité scolaire . . . . .	70

20	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la gratuité scolaire. . . . .	71
21	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal L'Agral. . . . .	73
22	Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal L'Agral. . . . .	73
23	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal L'Agral en faveur de la hausse des frais de scolarité. . . . .	75
24	Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Défiscience. . . . .	76
25	Représentations sociales des leaders du journal Le Défiscience sur les acteurs du débat des frais de scolarité selon la position qu'ils soutiennent. . . . .	77
26	Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Défiscience contre la hausse des frais de scolarité. . . . .	79
A1	Les universités québécoises, leurs sites actuels et leurs développements envisagés (liste partielle) . . . . .	115
A2	suite <i>Figure A1</i> . . . . .	116
B1	Caractéristiques du corpus . . . . .	117

## Introduction

Depuis la fin des années 1970, on remarque la fin de la régulation fordiste de l'économie, qui était fondée sur un rôle accru de l'État dans les finances publiques. Avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication de même que la présence des marchés étrangers de plus en plus présents dans le paysage québécois, les acteurs économiques et politiques constatent l'incompatibilité des institutions avec les nouvelles exigences d'une concurrence féroce liée au contexte de la mondialisation néolibérale. C'est dans ce contexte qu'on cherche à développer une économie basée sur les maximes de performance, de compétitivité, de productivité et de flexibilité. (Mercure, Gagné, 2001) Dans ce contexte, l'État sera appelé à jouer un rôle de moins en moins présent dans la sphère de l'économie, mais aussi à se désengager du financement des services publics de la collectivité. À travers cette remodulation du paradigme de développement économique et social, les pays industrialisés s'orientent vers une économie qui repose sur l'innovation qui découle de la recherche et du développement du savoir scientifique. C'est dans ce cadre que les universités font leur entrée dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie du savoir.

Comme l'ensemble des institutions dans ce contexte, les universités doivent désormais s'adapter aux paramètres propres à la nouvelle économie. C'est ainsi que, depuis le milieu des années 1990, les gouvernements qui se succèdent procèdent à des coupures dans les institutions d'enseignement postsecondaire donnant lieu à un sous-financement chronique de celles-ci. Les coupures dans le financement des universités ne viennent pas seules. Elles s'accompagnent de mesures législatives qui intègrent la vision des universités à celle de l'entreprise privée. Aussi, on observe d'autres mesures qui donneront aux étudiants un plus grand rôle dans le financement de leurs études.

Le sous-financement chronique et les mesures législatives restreignant l'autonomie des universités, de même que l'accessibilité aux études postsecondaires donnent lieu à certains phénomènes touchant le monde universitaire. Déployant toutes les stratégies possibles pour accroître le recrutement de nouvelles clientèles, les universités se tournent vers un développement accru de la formation à distance, vers une multiplication des formations adaptées au

marché du travail de même que vers l'exportation de formations hors campus qui s'effectuent à travers l'instauration de campus satellites en région ou divers partenariats avec le milieu des affaires.

Parallèlement à ce contexte, plusieurs études font état d'une montée du corporatisme du mouvement étudiant du Québec depuis la fin des années 1970. (Breton, 1994; Lacoursière, 2007; Landry, 2006) Avec l'accumulation des échecs liés aux tentatives de grèves des années 1980, on assiste vers la fin de cette dernière décennie à la naissance des fédérations étudiantes avec lesquelles le mouvement étudiant redéfinit son rapport avec l'État. Constatant les limites du rapport de force constitué par les grèves et les mobilisations étudiantes, les associations étudiantes du Québec se retournent vers une stratégie principalement axée sur la coopération avec les élus.

Si les deux dernières décennies donnent lieu à un repli stratégique du mouvement étudiant, on observe au cours de la dernière décennie une tendance du mouvement étudiant à vouloir renouer avec les pratiques issues d'un rapport de confrontation avec l'État. À travers le Sommet des Amériques de 2001, les étudiants ont l'occasion d'exprimer leurs critiques sur la mondialisation néolibérale; avec la mobilisation contre les coupures dans les bourses de 2005, c'est pour leur propre sort qu'ils feront la plus grande grève de l'histoire du mouvement étudiant du Québec. Si les derniers événements cités avaient pu laisser croire à un certain *renouveau* du mouvement étudiant, l'échec récent de la mobilisation contre le dégel des frais de scolarité vient mettre un bémol sur les constats qui s'avèreraient trop optimistes.

À travers l'étude de l'entrée des universités dans l'économie du savoir et celle de l'évolution du mouvement étudiant des trente dernières années se dégagent deux principaux constats. D'une part, les universités, pour assurer leur financement, doivent s'adapter aux maximes de l'économie du savoir tout en participant à la course au recrutement. Ces pratiques, qui incarnent une vision plus utilitariste de l'éducation postsecondaire, vont participer à la remodulation de l'institution universitaire. D'autre part, contrairement à ce que nous laissait croire la grève de 2005, l'échec de la mobilisation des étudiants contre le dégel

des frais de scolarité de 2007 témoigne de l'incertitude d'une base solide de militants au sein du mouvement étudiant contemporain.

Si le premier constat nous amène à nous questionner sur les impacts de l'instrumentalisation des universités sur leur propre milieu de vie, le deuxième constat nous poussera à comprendre le dynamisme interne des associations étudiantes dans un contexte difficile pour la mobilisation de leurs membres. Si plusieurs recherches ont été effectuées sur l'évolution du mouvement étudiant québécois à partir de l'étude des grandes institutions qui ont marquées son évolution, la présente étude vise plutôt à comprendre l'état et le rôle de *leaders d'opinion* au sein des universités prises avec le *clientélisme*. C'est dans ce cadre que nous nous pencherons sur le cas du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval pour comprendre comment se structurent les représentations sociales des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté entre l'automne 2006 et 2007.

À travers l'étude des représentations sociales des *leaders d'opinions* à l'Université Laval, nous chercherons à comprendre l'ampleur de la participation des étudiants non élus au débat sur le dégel des frais de scolarité. Aussi, nous serons en mesure de voir s'il existe des tendances de valeurs d'étudiants de certaines facultés qui s'apparent davantage aux valeurs utilitaristes de l'université.

L'étude des représentations sociales des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté, dans le cadre du débat sur le dégel des frais de scolarité, est ancrée dans les méthodes inductives. Bien que nous ayons défini notre cadre théorique et conceptuel *a priori*, l'objectif de cette étude vise avant tout la compréhension d'une réalité sociale en construction. Il ne s'agira donc pas de figer dans une période de temps les étudiants de l'Université Laval à travers les propriétés de leur discours, mais bien de comprendre le dynamisme des rapports entretenus par les étudiants entre les différentes facultés dans le contexte du débat sur le dégel des frais de scolarité.

Dans un souci de conserver une certaine représentativité des résultats obtenus dans le cadre de cette étude, notre corpus sera constitué de journaux produits à l'intérieur de sept facultés différentes à l'Université Laval. Puis, dans la mesure où nous souhaitons comprendre



l'évolution temporelle du débat sur le dégel des frais de scolarité, nous étendrons notre corpus de l'automne 2006 à l'automne 2007, en excluant la session d'été 2007. En nous concentrant sur trois sessions complètes, nous serons en mesure de voir s'il existe certaines périodes d'effervescence dans le débat.

Finalement, nous diviserons les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'analyse des résultats obtenus. D'un point de vue quantitatif, le poids médias liés au nombre d'articles écrits par des auteurs différents nous donne un aperçu de l'engouement pour le débat dans les journaux étudiés. D'un point de vue qualitatif, la reconstruction des opinions soulevées à travers les articles portant sur le dégel des frais de scolarité nous permettra de mieux cerner l'état des discours à travers les différentes facultés.

Le présent mémoire suivra un cadre de présentation des plus conventionnels. Après avoir fait une présentation plus explicite des éléments sociohistoriques qui marquent le cadre contextuel de cette étude, nous ferons un exercice de clarification des quelques concepts qui se dégagent de notre problématique. Puis, nous poursuivrons à la section trois de ce mémoire en détaillant les étapes méthodologiques qui guideront la portion plus empirique du mémoire. Par la suite, nous enchaînerons en présentant de la façon la plus neutre possible les résultats obtenus lors de nos lectures des articles de journaux répertoriés sur le thème du dégel des frais de scolarité. À partir d'une grille d'analyse, nous répondrons aux différents questionnements de recherche, lesquels nous mèneront sans doute à certains constats. Dans la dernière section du mémoire, nous discuterons de ces derniers à partir d'ouvrages de recherche susceptibles d'éclairer quelques pistes de réflexion sur l'intérêt porté par les étudiants aux enjeux qui les concernent.

## 1. Cadre contextuel et théorique

Le cadre contextuel de cette recherche consiste en l'étude du passage de la société industrielle à une économie du savoir ayant des conséquences sur la crise des finances publiques et les coupures dans les programmes sociaux. Ces coupures sont à la base d'un sous-financement public et de politiques gouvernementales restreignant l'autonomie des universités. Ces nouvelles conditions donnent lieu à un déploiement des stratégies de recrutement des universités. On relève alors un phénomène de déterritorialisation des universités de même qu'un phénomène de parcellisation de la connaissance. Ces phénomènes liés au clientélisme universitaire nous amène à réfléchir sur le rôle et les représentations sociales des leaders étudiants de l'éducation postsecondaire dans le nouveau contexte de l'économie du savoir.

### *1.1 D'une société industrielle à l'émergence de l'économie du savoir*

Depuis la fin des années 1970 et la fin des Trentes Glorieuses, nous assistons à une montée des politiques néolibérales (Mercure, 2001). Misant sur des principes d'un développement économique compétitif à la base de sociétés performantes, les adeptes de la doctrine néolibérale favorisent le laisser-faire en matière de gestion des finances publiques, donnant lieu à un désengagement de l'État dans les différents services publics.

Plusieurs économistes, sociologues et autre chercheurs des sciences sociales se sont récemment penchés sur la crise du fordisme et la *nouvelle* phase du capitalisme qui suit son cours depuis les années 1980. Dans les prochains paragraphes, nous présenterons quelques éléments théoriques nous permettant de mieux comprendre les impacts de la crise économique des années 1970 sur la remise en question du modèle keynésien et le rôle que joue l'État depuis les trente dernières années. Cet exercice nous permettra de mieux situer les enjeux contemporains des universités prises avec le sous-financement public dans un contexte de crise.

Pour bon nombre de chercheurs qui se sont penchés sur les origines de la crise des années 1970, celle-ci se déclenche par l'épuisement du paradigme fordiste à travers lequel on

assiste à une baisse de « l'efficacité du capital » ou à un « ralentissement de l'accumulation du capital » (Duménil & Lévy, 2002). Ce ralentissement de la productivité ayant des effets majeurs sur l'accumulation de capitaux viendrait également influencer la hausse du taux de chômage dès le début des années 1970. Dans ce contexte, les acteurs économiques et politiques remettent en question l'impact de versements de bons salaires en vue d'une augmentation de la productivité, principe au cœur du modèle keynésien.

Pour Mercure, la rigidité de cette régulation remise en question fait place à un retour au laisser-faire économique, fortement caractérisé par la recherche de flexibilité dans le modèle organisationnel des institutions. Alors que l'économie est déjà en période de stagnation, la première crise du pétrole vient mettre un terme à la pleine croissance économique que connaissent le Québec et l'Occident depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'est dans ce contexte que l'on assiste selon l'auteur à une « crise des finances publiques » de même qu'à un « essor de la sous-traitance » (Mercure, 2001).

Pour expliquer les changements sociaux qui ont cours à partir des années 1970, Mercure passe par quatre schèmes d'explications. Dans un premier temps, on assiste à un ralentissement économique, marqué par une diminution considérable du taux de croissance des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). À travers ce ralentissement, on note une hausse considérable de l'inflation provoquée par la crise pétrolière provoquant l'endettement de l'État, donnant lieu à une augmentation flagrante du pouvoir des capitaux. Dans un deuxième temps, on observe le passage d'une économie basée sur la production industrielle et la transformation des matières premières à une économie qui s'oriente vers les services et les institutions du savoir. Dans ce contexte, quatre pôles économiques prennent leur place : le secteur de l'informatique, l'industrie de la biotechnologie et celle de la pharmaceutique, l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) de même que l'instrumentation et l'optique. Dans un troisième temps, l'essor des technologies de l'information et de la communication, qui débute dans les années 1950 pour des besoins militaires et qui s'accélère dans les années 1980 à aujourd'hui, vient satisfaire les nouveaux besoins de flexibilité des institutions (Mercure, 2001).

Finalement, ajoutés aux trois premières conjonctures qui viennent modifier le mode de régulation socioéconomique, les besoins accrus de flexibilité des institutions engendrent un retour en force du *laissez-faire* économique qui se présente sous la forme du néolibéralisme dans un contexte de globalisation. S'en suit une « déréglementation des marchés » confirmée par une série de négociations menant à de nouveaux accords et traités (GATT, Maastricht, Marrakesh, Mercosur, AGCS ) entre élus politiques de plusieurs pays. Cette déréglementation vient stimuler l'accélération du libre-échange et donner le plein pouvoir aux entreprises transnationales. (Mercure, 2001) L'explication de la déréglementation des marchés via ces différents traités est bien rendue par le concept d'« État commercial ouvert » de Gagné. Précédé de l'État keynésien, l'émergence de l'« État commercial ouvert » tire tout son sens dans la réalisation du théorème de Ricardo-Heckscher-Ohlin-Samuelson qui porte sur le commerce international en 1947-1948. Ce dernier postule la tendance des inégalités sociales à disparaître si deux pays procèdent à un libre-échange sans obstacles en spécialisant davantage leur économie dans un secteur d'expertise. Lors de cette même année, plus d'une vingtaine de pays signent les accords du *General agreement on tariffs and trade* ou Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)<sup>1</sup> à travers lequel on vient diminuer les tarifs douaniers et les autres obstacles pouvant nuire au commerce international. (Gagné, 1985) En parfaite harmonie avec l'idéologie promue par ledit théorème, les accords du GATT donnent le ton à une série d'accords plurilatéraux sur le commerce international dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. À partir des années 1970, ajoutés au contexte de la crise du pétrole de 1973 et à la baisse de productivité constatée au niveau local, ces accords viennent influencer la conception du rôle de l'État dans la régulation politique de l'économie. Désormais, ce dernier n'est plus conçu comme un pourvoyeur de services publics ni porteur d'équilibre entre la productivité et la croissance des salaires. À cet effet, les propos de Gagné résume bien le rôle de l'État dans le commerce international, inhérent au nouveau rôle qu'il joue dans la nouvelle régulation :

« Le rôle des gouvernements dans cette affaire est assez simple : il doit prendre les moyens d'assurer le meilleur branchement possible de l'économie nationale au

marché mondial. de réduire par cette intégration l'autonomie de la première et d'accélérer, au total, l'effritement de la communauté politique et du sentiment communautaire qui l'a présument poussé dans cette voie. On assume comme une donnée de fait que ce n'est plus le commerce international qui se déploie entre les communautés politiques nationales mais l'action politique nationale qui a lieu au sein du marché mondial. La formule de l'État commercial ouvert tient donc elle aussi dans un dé : ouverture maximum à l'extérieur, flexibilité adaptative maximum à l'intérieur. Dans cette entreprise, l'État commercial a ouvert à sa disposition toute la batterie des interventions keynésiennes à réinterpréter comme moyens d'un nouveau but : aider ce qui marche et laisser tomber ce qui tombe. » (Gagné, 1985 : 23)

Dans cette logique, nous pouvons comprendre que la fonction étatique consiste désormais à diminuer sa propre fonction dans la régulation politique de l'économie afin de laisser la place au commerce international qui saura donner la pleine flexibilité recherchée par les institutions. Flexibilités des institutions publiques et des entreprises deviendraient indissociables des nouvelles applications politico-économiques de la régulation postfordiste :

« Les liens entre l'idéologie libérale et la flexibilité ne sont pas nouveaux. De tout temps, la notion même de flexibilité a été l'un des maîtres mots du libéralisme. Sous des dénominations différentes, on la retrouve déjà chez Adam Smith. La flexibilité est associée à la libre circulation des produits et des capitaux, au non-interventionnisme étatique, bref aux bénéfices d'une régulation par le marché dirigée par "la main invisible" des intérêts individuels. Au sens ultralibéral, le terme flexibilité signifie souvent mettre la société à l'abri des régulations du politique. » (Mercure, 2001 : 12)

La nouvelle donne sociale que Mercure qualifie « d'impartition flexible » au cœur de laquelle on assiste à l'effritement étatique au profit de l'essor des grandes entreprises n'est pas sans conséquences sur les conditions de vie des citoyens. Libérées de la rigidité de la régulation fordiste à travers laquelle les syndicats avaient un pouvoir politique considérable, plusieurs entreprises procèdent à des vagues de licenciements. La précarité d'emploi devient un phénomène commun chez la population active de même que la compétition entre les travailleurs qui devient de plus en plus féroce pour la quête d'emplois bien rémunérés et garantis d'une sécurité à long terme. Alors que les inégalités sociales s'accroissent, la conscience de classe des travailleurs tend à devenir une abstraction où les problèmes sociaux s'individualisent dans la conscience des personnes. (Beck, 2001)

La libéralisation des échanges inhérente au phénomène de la nouvelle phase du capitalisme décrite précédemment s'accompagne d'une mutation des activités économiques en Occident. La délocalisation des grandes entreprises, engendrée par une compétition féroce des marchés internationaux vers les pays en voie d'industrialisation, permet à celles-ci de sauver des coûts énormes de production et ainsi accroître leurs postes budgétaires alloués aux dépenses de marketing (Klein, 2000). Aussi, la technologie, résultante des progrès inégalés dans le champ de l'informatique et de la robotique, tend à rendre plus efficace les chaînes de production industrielle tout en contribuant à la mise à pied de plusieurs cols bleus. La délocalisation des entreprises industrielles, ajoutée à l'essor de ces nouvelles technologies, vient donc réduire les activités économiques liées à la transformation des matières premières pour laisser la place à des activités dans la sphère des services, du marketing, de la production de l'information et de l'industrie du savoir.

C'est dans ce nouveau mode de régulation socioéconomique marqué par l'accroissement de la compétitivité, d'un besoin de flexibilité et de performance des institutions de même que de coupures dans les services publics que les universités entrent dans l'économie du savoir. Une économie qui en apparence semble valoriser le savoir des sociétés contemporaines, mais qui, dans les faits, tend à restreindre l'autonomie et le fonctionnement des institutions responsables de la production et de la diffusion de celui-ci.

### *1.2 L'économie du savoir et le sous-financement public des universités*

Dans le cadre des sociétés dont le développement repose sur le savoir et l'innovation, les attentes des acteurs politiques vis-à-vis l'apport des universités à cette nouvelle économie sont élevées. Cependant, celles-ci s'accompagnent également d'une vision où les universités doivent entrer dans une logique de rentabilité. À travers cette dernière, nous observons plusieurs décisions politiques liées au financement et au mode de fonctionnement des universités qui renvoient à une conception de l'université bien souvent contestée par les professeurs et les étudiants. Nous relevons dans les prochains paragraphes quelques-unes de ces décisions

tout en liant celles-ci aux différentes réactions des acteurs universitaires. Par la suite, nous cernerons quelques phénomènes propres aux problématiques vécues par les universités dans ce nouveau contexte. En 1991, dans le but d'atteindre le déficit « 0 », le gouvernement du Canada dépose son livre vert à l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui la réforme Axworthy. Cette réforme fait plafonner les transferts fédéraux dédiés au financement des programmes sociaux des différentes provinces du Canada (ministère du Développement des ressources humaines Canada, 1994). Ces coupures de 2,2 milliards sont perçues comme une ingérence du fédéral dans le champ de l'éducation postsecondaire. Dans les deux années qui suivent, les syndicats de professeurs et les associations étudiantes se mobilisent à plusieurs reprises afin de réclamer le retour des transferts en éducation postsecondaire et programmes sociaux. Privées de leurs transferts dédiés aux études postsecondaires, les provinces du Canada, à l'exception du Québec, dégèlent les frais de scolarité dans les années qui suivent la réforme Axworthy. (Québec, 2001) En 1996, Pauline Marois, ministre de l'Éducation nouvellement élue, annonce l'éventualité d'un dégel des frais de scolarité. En réaction à cette annonce, le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE) entame une mobilisation menant à la grève. (Cauchy, 2005) La ministre de l'éducation se rétracte tout en instaurant la loi sur la taxe à l'échec au niveau collégial. (Lacoursière, 2006) De 1994 à 2004, alors que les universités québécoises cumulent les déficits, celles-ci tentent par tous les moyens de contourner le gel des frais de scolarité en imposant chaque année une hausse de la facture des étudiants sous forme d'augmentation de frais technologiques, de gestion ou afférents. Au-delà du gel des frais de scolarité, ces hausses augmentent la contribution étudiante aux études postsecondaires d'environ 20% entre 1994 et 2007. (Shields, 2004)

Dans son budget 1998-1999, le gouvernement fédéral annonce la mise sur pied de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM) qui vise à bonifier l'aide financière aux études postsecondaires. (Fontaine, 1998 ; ministère des Finances du Canada, 1998) Bien que les provinces contestent encore une fois *le pouvoir fédéral de dépenser* dans le champ de compétence provincial de l'éducation, les gouvernements du Québec et du Canada parviennent à une entente. La province du Québec reçoit alors une compensation

financière qui oscille entre 70 et 80 millions par année sur une période dix ans. Ce montant a pour objectif de bonifier le programme d'Aide financière aux études du Québec de même que l'injection de fonds supplémentaires dans les institutions du réseau postsecondaire. (Marissal, 1999) Dans son budget 2004-2005 (Chouinard, 2004 : ministère des Finances du Québec), bien que le gouvernement libéral de Jean Charest s'engage à maintenir le gel des frais de scolarité, il annonce une hausse des plafonds des prêts, ayant pour conséquence la privation de 103 millions en bourses aux étudiants québécois. Ces coupures donnent lieu à la plus grande mobilisation étudiante de l'histoire du mouvement étudiant. Le 16 mars 2005, alors que plus de la moitié des étudiants du Québec font la grève, 30 000 d'entre eux marchent dans les rues de Montréal afin de revendiquer le retour en bourses de 103 millions de dollars. (Hugo & Normand, 2005) Le mouvement de grève du printemps 2005 fait reculer le gouvernement Charest. Malgré la volonté d'une partie du mouvement de poursuivre la grève et les moyens de pression, la FEUQ, la FECQ et le gouvernement Charest parviennent à une entente de principes dans la première semaine d'avril 2005. (Cauchy, 2005) Un an après la campagne des coupures dans l'aide financière aux études, les étudiants s'unissent pour appuyer les provinces du Canada dans leur revendication d'un retour de 4,9 milliards des transferts fédéraux dédiés à l'éducation postsecondaire qui avaient fait l'objet de coupures au milieu des années 1990<sup>2</sup>. Cette fois-ci, seulement 300 étudiants manifestent sur la colline parlementaire d'Ottawa le 23 février 2006. (Gaudreault, 2006)

Au printemps 2007, le Parti Libéral du Québec ne tient aucun engagement quant au maintien du gel des frais de scolarité. Dès l'élection du gouvernement libéral pour un deuxième mandat consécutif, Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, procède à une loi sur le dégel des frais de scolarité. Cette dernière instaure une augmentation récurrente de la contribution étudiante de 100\$ par année, s'étalant de l'automne 2007 à 2012. Bien que certaines associations tentent de reproduire le mouvement de grève de 2005, la campagne des étudiants contre le dégel des frais de scolarité s'avère un échec.

Dans le cadre de ce nouveau contexte caractérisé par un sous-financement public, les



universités, qui dépendent de plus en plus de leur nombre d'étudiants en équivalent temps plein (EETP), se lancent dans une course au recrutement. Dans les prochains paragraphes, nous étudions la nouvelle dynamique initiée par l'intensification de ces pratiques de recrutement.

### *1.3 La course aux effectifs dans un contexte de sous-financement public*

Avec la nouvelle politique québécoise de financement des universités, rédigée par François Legault en 2000, le financement des universités québécoises varie selon le nombre d'étudiants inscrits à temps plein et ces dernières sont soumises à des contrats de performance qu'elles doivent respecter pour obtenir un financement additionnel. (Gouvernement du Québec, 2000) Dans le contexte d'un sous-financement public, les universités déploient toutes stratégies possibles afin d'accroître leurs effectifs. Elles se tournent notamment vers la formation à distance qui leur permet autant de cibler les étudiants au niveau national que de recruter au niveau de la formation continue. Cette stratégie semble être bien intégrée à l'Université Laval, alors que Michel Pigeon, recteur de l'époque, traite de l'importance de la formation à distance dans les Grandes Orientations 2003-2007 :

« Le choix le plus stratégique que nous devons faire en enseignement vise le développement de la formation non traditionnelle, en particulier la formation dite "continue" (en ce qu'elle suit le parcours d'une vie), et la formation "à distance". Vous l'aurez peut-être deviné quand je vous ai fait part tout à l'heure des défis qui nous attendent : le développement de la formation continue et de la formation à distance sont des enjeux-clefs, prioritaires et déterminants, pour l'avenir de l'Université. Il y a une demande croissante pour ces types de formation, et, pour demeurer compétitive, l'Université doit se donner les moyens de répondre à cette demande. Je sais que plusieurs professeurs et plusieurs unités ont déjà investi beaucoup d'efforts pour développer une offre de formation non-traditionnelle. Il nous faut toutefois accélérer le mouvement, regrouper nos forces et créer une synergie et une cohérence institutionnelles. Il y a un virage à prendre pour assurer à la fois notre pertinence et le maintien de notre croissance, mais aussi, disons-le clairement, pour assurer notre financement. » (Université Laval, 2007 : 32)

Le phénomène de la déterritorialisation des institutions du savoir lié à l'émergence des cours en ligne prend également forme sur la scène mondiale. Avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, on assiste à une multiplication de cours en ligne rendant possible la mise sur pied d'universités virtuelles telle que l'Université d'Athabaska, principale au Canada<sup>3</sup>. L'émergence de ce nouveau type d'université ouvre également la voie aux universités virtuelles privées telle que l'Université de Phoenix<sup>4</sup>. (Breton, 2003) L'autre forme que revêt le phénomène de déterritorialisation s'inscrit dans la prolifération des campus satellites. Depuis les années 1980 et encore plus dans la dernière décennie, les universités mettent sur pied des programmes de formation hors de leur campus original de fondation<sup>5</sup>. En se lançant dans l'exportation de leur formation, les universités ouvrent leur champ de recrutement à l'ensemble du territoire québécois. Cette exportation de la formation s'accompagne bien souvent de projets immobiliers. Alors que les universités recherchent de nouvelles sources de financement, celles-ci voient paradoxalement leurs coûts globaux d'infrastructure augmenter. (Laplane et Lagacé, 2009) Dans le rapport sur les auditions des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire, on relève des inquiétudes vis-à-vis du phénomène de déterritorialisation, aussi appelé « délocalisation des activités de formation » :

« Lors des auditions, les parlementaires ont constaté que plusieurs universités déploient leurs activités de formation sur l'ensemble du territoire. Selon la lecture que peut en faire la Commission sur la base des auditions, cette délocalisation des activités de formation semble se faire de façon "chaotique". Plusieurs s'interrogent sur les effets de la concurrence entre les universités pour le recrutement des étudiants. Dans une perspective de saine gestion des finances publiques, il faut remettre ces choix en question. Les parlementaires craignent que ce phénomène de la délocalisation ne se limite pas à mieux desservir des populations en région. Dans un contexte où les ressources des universités sont rares, les développements actuels semblent résulter en un déploiement anarchique et favoriser le dédoublement des cours et des programmes. » (Assemblée Nationale du Québec, 2007 : 5-6)

Pour construire de nouveaux pavillons hors campus, les universités font appel aux partenariats public-privé comme ce fût le cas du nouveau campus de l'UQAR à Lévis de même que l'élaboration actuelle du campus de l'UQO à St-Jérôme. Dans *Universités ou forces*

*marchandes ? Le partenariat public-privé et les errances du monde universitaire.* Laplante critique ce mode de développement appliqué à la prolifération des campus universitaires. L'auteur craint qu'en délaissant leur droit de propriété à l'entreprise privée pendant plusieurs décennies, les universités ne soient plus maître de leur propre développement tout en ayant à assumer des dépenses imprévues<sup>6</sup>. (Laplante, 2009) Dans la même lignée que la construction de nouveaux pavillons dédiés à l'enseignement, les universités cherchent à investir dans l'immobilier afin d'accroître leur budget de fonctionnement. Dans le cas de l'Université de Montréal, la vente du 1420 Rue Mont-Royal, patrimoine culturel de l'institution, à des investisseurs privés engendre la grogne de plusieurs acteurs du campus. Ces mêmes acteurs dénoncent aussi le manque de transparence de l'administration de l'Université de Montréal dans l'explosion des coûts liés à l'achat et à la rénovation de bâtiments. (Bertrand et al., 2009)

De son côté, désavantagée par la grille de financement des universités, ajoutée au sous-financement chronique de l'ensemble du réseau, l'Université du Québec à Montréal fait également des pieds et des mains pour boucler son budget de fonctionnement. Dans ce cas-ci, ce sont les coûts pharamineux de la construction de l'Îlot Voyageur au printemps 2007 qui plongent l'UQAM dans un gouffre financier. Utilisant une double comptabilité dissimulant certaines informations aux membres du Conseil d'administration de même qu'à ceux de l'Assemblée des Gouverneurs, le recteur de l'UQAM, Roch Denis, aurait contribué à la création d'un déficit de 200 millions à l'UQAM nécessitant le soutien du gouvernement du Québec pour redresser la situation financière de l'institution. (Cauchy & Lévesque, 2007; Beauchemin & Lessard, 2007)

Afin d'éviter que se reproduise le cas de l'UQAM, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, dépose à l'automne 2008 un projet de loi sur la gouvernance des universités. Interrompu par le déclenchement des élections provinciales, l'adoption du projet de loi vise à uniformiser les pratiques de gouvernance des universités afin de rendre plus *transparente* et *efficiente* les pratiques de gestion de celles-ci. Voyant les risques d'atteinte à l'autonomie des universités dans leur gestion, de nombreux acteurs universitaires

dénoncent ouvertement le projet de loi dans les journaux du Québec. (Rocher et Seymour, 2008) De leur côté, les professeurs de l'UQAM, étant sans contrat de travail depuis un an et demi, font une grève de sept semaines au printemps 2009. Outre l'amélioration de leurs conditions salariales et l'embauche de 300 nouveaux professeurs, ceux-ci incluent dans leurs revendications le refus de tout projet de loi portant atteinte à l'autonomie des universités de même que la nécessité d'ajuster la grille de financement des universités aux spécificités de l'UQAM. (SPUQ, 2009)

Les universités ne font pas seulement appel au privé pour construire de nouveaux pavillons. Celles-ci cherchent également des partenariats avec l'entreprise privée dans le but de financer la recherche. Ces partenariats font état de certaines critiques des acteurs du milieu universitaire, comme ce fût le cas du projet de la Chaire de recherche Sobeys à l'Université Laval. Déposée au Conseil d'administration le 15 février 2006, l'entente de principes du projet Sobeys est mise en dépôt, afin que les membres du Conseil d'administration puissent prendre le temps de poser une réflexion plus rigoureuse sur la pertinence du projet à l'égard de la mission de l'Université Laval. (Morin, 2006) Ne faisant pas l'unanimité auprès des membres de la communauté universitaire, le projet de la Chaire de recherche Sobeys avorte six mois après l'élection du recteur Denis Brière le 30 avril 2007. (Mathieu, 2007).

Dans leurs stratégies de recrutement, les universités multiplient leurs créneaux disciplinaires visant la spécialisation et l'adaptation au marché du travail. Les jeunes universitaires étant préoccupés par l'obtention d'un emploi bien rémunéré après leurs études (Molgat, 1997), ces programmes faits sur mesure pour le marché du travail constituent un bon outil de promotion pour les universités. Cette vague de création de programmes spécialisés engendrent d'ailleurs quelques critiques, notamment celles de Gagné. Ce dernier pose certains postulats quant à la parcellisation des connaissances en milieu universitaire. (Gagné, 1999) Outre les critiques de Gagné, nous pouvons également nous référer aux travaux de Lyotard sur la question de la transformation du savoir en technique. (Lyotard, 1984) L'auteur remarque une crise de légitimation du savoir scientifique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle donnant lieu à l'émergence d'un nouveau paradigme<sup>7</sup> à travers lequel la recherche de connaissances

fondamentales se transforme en connaissances techniques. Avec ce nouveau paradigme, Lyotard souligne la valorisation de la performance dans la production du savoir de même que le caractère marchand de celui-ci.

La course à la clientèle liée au sous-financement public des universités soulève certains questionnements quant à la diffusion d'un savoir critique. À l'heure des différentes crises sociales, politiques et économiques, De Koninck s'inquiète de l'évacuation du savoir fondamental et critique dans la formation universitaire. Celui s'inquiète notamment de l'incapacité des universités à former des citoyens ayant la capacité de développer un regard critique sur les causes véritables de ces crises. (De Koninck, 2007)

Jusqu'à présent, nous avons fait état de problématiques majeures liées au sous-financement public des universités, et plus largement, au contexte de coupures dans les finances publiques liées aux politiques néolibérales. Ces problématiques engendrent des réactions chez les professeurs et étudiants qui parfois, comme dans le cas de la crise des finances de l'UQAM et des coupures dans l'Aide financière aux études, vont déclencher une grève pour faire entendre leur voix. Que ce soit au niveau d'enjeux liés à l'autonomie des universités ou à l'accessibilité aux études, ces luttes sont à la base même d'une conception, voire d'une représentation, de l'université dans un contexte social en évolution. Bien que l'idéalisation des premières universités du Moyen-Âge renvoie parfois à une vision statique d'un monde du savoir à l'abri de toute ingérence d'acteurs externes à ce dernier, notre analyse renvoie plutôt à une vision dynamique des universités. (Gingras & Roy, 2006 ; Piote, 2000) Les acteurs des communautés universitaires du Moyen-Âge ont multiplié les luttes contre le clergé pour l'autonomie de la production et de la diffusion de la connaissance. Aujourd'hui, ces luttes s'effectuent dans un contexte où le clergé se voit remplacé par les acteurs socioéconomiques intéressés par l'apport des universités à l'économie du savoir. À travers les différents enjeux présentés jusqu'à présent, nous avons relevé quelques mobilisations du mouvement étudiant. Constitué par les associations étudiantes et ses leaders, le mouvement étudiant québécois participe depuis la fin des années 1950 à la construction d'un idéal universitaire. Afin de bien cerner les enjeux du mouvement étudiant contemporain et ses leaders, nous proposons

de faire un bref retour sur ses origines.

#### *1.4 Le mouvement étudiant québécois et ses leaders*

Depuis la fin des années 1950, les étudiants se regroupent en association afin de faire entendre leur voix. (Neatby, 1999) Avec la *Charte de l'étudiant universitaire* de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) ayant comme nouveau président Bernard Landry au mois de septembre 1961 (Lacoursière, 2007), on remarque une effervescence dans la volonté de s'organiser autour de luttes sociales proprement étudiantes. En 1965 est formée l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), regroupant 55 000 membres. (Lacoursière, 2007) Quelques mois après l'échec de la première grève étudiante menée en 1968 par l'UGEQ<sup>8</sup>, on assiste à la dissolution de cette dernière de même que celle de l'AGEUM et de l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL). Il faut attendre six années plus tard pour voir apparaître sur la scène politique un nouveau regroupement national étudiant. En 1975 est fondée l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ) par plus de 75 000 membres et 29 associations collégiales et universitaires. Cette association est celle qui, de sa fondation jusqu'à la fin des années 1980, se fait reconnaître le statut d'association légitime aux yeux des acteurs politiques québécois. Tout au long de cette période, l'ANEEQ entretient un rapport de confrontation avec les instances politiques officielles de l'époque, suivant des revendications plus radicales. (Lacoursière, 2007)

À partir de la fin des années 1980, après l'échec de la grève de 1988 contre le dégel des frais de scolarité, les associations étudiantes du Québec commencent à perdre confiance envers les moyens radicaux pour arriver à leurs fins. En 1994, on assiste à la dissolution de l'ANEEQ, laissant le plein pouvoir de représentation aux fédérations étudiantes, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) de même que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).<sup>9</sup> Dès lors, on assiste à une volonté de ces acteurs de coopérer davantage avec les instances politiques en place donnant lieu à une stratégie qui repose davantage sur le *lobbying* et le pragmatisme dans les revendications. (Lacoursière, 2007) Bien que l'on assiste à la plus grande mobilisation du mouvement étudiant au printemps 2005.

les résultats des négociations sont perçus comme un échec par plusieurs militants. Dans les années qui suivent, on assiste à une diminution de l'engouement pour la participation des étudiants aux différents postes dans les associations étudiantes et les instances universitaires. Ce phénomène est d'ailleurs corroboré par l'échec de la mobilisation contre le dégel instauré par le gouvernement Charest depuis 2007. Outre les restructurations qui s'opèrent à toutes les décennies dans le mouvement étudiant, Colas explique cette apathie par les effets de la marchandisation de l'éducation qui contribue à un *rapport consumériste* de celle-ci. Ce dernier viendrait par la suite nuire au développement du sentiment d'appartenance nécessaire à l'implication et l'engagement des étudiants. Cette mise en relation de l'affaiblissement de la participation étudiante avec l'effritement du sentiment d'appartenance dans un contexte de marchandisation de l'éducation vient rejoindre les inquiétudes exposées auparavant par De Koninck. Ces constats viennent nourrir nos réflexions et nous amènent à formuler notre problématique de recherche sur les représentations sociales de l'Université des leaders étudiants dans un contexte de dégel des frais de scolarité.

Comme nous l'avons vu dans cette première section, les coupures dans l'éducation postsecondaire engendrent plusieurs problématiques pour les universités. Celles-ci doivent intensifier leurs stratégies pour recruter de nouvelles *clientèles* afin de voir leur financement augmenter. De cette course émergent deux phénomènes importants : d'une part, la délocalisation des activités de formation et de l'autre, la multiplication des créneaux disciplinaires adaptés au marché du travail. De leur côté, les étudiants voient augmenter leurs frais de scolarité sans garantie d'une meilleure qualité de leur éducation ni même d'emploi après leur passage au sein des universités. Ayant moins de temps pour s'impliquer, ceux-ci se préoccuperaient davantage du remboursement de leurs dettes qu'ils doivent payer après leurs études.

Dans ce contexte où l'on assiste à un déplacement de la formation critique des étudiants vers une formation de futurs travailleurs (Colas, 2008; Thomas de Koninck, 2007), nous croyons qu'il est pertinent de se questionner sur l'existence de leaders étudiants, qui sans être élus sur un conseil exécutif, prennent part aux débats sur les enjeux qui les concernent.

tels que celui du dégel des frais de scolarité à l'Université Laval en 2006–2007. À travers cette problématique de participation des étudiants au débat sur le dégel des frais de scolarité, nous nous demandons si ces derniers ont intériorisé d'une certaine façon le discours clientéliste des élites administratives, où l'étudiant deviendrait un consommateur de services prêt à payer davantage pour une formation compétitive.



## 2. Cadre conceptuel

Dans cette section, nous nous pencherons de façon plus approfondie sur les principaux concepts du champ de la communication sociale qui découlent de notre problématique sur la participation des étudiants aux débats qui touchent les enjeux susceptibles de les concerner. Une fois les concepts bien définis, nous pourrions constituer notre problématique en un objet de recherche dont l'étude de ce dernier pourra s'effectuer dans une démarche plus systématique.

Dans un premier temps, nous explorerons le concept de leader à partir d'une étude de Neatby pour son caractère spécifique au contexte des associations étudiantes en milieu universitaire. Dans ce cadre, nous nous pencherons plus particulièrement sur la structure des associations et des journaux étudiants à l'Université Laval. Puis, nous pousserons plus loin l'étude du concept de leader en nous référant aux travaux de Katz et Lazarsfeld sur le rôle potentiel des *leaders d'opinion* et leur influence dans la communication politique. Dans un deuxième temps, nous ferons l'étude du concept de représentation sociale qui renvoie aux études sur la construction sociale de la réalité. Il s'agira d'abord de cibler les origines du concept à partir des travaux effectués par Durkheim pour ensuite remonter jusqu'aux travaux plus contemporains de Jodelet.

### 2.1 Les leaders étudiants en milieu universitaire

L'étude *Carabin ou activiste*<sup>10</sup> (Neatby, 1999) explore la réalité des leaders étudiants dans le contexte des années 1950 à 1960. Dans ses travaux de recherche, Neatby se penche sur les regroupements étudiants de l'Université de Montréal à l'époque de Duplessis et s'intéresse plus particulièrement aux valeurs et revendications de ces derniers. Par cette étude, elle démontre l'existence d'une première forme du mouvement étudiant dans les années 1950 à l'Université de Montréal. Par la même occasion, elle parvient à nuancer les études qui postulent l'inexistence de tout mouvement étudiant avant les années 1960. En appuyant ses données empiriques sur des entrevues avec différents exécutants d'association étudiante de l'époque et sur des extraits de journaux étudiants produits pendant la période étudiée.

Neatby tire des conclusions intéressantes sur l'intérêt porté aux questions sociales par les leaders étudiants dans les années 1950, signe avant-coureur de l'ébullition du mouvement étudiant lors de la décennie suivante. (Neatby, 1999)

Outre les éléments d'information qui enrichissent notre connaissance sur les organisations étudiantes qui précèdent le mouvement étudiant québécois des années 1960, l'intérêt que nous portons aux travaux de recherche de Neatby se situe principalement en ce qui a trait à l'étude du concept de leader étudiant. Dans le contexte du mouvement étudiant des années 1950, l'auteure établit la différence entre deux types de leaders. D'une part, nous retrouvons ceux qui s'impliquent dans les regroupements étudiants. De l'autre, nous retrouvons ceux qui écrivent dans les journaux étudiants ou qui occupent un poste administratif sur les comités responsables de leur publication. (Neatby, 1999) Si l'auteure se concentre plus particulièrement sur les regroupements et les journaux qui couvrent l'ensemble du campus, de notre côté, nous creusons un peu plus loin dans la dynamique des leaders étudiants en nous penchant sur ceux qui s'impliquent à un niveau facultaire. Dans les prochains paragraphes, nous dresserons un bref portrait des formes que prennent ces implications dans le paysage contemporain de l'Université Laval. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur le rôle qu'occupent les différents types d'associations étudiantes sur le campus de l'Université Laval tout en étudiant la façon dont celles-ci se structurent. Dans un deuxième temps, nous reproduirons l'étude de ces mêmes aspects, mais cette fois sur l'objet d'étude qui nous intéresse plus particulièrement, c'est-à-dire, les journaux étudiants de l'Université Laval et ses *leaders d'opinion*.

## 2.2 Les associations étudiantes à l'Université Laval

Le mouvement étudiant à l'Université Laval se structure principalement<sup>11</sup> autour des associations étudiantes départementales, facultaires et pan campus.

Les associations départementales sont concernées par la qualité de la vie académique de leur programme d'étude que supervise le directeur de département. C'est à travers celles-ci que les étudiants votent pour élire les membres de leur Conseil exécutif chargés de l'orga-

nisation des activités socioculturelles, de les représenter au Comité de programme de même qu'aux instances politiques externes tel que le Caucus des associations étudiantes de la CADEUL.

D'autres associations étudiantes, généralement plus nombreuses, s'occupent plus spécifiquement des volets socioculturels, académiques et politiques au sein de leur faculté<sup>12</sup>. La structure exécutive de ces associations s'apparente à celle des associations départementales, outre le fait que les élus de l'association facultaire effectuent la représentation des membres avec les différents responsables de la faculté, tel le doyen, plutôt qu'avec la direction des divers départements.

Finalement, nous retrouvons les deux associations pan campus de l'Université Laval. D'une part, la Confédération des Associations d'Étudiantes et d'Étudiants de l'Université Laval (CADEUL) regroupe les étudiants de premier cycle. D'autre part, l'Association des étudiants et étudiantes de Laval inscrits aux études supérieures (ÆLIÉS) regroupe les étudiants inscrits aux programmes de deuxième et troisième cycles de l'Université Laval. La CADEUL a pour mission de « représenter ses membres afin de promouvoir et défendre leurs droits et intérêts, notamment en matière pédagogique, culturelle, politique, sociale et économique » (CADEUL, 2007) tandis que l'ÆLIÉS, de son côté, a la responsabilité de « Défendre et promouvoir les droits et intérêts des étudiants, les représenter auprès de toute instance jugée opportune de même que leur offrir des services de nature économique ou sociale ». (ÆLIÉS, 2006)

Depuis 1998, la vie démocratique de la CADEUL est régie selon un modèle bicaméral, divisant la gestion des services et la vie politique; de même que la représentation des membres individuels et la représentation des membres associatifs. D'une part, le Conseil d'administration, constitué d'un nombre d'individus délégués par leur faculté en proportion du nombre d'étudiants de celle-ci, gère l'ensemble des finances de la CADEUL. Ici, il est pertinent de mentionner qu'une fois les étudiants élus au Conseil d'administration, ceux-ci sont personnellement imputables, mais doivent en théorie orienter leurs décisions pour le bien de l'ensemble des membres de la CADEUL et non en fonction des intérêts de leur faculté.

D'autre part, le Caucus des associations, constitué des représentants de chacune des associations départementales et facultaires, a pour rôle d'octroyer les mandats et voter les positions politiques de l'organisation. Contrairement aux membres du Conseil d'administration, les représentants du Caucus défendent les intérêts de leur association respective. Au Caucus des associations, chaque association départementale ou facultaire a un vote indépendamment du nombre d'étudiants qu'elle représente.

Le Caucus des associations instaure une dynamique qui met en relation ou établit des rapports sociopolitiques entre les membres individuels, leur association départementale et/ou facultaire et leur association étudiante pan campus. Comme la structure organisationnelle de cette dernière s'appuie sur un modèle confédéral, l'exécutif de la CADEUL doit consulter les associations départementales et facultaires membres de façon formelle pour l'obtention de ses mandats politiques. Ainsi se réunissent chaque mois les représentants étudiants<sup>13</sup> de chaque association départementale et facultaire du campus de l'Université Laval afin de déterminer les positions et les mandats de la CADEUL. Ces mêmes représentants sont également invités à s'impliquer dans les différentes commissions de la CADEUL. Que ce soit pour traiter des dossiers institutionnels, académiques ou politiques, les commissions de la confédération ont pour but de traiter plus en profondeur certaines questions et, s'il y a lieu, de faire des recommandations au Caucus des associations. (CADEUL, 2007)

Le modèle confédératif de l'association étudiante pan campus de l'Université Laval diffère du modèle dit *agéiste* à l'intérieur duquel les membres de l'association octroient la majorité des mandats politiques à l'exécutif en Assemblée Générale. De plus, si ce dernier type d'association se caractérise par la nomination de leur Conseil exécutif dans une élection à suffrage universel des membres, on retrouve dans le modèle de la CADEUL, un exécutif élu par un collège électoral formé des représentants du Caucus des associations de même que ceux du Conseil d'administration. (CADEUL, 2007)

### 2.3 Les étudiants et leurs journaux

Outre les représentants des associations étudiantes qui siègent au Caucus de la CA-DEUL figurent d'autres étudiants qui écrivent dans les journaux de leur association. Pour bien comprendre le rôle que les journaux étudiants peuvent jouer sur la scène universitaire, nous devons les situer dans leur contexte de fondation et également voir comment ils s'inscrivent dans la vie étudiante de l'Université Laval.

Depuis la mise sur pied des premiers journaux étudiants en France dans les années 1880, les étudiants trouvent une voix pour exprimer leurs opinions, prenant parfois la forme de revendications<sup>14</sup> (Gonnet, 1988). Au Québec, le premier journal étudiant d'importance nationale, du nom de *Présence*, paraît pour la première fois en 1955. Produit par des membres élus de *Par Romana* en collaboration avec la Fédération des étudiants des universités catholiques du Canada (FEUCC), celui-ci est disponible en plus de 12000 exemplaires disponibles à l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université d'Ottawa, l'Université de Sherbrooke, l'Université de Bathurst, l'Université St Boniface ainsi que dans d'autres classes supérieures de Collèges Classiques (Neatby, 1999). Au cours des mêmes années, au niveau collégial, l'organisation de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) met sur pied la *Corporation des escoliers griffonneurs* qui deviendra plus tard la *Presse étudiante nationale* (PEN). Si les revendications politiques apparaissent très peu au début de l'existence de ces journaux, les articles à saveur politique deviennent un peu plus présents avec la publication de la *Charte de Grenoble* dans le *Quartier Latin*, journal publié à l'Université de Montréal. (Gagnon, 2008) Aujourd'hui, les journaux étudiants occupent toujours une place importante dans l'espace public des campus universitaires. Ceux-ci apparaissent en une variété multiple. Au niveau national, nous retrouvons deux journaux distincts dont la publication varie selon les années. D'un côté, le journal la *Voix étudiante* produit par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). De l'autre, nous retrouvons l'*Ultimatum*, produit par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Au niveau des différents campus universitaires, nous retrouvons une forme de journal

indépendant des associations pan campus. Nous pouvons lire l'*Impact Campus* à l'Université Laval, le *Quartier Libre*, anciennement *Quartier Latin* à l'Université de Montréal, l'*Apostrophe* sur le campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) de même que le *Zone campus* à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), etc. Même s'ils bénéficient de subventions importantes de leur association étudiante, les journaux étudiants pancampus sont administrés de façon indépendante; bien que quelques sièges d'offices soient parfois réservés aux membres du Conseil exécutif de l'association étudiante les finançant.

Finalement, nous retrouvons les journaux produits par les associations étudiantes facultaires, modulaires ou départementales<sup>15</sup> dont la mission varie d'un département ou d'une faculté à l'autre. À l'Université Laval, les journaux issus des associations étudiantes facultaires, modulaires ou départementales contribuent à la stimulation de la vie étudiante à travers les textes écrits par les étudiants. Plusieurs associations étudiantes attribuent un budget de fonctionnement à un comité de rédaction ou d'édition du journal, généralement formé de deux à trois étudiants. Ceux-ci sont chargés d'éditer les différents textes produits par les étudiants lors d'une période qui varie selon la quantité de textes reçus. Cette période correspond parfois à deux semaines, un mois ou un trimestre. Certains journaux sont publiés sous forme de revue, d'autres prennent la forme d'un véritable journal papier alors que certains ne sont édités qu'en version électronique, sur le site web de l'association étudiante.

## 2.4 Le concept de leader

La théorie du « flux de communication à deux temps »<sup>16</sup> de Katz et Lazarsfeld (1968 : 2008) permet d'enrichir la compréhension et la pertinence d'une étude des leaders étudiants lorsque l'on s'intéresse aux rapports d'influence interne du mouvement étudiant. Basée sur une étude de Lazarsfeld effectuée sur les facteurs d'influence des personnes dans une campagne électorale des États-Unis en 1940, la théorie du « flux de communication à deux temps » apporte des nuances importantes à propos des effets directs des médias de masse sur la population générale. Lorsque les auteurs interrogent les gens qui ont changé leur fusil d'épaule lors du vote, ceux-ci constatent que le facteur d'influence qui prédomine ne

correspond pas tant à l'apport des médias de masse dans la campagne qu'au rôle joué aux quelques personnes influentes dans chaque réseau interpersonnel des électeurs. Ces personnes, que Katz et Lazarsfeld nomment *leaders d'opinion*, jouent en quelque sorte le rôle de filtre d'information des médias de masse et vont ensuite attirer l'attention de leur réseau sur une source d'information plutôt qu'une autre :

« Une question s'ensuivait, à l'évidence : qu'est-ce qui ou qui est-ce qui influence les personnes influentes ? C'est ici que les médias de masse rentrent à nouveau dans le paysage. Car les leaders d'opinion faisaient part, beaucoup plus que les non-leaders, de l'influence que les médias exerçaient sur eux. En mettant bout à bout tous ces éléments d'information, une idée nouvelle a émergé, celle d'un "flux de communication à deux temps". La proposition est à grands traits la suivante : les idées paraissent souvent circuler de la presse et de la radio vers les leaders d'opinion et des leaders d'opinion vers les parties les moins actives de la population. » (Lazarsfeld, Katz, 2006 : 48)

Appliquée au contexte lavallois, la théorie du « flux de communication à deux temps » viendrait poser l'hypothèse qu'entre l'association étudiante pan campus, le journal pan campus et la portion de la population étudiante peu impliquée, certaines personnes occupent une place importante dans les rapports d'influence et la diffusion d'information dans leur réseau. Ces personnes, que Katz et Lazarsfeld ramènent sous le concept de « leaders d'opinion », sont définies comme suit :

« Les leaders d'opinion ne sont pas un groupe séparé, et le leadership d'opinion n'est pas une caractéristique qui serait détenue par certaines personnes et qui manquerait à d'autres : le leader d'opinion est partie intégrante du give-and-take des relations interpersonnelles dans la vie quotidienne. En d'autres termes, les relations interpersonnelles sont des réseaux potentiels de communication et un leader d'opinion doit être conçu comme le membre d'un groupe qui joue un rôle clef dans le processus de communication. C'est cette élaboration théorique, qui relie les leaders d'opinion aux autres particuliers avec qui ils sont en contact, qui achève le mouvement de "redécouverte". » (Lazarsfeld, Katz, 2006 : 48-49)

La présentation précédente des associations et journaux étudiants, croisée avec la théorie du « flux de communication à deux temps », avait pour but d'apporter certains éclaircissements quant au rôle des *leaders d'opinion* compris comme transmetteurs privilégiés de l'information. Une fois cet exercice effectué, nous croyons qu'il est pertinent de revenir

sur l'étude de Neatby afin de mettre en perspective l'objet des *leaders d'opinion* avec cette dernière.

L'étude de Neatby cible l'ensemble de la décennie des années 1950 à l'Université de Montréal. Dans ce cadre, l'auteure se penche principalement sur les étudiants qui s'impliquent dans les regroupements étudiants et les journaux étudiants qui touchent l'ensemble du campus. Pour notre part, nous considérons qu'au-delà de la pertinence de l'étude, le découpage de l'objet des leaders étudiants couvrant l'ensemble du campus ne permet pas de témoigner de toute l'ampleur des spécificités des leaders étudiants provenant des différentes facultés à l'Université de Montréal. Bien qu'elle mentionne les difficultés liées à l'étude des étudiants pour une décennie complète, Neatby avance la possibilité d'étudier les leaders étudiants comme un groupe ayant relativement les mêmes valeurs (Neatby, 1999)

La présente étude s'avère un complément potentiellement intéressant à l'étude de Neatby pour la compréhension du rôle et des représentations sociales des étudiants qui s'impliquent dans le journal de leur faculté. Plutôt qu'étudier une décennie complète, nous prenons une période plus courte de façon à approfondir notre compréhension de la place qu'occupent les étudiants qui écrivent dans les journaux de leur faculté. Nous visons plus particulièrement à cerner l'apport de ceux-ci au débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval tout en portant une attention particulière aux liens qui existent entre les étudiants provenant des associations étudiantes et ceux qui écrivent dans les journaux de leur faculté. Notre étude diffère donc de l'étude de Neatby en ce qu'elle vise davantage à rendre compte du dynamisme des différentes formes d'implication des étudiants dans le cadre d'un débat important en éducation que de construire un portrait de ceux-ci dans une perspective sociohistorique. À ce titre, le champ d'études des représentations sociales nous permet de rendre compte du dynamisme des *leaders* à travers laquelle nous pourrions observer l'évolution d'un débat duquel émerge un discours en construction.



## 2.5 L'étude des représentations sociales des leaders étudiants dans les journaux

Le concept de représentations sociales faisant appel à la construction d'une réalité commune chez un groupe particulier, il est pertinent de s'y référer dans l'étude de la construction sociale de l'éducation chez les *leaders d'opinion* de différentes facultés. Dans les prochains paragraphes, nous proposons d'étudier le champ de recherche lié aux représentations sociales en nous référant aux principaux auteurs qui ont participé à l'enrichissement du concept.

Simmel est l'un des premiers chercheurs à soulever l'existence des représentations nécessaires à l'homme pour créer une distance vis-à-vis autrui et pour « cristalliser » l'objet des rapports sociaux qu'il entretient. Puis, avec Weber, le concept de représentation se transforme en une forme de repère symbolique qui oriente ou structure l'action. (Moscovici, 1993) C'est cependant avec Durkheim que la notion de représentation se rapproche davantage d'une notion proprement sociologique. Durkheim établit la différence entre représentations individuelles et représentations collectives. Les représentations individuelles, bien qu'elles soient une façon pour l'homme de rendre son propre monde intelligible, varient d'une personne à l'autre. De leur côté, les représentations collectives constituent « une vaste forme mentale » (Moscovici, 1993). Pour être considérées comme représentations collectives, elles doivent être communes à un groupe ou une société et doivent survivre à celle-ci à travers le temps.

De son côté, Lévy-Bruhl émet une distinction entre représentations sociales primitives et représentations sociales civilisées. Si le premier type fait référence à un mode de représentation de l'ordre du mythe, voire du surnaturel, le deuxième type, quant à lui, se réfère à un mode de représentation se rapprochant davantage d'une « vision scientifique du monde ». (Moscovici, 1993) Dans la vision de ce dernier, le concept de représentations sociales permettrait de comprendre la pensée mythique dans son tout social, sans toutefois juger de la validité de celle-ci. En ce sens, la distinction entre les représentations sociales primitives et civilisées s'avère pour l'auteur une façon de classer l'imaginaire collectif d'un groupe ou d'une société tout en relativisant l'absurdité du comportement individuel. Quant à Moscovici, il figure parmi l'une des références du champ d'études des représentations sociales. Au

début des années 1960. il publie un livre à travers lequel il actualise le travail entamé par Durkheim sur le concept de représentation collective (Hewstone, 1993) :

« Par représentations sociales, nous désignons un ensemble de concepts, d'énoncés et d'explications qui proviennent de la vie quotidienne...Elles sont l'équivalent, dans notre société, des mythes et des systèmes de croyance des sociétés traditionnelles : on pourrait même les considérer comme la version contemporaine du sens commun. » (Moscovici, 1981 cité dans Hewstone, 1993 : 181)

Pour Moscovici, les représentations sociales doivent être comprises comme un élément dynamique de la vie sociale. À la fois structurées et structurantes, les représentations sociales doivent être étudiées à travers la communication et l'interaction des acteurs sociaux entre eux. Jusqu'à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les études sur les représentations font l'usage du concept de façon statique, ce qui contribue pendant cette période à démotiver les chercheurs dans l'actualisation des recherches du champ des représentations. Pour Moscovici, il est donc primordial de concevoir le concept de représentation à travers le plein dynamisme des rapports sociaux :

« En somme, la nécessité de faire de la représentation une passerelle entre le monde individuel et le monde social, de l'associer ensuite à la perspective d'une société qui change, motive la modification en question. Il s'agit de comprendre, non plus la tradition mais l'innovation, non plus une vie sociale déjà faite mais une vie sociale en train de se faire. » (Moscovici, 1993 : 82)

Bien que les études sur les représentations sociales se soient avérées impopulaires jusqu'à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il semble que la notion actualisée par Moscovici ait regagné l'engouement des chercheurs du champ de la communication sociale dans les dernières décennies. Dans notre revue de la littérature, nous avons répertorié un bon nombre de chercheurs qui se sont penchés sur le concept. Parmi ceux-ci, nous retrouvons les études de Jodelet, dont le nom a été maintes fois mentionné à travers les ouvrages consultés. Nous revenons ici sur la définition que donne l'auteur du concept de représentation sociale :

« [...] c'est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. [...] On reconnaît généralement que les représentations sociales, en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent les conduites et les communications sociales. De

même interviennent-elles dans des processus aussi variés que la diffusion et l'assimilation des connaissances, le développement individuel et collectif, la définition des identités personnelles et sociales, l'expression de groupes, et les transformations sociales. » (Jodelet, 1993 : 36-37)

Pour cette étude, la pertinence d'utiliser le concept de représentations sociales réside dans la compréhension de la structuration des opinions partagées par les leaders étudiants qui écrivent dans les journaux facultaires à l'Université Laval. Le concept de représentations sociales, contrairement au concept de perceptions, renvoie nécessairement à un phénomène de groupe et à l'influence que jouent certains acteurs dominants à l'intérieur de ce dernier :

« Les instances et relais institutionnels, les réseaux de communication médiatiques ou informels interviennent dans leur élaboration, ouvrant la voie à des processus d'influence, voire de manipulation sociale—et nous verrons qu'il s'agit là de facteurs déterminants dans la construction représentative. » (Jodelet, 1993 : 35)

Dans le cas de l'étude des représentations sociales des leaders étudiants dans les différents journaux facultaires de l'Université Laval, nous nous intéressons aux idées véhiculées par les personnes les plus influentes du groupe. À travers le complexe débat du dégel des frais de scolarité, l'étude des représentations sociales des *leaders* nous permet d'avoir une idée générale et approfondie des valeurs ancrées dans chaque faculté. Cela nous permettra également de constater si certaines valeurs propres au clientélisme ont pénétré le discours des leaders étudiants à l'égard des idées véhiculées sur l'éducation postsecondaire et si elles trouvent un écho particulier dans certaines facultés.

Cette section nous a permis de clarifier les concepts majeurs de la présente étude tout en ancrant ces derniers dans les éléments qui structurent le mouvement étudiant de l'Université Laval. Nous sommes maintenant prêts à passer à la prochaine section à l'intérieur de laquelle nous préciserons notre démarche méthodologique nous permettant de passer de notre problématique de recherche aux données empiriques.

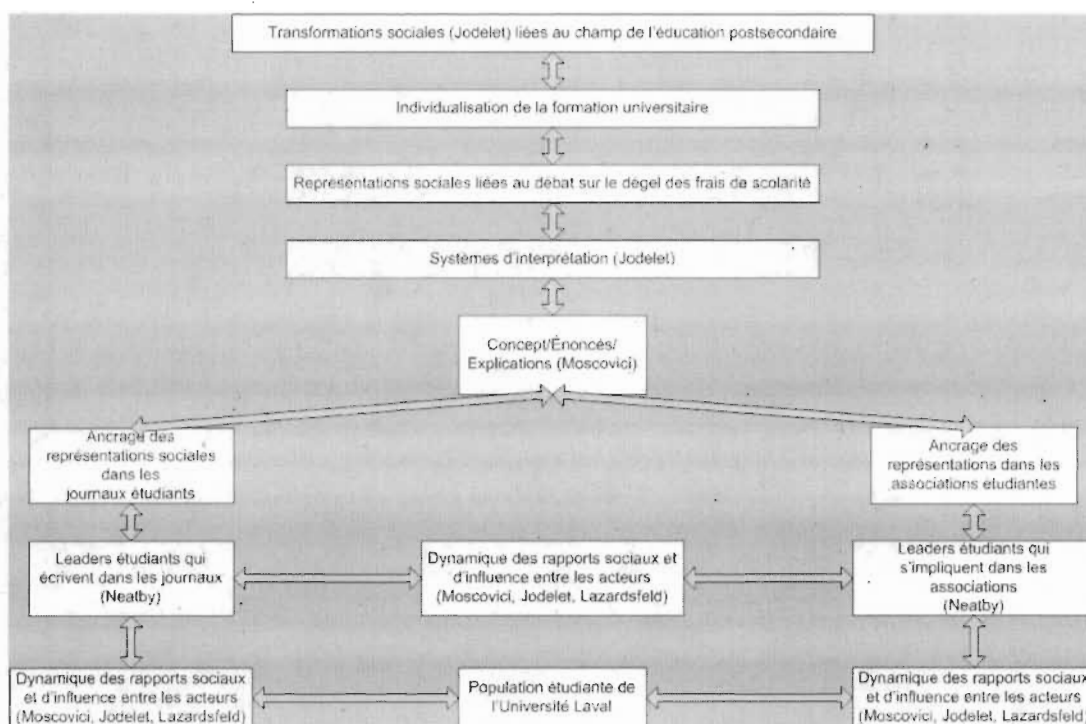


FIGURE 1. Schéma conceptuel

### 3. Cadre méthodologique

Dans ce chapitre, nous exposons les fondements méthodologiques de notre étude. Ces derniers permettent d'ancrer notre question de recherche dans une démarche empirique systématique.

D'abord, nous positionnerons notre objet d'étude dans le spectre des champs d'étude sur les mouvements étudiants. Puis, nous formulerons notre question de recherche et exposerons les fondements méthodologiques qui en découlent. En cohérence avec ces derniers, nous présenterons notre corpus de recherche en précisant les raisons qui justifient la sélection de celui-ci. Finalement, nous clarifierons la démarche liée à l'analyse des données de notre corpus de recherche et présenterons à cette fin le schéma de notre grille d'analyse.

### 3.1 Positionnement de l'objet d'étude

Lorsque nous nous penchons sur le répertoire des études sur le mouvement étudiant, nous constatons le croisement de plusieurs champs académiques donnant lieu à divers angles de compréhension. Certains des travaux de recherche s'inscrivent dans un champ d'étude de l'histoire générale du mouvement étudiant évoluant dans une période couvrant quelques décennies (Lacoursière, 2007; Colas, 2008). D'autres, se concentrent plutôt sur une association étudiante pan campus particulière pour comprendre l'évolution de celle-ci. (Landry, 2005) Finalement, certains travaux s'intéressent aux acteurs qui composent les associations étudiantes en faisant état des différentes composantes et des valeurs des différents groupes étudiants dans une période plus précise. (Neatby, 1999)

Pour notre part, plutôt qu'étudier l'évolution des associations étudiantes québécoises sur une décennie complète en faisant le constat des victoires et des échecs issus de leurs luttes, nous portons notre intérêt sur la dynamique interne des acteurs étudiants qui sont susceptibles d'influencer les positions politiques de leur association étudiante, sans toutefois être membre du conseil exécutif. Cet intérêt porté aux *leaders d'opinion*<sup>17</sup> constitue un angle de compréhension supplémentaire à la question de la direction corporatiste que prend le mouvement étudiant depuis le début des années 1980, tel qu'en témoignent les quelques études effectuées sur le sujet. Bien que nous croyions que les études sociohistoriques soient essentielles à notre compréhension de l'évolution du mouvement étudiant, les objectifs de notre étude visent davantage à comprendre la dynamique interne des acteurs qui composent le mouvement étudiant.<sup>18</sup>

À travers l'étude des représentations sociales des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté, nous voulons comprendre comment se structurent les représentations sociales de ceux-ci sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval. Quelques aspects plus spécifiques découlent de ces objectifs de recherche. D'abord, nous retrouvons ceux liés à l'apport des journaux étudiants facultaires dans les débats universitaires, à savoir s'il existe une participation réelle des étudiants au débat. Un autre aspect de nos objectifs de recherche consiste en une étude de la variation des représentations sociales, selon le champ d'étude

de l'éducation postsecondaire. Puis, nous porterons notre attention sur l'existence des liens entre les représentations sociales liées au positionnement des étudiants sur la question du dégel des frais de scolarité et celles liées aux formes de consultation dans le processus de prise de position. Finalement, nous chercherons à voir s'il existe des liens à établir entre les leaders étudiants qui écrivent dans les journaux étudiants et ceux qui s'impliquent dans les associations étudiantes.

Nous formulons donc notre question de recherche de la façon suivante : « Comment se structurent les représentations sociales des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté lors du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval entre l'automne 2006 et l'automne 2007 ? » Dans notre grille d'analyse, présentée ci-dessous, nous ciblerons les indicateurs nous permettant de répondre aux intérêts de recherche mentionnés précédemment.

#### *Nature de l'étude*

Dans le cadre de l'étude des représentations sociales de l'éducation postsecondaire des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté, nous situons notre recherche dans le champ des études *classificatoires*. À l'égard de De Bonville, une étude s'avère *descriptive* ou *classificatoire* lorsque « le propos du chercheur est de mieux connaître la nature, la structure, l'organisation d'un sujet ou d'un domaine avec lequel il s'est déjà familiarisé. » (De Bonville, 2000 : 37) À cet effet, notre expérience à titre de militant au sein du mouvement étudiant est susceptible de contribuer à une certaine compréhension des enjeux actuels des associations étudiantes. Bien que ces connaissances de base peuvent s'avérer utiles dans le cadre de cette recherche, nous tenterons de garder un regard le plus neutre possible vis-à-vis notre objet de recherche.<sup>19</sup>

#### *Ancrage méthodologique*

Positionner une étude à caractère scientifique à travers le spectre des méthodes inducives et hypothético-déductives demeure un exercice complexe. Cela requiert une réflexion sur la signification de chacun de ces deux concepts desquels découlent des implications mé-

thodologiques différentes, mais complémentaires. Ici, il ne s'agit pas d'explorer toutes les subtilités et les nuances des termes liés à ces deux modèles, mais bien de permettre au lecteur de mieux situer l'ancrage méthodologique de cette recherche.

Dans un livre intitulé *Prolégomènes à une théorie du langage* (Hjelmslev, 1971) qui met de l'avant quelques directives épistémologiques liées à l'étude du langage, Hjelmslev propose une définition intéressante du procédé d'induction :

« [l'induction] On peut la définir brièvement comme le passage de la composante à la classe et non pas de la classe à la composante. C'est un mouvement qui synthétise au lieu d'analyser, qui généralise au lieu de spécifier. » (Hjelmslev, 1971 : 20)

Cependant, l'auteur reproche à l'induction de ne pouvoir répondre à deux critères essentiels de l'empirisme et nécessaire à la théorie du langage qui exigent de « dresser une description non contradictoire et simple » pour s'y conformer. La frontière entre les études de nature inductive et déductive n'est donc pas toujours facile à déterminer. Tous les auteurs du champ de l'épistémologie ne s'entendent pas sur le sens exact des termes, cela peut donc engendrer quelques confusions lorsque vient le temps de déterminer la nature et le cadre d'une étude. À la lumière de la définition d'Hjelmslev sur l'induction, nous pourrions croire que le cadre méthodologique de l'induction ne prend appui sur aucun cadre théorique ni sur aucune hypothèse. Pourtant, comme en témoigne De Bonville les études de nature inductive s'appuient tout de même sur un cadre théorique duquel découlent une problématique, des questions et des hypothèses de recherche :

« Malgré son nom, la méthode hypothético-déductive, c'est-à-dire celle qui repose sur la vérification d'hypothèses, relève de la méthode inductive. En effet, peu importe que le chercheur adopte une démarche inductive ou déductive pour élaborer sa problématique, le seul fait de développer cette problématique à l'intérieur d'un cadre théorique et de formuler une hypothèse de recherche permet de ranger son analyse de contenu dans la catégorie des recherches de type (hypothético-) déductif. » (De Bonville, 2000 : 47)

Dans la même voie, il qualifie une méthode comme appartenant au champ de l'induction lorsque :

« [...] le chercheur n'essaie pas de démontrer la conformité de la réalité à des principes établis ou révélés (comme dans la méthode déductive), mais il tente plutôt de décrire et d'expliquer le réel à partir de son observation. » (De Bonville, 2000 : 47)

Pour notre part, bien que nous ayons acquis certaines connaissances de notre objet de recherche sur le terrain et qu'elles aient été complétées par des lectures liées aux différents aspects de celui-ci, nous croyons que la présente étude s'inscrit principalement dans une démarche inductive. L'objectif ultime de celle-ci n'est pas de contribuer à une théorie générale déjà existante ou d'en préciser quelques éléments à l'aide d'une observation empirique, mais bien de comprendre un objet circonscrit dans le temps et dans l'espace. Elle vise l'observation et la construction d'un objet d'étude sur le terrain afin d'en dégager les caractéristiques plus générales tout en témoignant de ses aspects les plus complexes. L'aspect inductif de notre démarche méthodologique se caractérise également par la nature de nos données. Comme nous cherchons à comprendre les représentations sociales des étudiants à partir de journaux qui ont déjà été écrits, nous limitons nos interventions de chercheur dans l'orientation des propos des acteurs étudiés.

Bien que notre démarche méthodologique soit principalement inductive, nous ne pouvons ignorer certains traits à caractère déductif de la présente étude. Au-delà de notre volonté de comprendre les représentations sociales des leaders étudiants dans les journaux de leur faculté, la construction de certaines catégories à l'intérieur desquelles nous classerons les unités de sens seront conçues, *a priori*, tel que nous le verrons lorsque nous traiterons de la grille d'analyse des résultats.

### *3.2 Composition du corpus*

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, cette étude s'inspire fortement de l'étude de Neatby (1999) sur les attitudes et les activités des leaders étudiants de l'Université de Montréal entre 1950 et 1958. L'auteure de l'étude divise son objet de recherche en deux groupes de leaders. D'une part, les étudiants qui ont fait partie de l'équipe de rédaction d'un journal et d'autre part, ceux qui ont occupé un ou plusieurs postes de direction au



sein d'une association étudiante. Neatby s'appuie sur trois sources de données empiriques : les documents écrits dans les archives des différents regroupements étudiants, les journaux étudiants à l'Université de Montréal et ceux qui figurent à l'échelle nationale entre 1950 et 1958 de même que différents témoignages de *leaders étudiants* qui ont été actifs pendant la période étudiée. Pour notre part, comme notre étude se concentre principalement autour des *leaders étudiants* qui écrivent dans leur journal de faculté nous constituons notre échantillon avec l'ensemble des journaux facultaires actifs au moment du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval.

### *La collecte*

Au moment où nous avons effectué le travail de terrain de cette étude, nous avons tenté d'entrer en communication avec les différents responsables des comités de rédaction des journaux étudiants afin de recueillir les exemplaires de ces derniers. Cependant, certains d'entre eux n'ont pas répondu à l'appel. Parmi ceux-ci, nous comptons le journal *Théo-courant*, des étudiants en théologie et sciences religieuses, le journal *Le Mordant*, des étudiants en médecine dentaire, de même que le journal *Le Poult*, des étudiants en sciences infirmières.

Outre l'absence de réponse de la part des associations étudiantes, nous avons constaté que certaines facultés n'ont tout simplement pas d'association facultaire. Comme les journaux étudiants sont généralement structurés autour d'un comité de rédaction soutenu et financé par une association étudiante, il est facile de comprendre qu'aucun journal étudiant ne correspond aux facultés au sein desquelles on ne peut constater l'existence d'association étudiante représentant l'ensemble des étudiants de celle-ci. Ce cas s'applique aux Facultés d'aménagement, d'architecture et des arts visuels, de foresterie et de géomatique<sup>20</sup> de même que celle des Sciences de l'éducation.

Bien que les représentants de l'association étudiante de la Faculté de musique ait répondu à l'appel, ces derniers n'étaient pas en mesure de nous fournir plus de la moitié des exemplaires de journaux édités lors de la période à l'étude. Pour conserver un échantillon d'éditions qui s'avère minimalement représentatif, nous avons donc exclu le journal facultaire

de musique de notre étude.

### *Le choix de période étudiée*

En ce qui a trait à la durée de la période étudiée, nous avons choisi d'étendre l'étude de notre objet sur trois sessions d'études à l'Université Laval. En premier lieu, afin de voir si les journaux étudiants contribuent à nourrir le débat sur la question du dégel des frais de scolarité dans le cadre de la prise de position des associations étudiantes, nous avons étudié les journaux édités lors de la session d'automne 2006, soit une session avant la convocation des membres de la CADEUL aux instances décisionnelles. En deuxième lieu, en portant attention aux journaux édités lors de la session de l'hiver 2007, nous avons pu cerner davantage les représentations sociales en construction lors de la session pendant laquelle a lieu le débat au sein des instances de la CADEUL. En troisième et dernier lieu, l'étude des journaux publiés lors de la session d'automne 2007 s'avère pertinente dans la mesure où elle nous permet de comprendre les réactions des étudiants quant au résultat de l'exercice démocratique de la CADEUL. Aussi, avec l'étude des journaux étudiants lors de cette période, nous serons en mesure de savoir si ces derniers jouent un rôle particulier dans la promotion des mobilisations étudiantes en réaction à l'annonce du dégel des frais de scolarité.

Bien que nous étudions l'ensemble des journaux facultaires à l'Université Laval, nous devons souligner que ceux-ci ne constituent pas l'ensemble des journaux publiés sur le campus. Outre l'Impact Campus et l'Exemplaire<sup>21</sup>, qui constituent les deux journaux pan campus édités par les étudiants, nous retrouvons une vingtaine de journaux départementaux dont l'activité varie au gré du dynamisme des comités de rédaction. Outre le fait que notre échantillon ne couvre pas l'ensemble des journaux étudiants de l'Université Laval, nous croyons qu'il nous permet d'avoir accès à un aperçu assez large et diversifié de la réalité des étudiants qui écrivent dans leur journal à l'Université Laval puisqu'ils touchent à chacune des grandes sphères disciplinaires constituées par les facultés.

### 3.3 L'analyse

Dans cette partie, nous présentons les différentes stratégies d'analyses liées aux indicateurs qui découlent de nos intérêts de recherche des représentations sociales des *leaders d'opinions* à l'Université Laval. Inscrits dans une grille, ces indicateurs nous permettront de poser une analyse claire et systématique des données amassées.

Premièrement, nous traiterons notre question de recherche sous deux formes différentes. Dans un traitement quantitatif de la question, nous évaluerons la place qu'occupe le thème du dégel des frais de scolarité dans les journaux étudiants entre l'automne 2006 et l'automne 2007. Pour ce faire, nous calculerons le poids médias à partir du nombre de pages qu'occupent les articles par rapport au nombre total du journal, de même que le nombre d'auteurs différents ayant écrit sur le thème du dégel des frais de scolarité. Cette approche nous permettra de cerner le rôle des journaux étudiants et l'intérêt porté au débat sur la question de l'accessibilité aux études postsecondaires. Puis, dans un traitement qualitatif, nous reconstruirons l'arbre des concepts liés aux opinions énoncées par les étudiants pour chacun des journaux facultaires. Nous procéderons en sélectionnant les termes liés au champ lexical du dégel des frais de scolarité tout en nous inspirant du procédé d'analyse sémantique proposé par Hjelmslev, ce dernier ayant mis de l'avant l'idée d'une étude des composantes que constituent les classes d'un objet du langage. Ainsi, nous ferons l'étude de tous les articles de journaux liés à notre objet d'étude en sélectionnant chacune des unités de sens pour les situer en catégories sémantiques. Ce procédé se fera à la fois de façon déductive et inductive.

De façon plus déductive, certaines catégories seront créées à l'avance telle la catégorie *forme du débat* et celles du *contenu du débat*. Ces dernières sont construites à partir des différentes positions politiques connues sur la question du dégel des frais de scolarité. De façon plus inductive, nous répartirons des opinions énoncées par les étudiants pour reproduire l'ensemble des points de vue à l'intérieur de notre arbre conceptuel. (de Bonville, 2000) À la suite de cet exercice, nous serons en mesure de voir si les opinions exprimées par les étudiants dans le journal de leur faculté s'apparentent à un discours clientéliste propre au contexte

de l'économie du savoir dans laquelle le développement des universités s'inscrit depuis la fin des Trente glorieuses.

Deuxièmement, nous évaluerons s'il existe des liens entre les étudiants qui écrivent dans les journaux et ceux qui s'impliquent dans les associations facultaires. Dans un premier temps, nous regarderons le nombre d'articles sur le sujet signé au nom de représentants d'associations étudiantes. Cette première analyse nous permettra d'évaluer l'existence d'une frontière entre les deux différents champs. Dans un deuxième temps, à partir des articles écrits par les étudiants qui ne sont pas actifs dans une association, nous nous pencherons sur la place qu'occupe la vie associative du campus dans les représentations sociales du débat sur le dégel des frais de scolarité. Nous tenterons de cibler plus particulièrement, mais de façon non exclusive, les représentations sociales liées à la forme démocratique du débat de même que celles liées au rôle que jouent les associations étudiantes et les positions prises par celles-ci. La *Figure 2* résume nos stratégies d'analyses schématisées dans une grille.

Après avoir constitué notre problématique en objet de recherche, nous avons développé une démarche méthodologique et des stratégies d'analyses nous permettant de répondre aux différents aspects de nos objectifs de recherche. Nous sommes maintenant prêts à plonger dans la présentation des résultats obtenus.

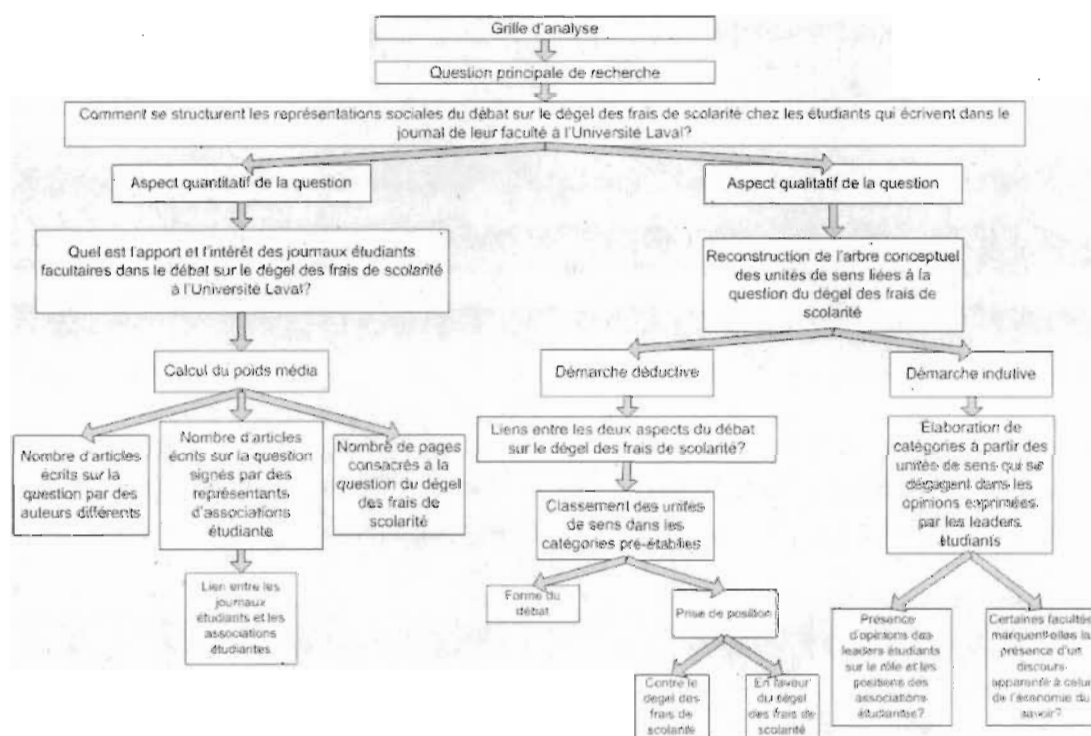


FIGURE 2. Grille d'analyse

## 4. La présentation des résultats

La section de ce mémoire consiste à présenter les résultats de recherche en axant sur les éléments mis en évidence par la grille d'analyse présentée précédemment. La présentation des résultats se fera journal par journal en suivant la même structure. À chacun d'entre eux, nous présenterons d'abord les résultats d'ordre plus quantitatif, à savoir le poids médias qu'occupent les thèmes liés au débat sur le dégel des frais de scolarité. Puis, nous ferons une description des schémas reconstruits à partir des thèmes mentionnés dans les différents articles. Cette description sera divisée en deux parties. La première partie se penchera sur les commentaires portés sur la forme du débat, c'est-à-dire le processus démocratique de ce dernier. La deuxième partie sera consacrée à la présentation du contenu même du débat, soit les différentes positions adoptées et les motifs qui sous-tendent celles-ci dans l'ensemble des articles de l'échantillon.

### 4.1 La Faculté de droit

#### *Poids médias*

Le débat sur les frais de scolarité est populaire dans le journal Le Verdict. Bien que l'on ne puisse remarquer de tendance linéaire dans la publication des articles sur le sujet des frais de scolarité, le poids médias de la faculté s'avère relativement élevé. Sur 228 pages s'étalant sur huit éditions parmi les dix répertoriées, nous relevons dix articles provenant de sept auteurs différents dont un signé au nom d'un représentant de l'association étudiante de la faculté. Parmi les éditions se consacrant plus particulièrement au dossier de la hausse des frais de scolarité, nous soulevons celles du mois de février, d'avril et d'octobre 2007. Parmi les articles prenant position dans le débat sur la hausse des frais de scolarité, nous notons deux articles en faveur et contre celle-ci.

Tel que montre la *Figure 2* ci-haut, les représentations sociales du processus démocratique du débat sur la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Verdict reposent sur la relation entre deux organisations. D'une part, nous retrouvons le processus démocratique de l'Association des Étudiants en droit (AED) et de l'autre, la CADEUL.

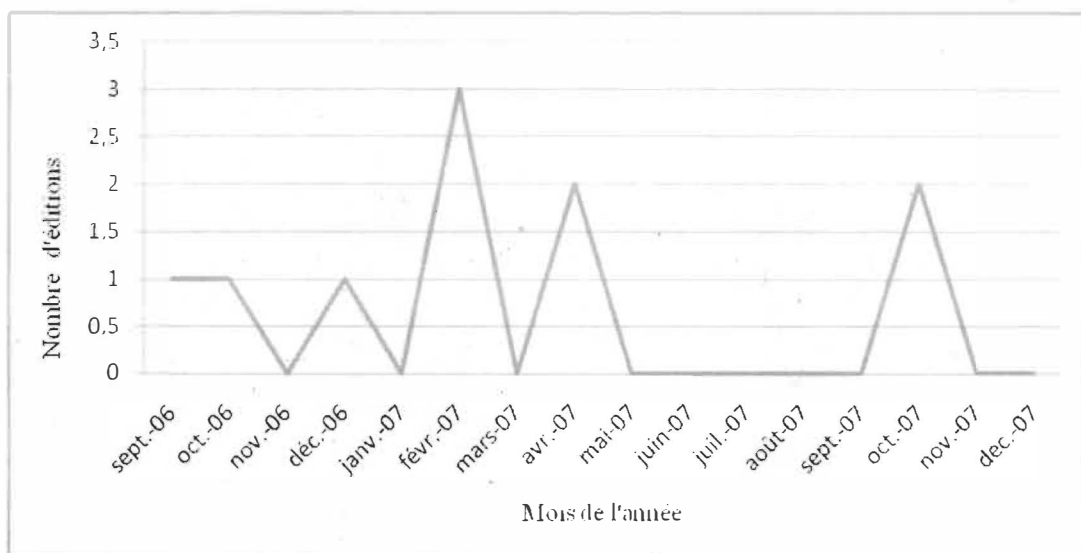


FIGURE 3. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Verdict.

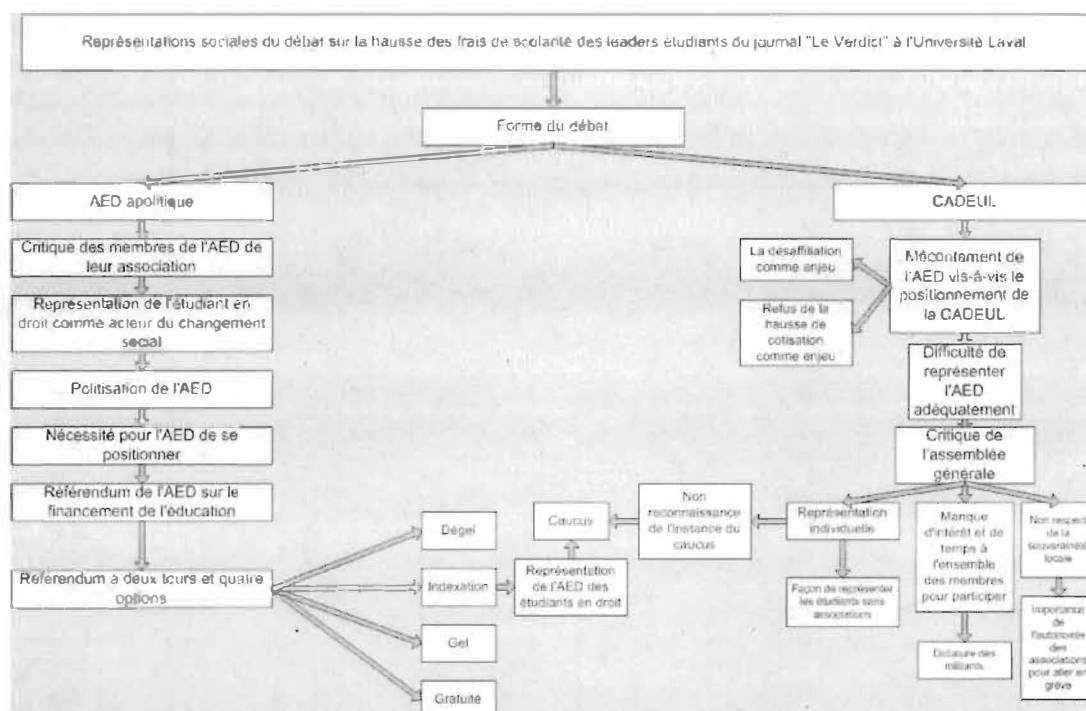


FIGURE 4. Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Verdict.

À l'égard du processus démocratique de l'AED, nous observons une critique des étudiants en droit sur l'absence de volonté politique de l'exécutif de cette association à agir sur la question de la hausse des frais de scolarité. Qu'ils soient en faveur ou non de la hausse des frais de scolarité, certains étudiants du journal *Le Verdict* revendiquent que leur association facultaire joue un rôle actif dans le débat. C'est à la suite de ces critiques que l'exécutif de l'AED organise un référendum sur la question des frais de scolarité. Ce dernier conduit l'association à prendre une position en faveur de l'indexation, qui sera ensuite portée à l'instance du caucus de la CADEUL par les représentants de l'AED.

Du côté des représentations sociales de la CADEUL, les étudiants ne se préoccupent pas du rôle de celle-ci à l'extérieur du campus, mais plutôt de la façon dont la confédération consulte ses étudiants afin d'obtenir ses mandats politiques. À travers les textes écrits au sujet du rôle de la CADEUL dans le dossier des frais de scolarité, on remarque un fort mécontentement chez les étudiants du journal *Le Verdict*, mettant en péril l'opinion favorable des étudiants de droit vis-à-vis la hausse de la cotisation de la CADEUL. Certains iront même jusqu'à remettre en question l'affiliation de l'AED à la confédération étudiante. Les critiques portées à celle-ci se concentrent autour de la prise de position de ses membres en assemblée générale. Dans un premier temps, les étudiants qui soulèvent le débat perçoivent cette prise de position comme une menace à la souveraineté locale des associations étudiantes. Dans un deuxième temps, comme ils conçoivent le fait que leurs membres manquent de temps pour se présenter à l'assemblée générale, les étudiants du journal *Le Verdict* craignent que la position obtenue lors de celle-ci soit attribuable à la *dictature* des militants présents. Dans un troisième et dernier temps, bien qu'ils admettent que l'assemblée générale permette la représentation de l'ensemble des membres individuels de la CADEUL, ils perçoivent la prise de position sur le dossier des frais de scolarité par cette instance comme une non-reconnaissance de l'instance du caucus des associations de la confédération étudiante de l'Université Laval.



### *Le contenu du débat*

Comme il a été mentionné dans le profil général du journal *Le Verdict*, les étudiants qui écrivent dans ce dernier emploient une démarche qui s'apparente beaucoup plus à l'article journalistique typique qu'à l'éditorial. C'est pourquoi, il n'est pas étonnant d'observer certains articles qui traitent davantage des modes de financement au pluriel que d'une prise de position en faveur ou non du dégel des frais de scolarité. De plus, la question du dégel des frais de scolarité est perçue à travers un axe plus large qui oppose le financement public au financement privé des institutions d'enseignement postsecondaire. Tel que montre la *Figure 5*, à travers les représentations sociales des modes de financement, nous observons deux positions à partir des propos soulevés par les étudiants de la Faculté de droit. Mentionnant l'appui du Parti Québécois et de Québec Solidaire, le camp gauche serait représenté par le mouvement étudiant qui conçoit l'éducation comme un droit. Selon les étudiants du journal *Le Verdict*, ce camp serait composé de deux acteurs qui portent deux discours différents, employant deux stratégies différentes. D'un côté, la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) de même que la Fédération Étudiante Collégiale du Québec (FECQ) qui, plus pragmatiques, emploieraient une stratégie axée autour du lobbying afin d'obtenir le maintien du gel des frais de scolarité. De l'autre côté, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE) revendiquerait la gratuité scolaire, qui serait évaluée à 500 millions par les experts<sup>22</sup>. Dans un contexte hypothétique où la scolarité était gratuite, les étudiants du journal *Le Verdict* se questionnent sur le devenir de la réelle qualité des études de même que la réelle augmentation de l'effectif étudiant. Outre le maintien du gel des frais de scolarité et la gratuité scolaire, les acteurs du mouvement étudiant auraient d'autres préoccupations selon les étudiants du journal *Le Verdict*. Parmi ces dernières, notons l'environnement, la conciliation études-famille, la baisse des effectifs étudiants en région de même que le maintien des relations entre les fractions du mouvement étudiant.

En ce qui a trait au camp droit, les auteurs du journal *Le Verdict* se font plus concis dans leurs commentaires. Ces derniers perçoivent les acteurs qui composent ce deuxième camp comme des « extrémistes réactionnaires » prônant une plus grande responsabilisation

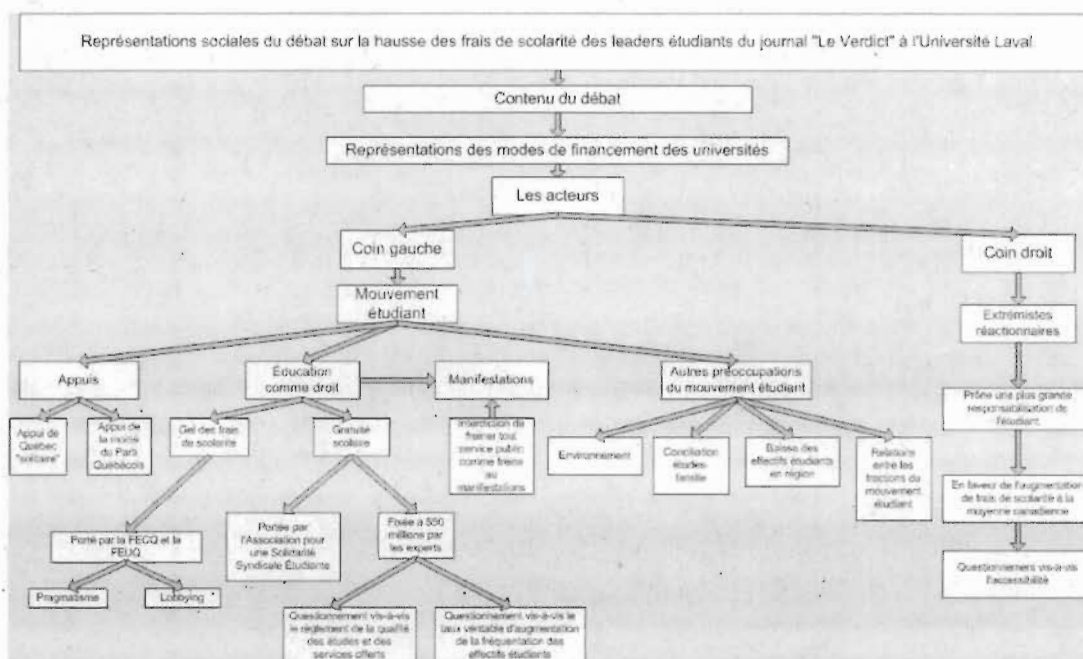


FIGURE 5. Représentations sociales des leaders étudiants du journal *Le Verdict* des modes de financement de l'éducation postsecondaire.

des étudiants. À ce titre, les étudiants du journal *Le Verdict* émettent également quelques questionnements vis-à-vis l'accessibilité dans un contexte de dégel des frais de scolarité.

La plupart des étudiants du journal *Le Verdict* en faveur de la hausse des frais de scolarité basent leur discours sur une éducation qui vise la qualité et la performance de ses institutions. Constatant la nécessité d'un investissement massif dans l'éducation postsecondaire, ceux-ci voient la société québécoise en *danger* et remettent en question, dans cette perspective, le modèle québécois. Comme l'ensemble des services publics et avantages sociaux fournis par l'État providence tels que l'accès à des lois sociales de protection, à des coûts d'énergie les plus bas possibles, à un régime de soins de santé gratuit et universel et au Régime d'assurance automobile du Québec, ils remettent en question le gel des frais de scolarité. Les étudiants du Québec ayant les frais de scolarité les plus bas au Canada, ceux-ci croient qu'il est justifié d'indexer les frais de scolarité au coût de la vie. Croyant également qu'il est possible pour les étudiants d'encaisser cette hausse, les étudiants du journal *Le*

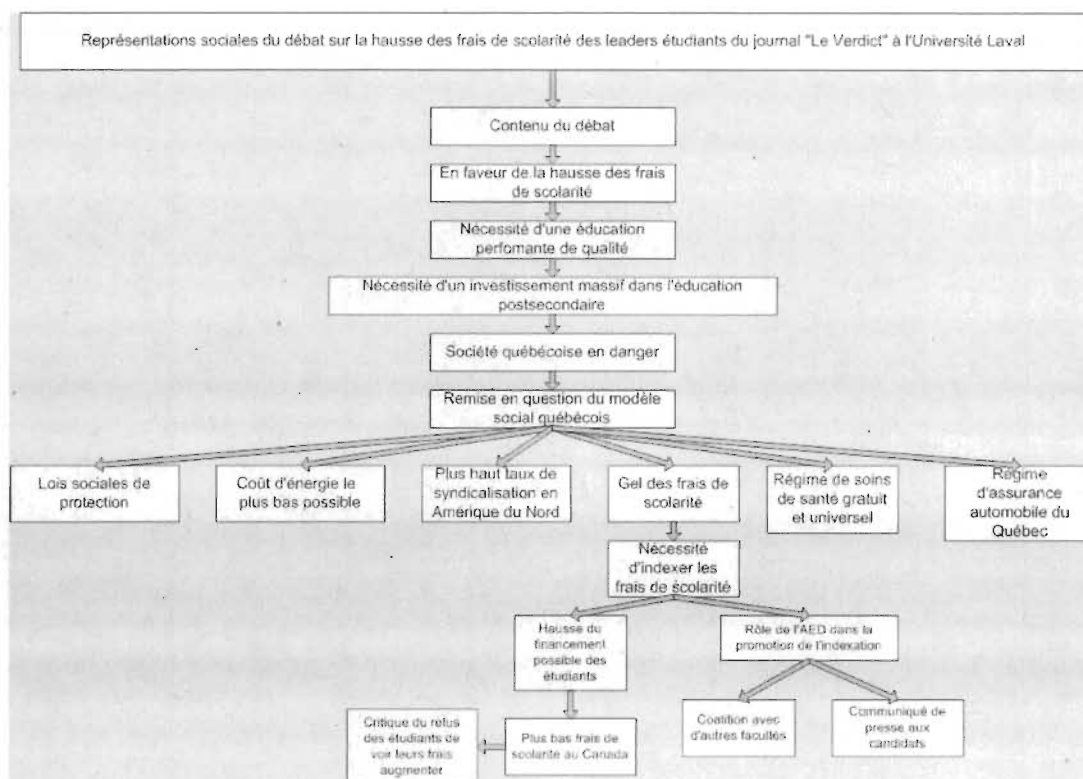


FIGURE 6. Représentations sociales des leaders du journal Le Verdict en faveur de la hausse des frais de scolarité.

Verdict en faveur de celle-ci critiquent les étudiants qui refusent l'indexation des frais de scolarité. À l'égard du rôle de l'AED dans la promotion de cette position, ceux-ci croient que leur association devrait chercher à mettre sur pied une coalition avec les associations de même qu'établir une stratégie médiatique orientée autour d'actions tel que l'envoi d'un communiqué de presse aux candidats des élections provinciales du printemps 2007.

Bien qu'ils s'entendent pour critiquer le choix politique de l'AED en ce qui a trait à sa position en faveur de l'indexation, les étudiants du journal Le Verdict se positionnant contre la hausse de frais de scolarité ne s'entendent pas sur le mode de financement des universités, à savoir si celui-ci doit provenir de fonds publics ou de fonds privés. Les adeptes du financement privé des universités de la Faculté de droit soutiennent d'une part, que le financement étatique s'avère insuffisant pour répondre aux problèmes de sous-financement

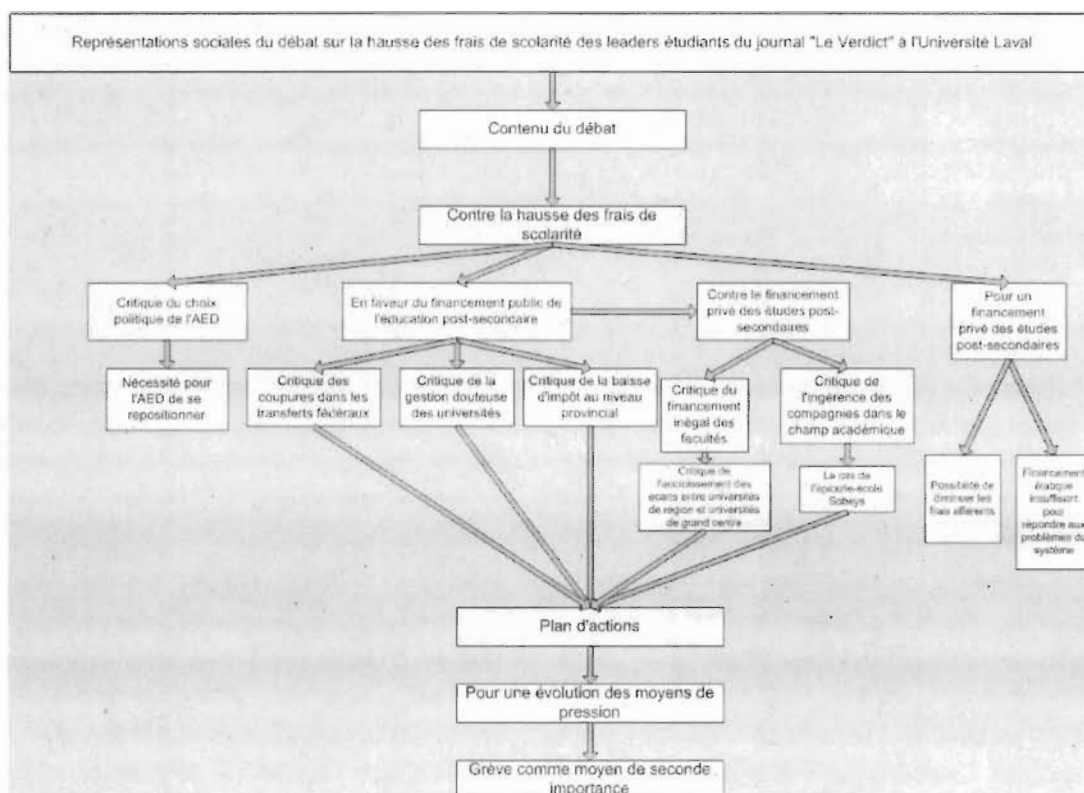


FIGURE 7. Représentations sociales des leaders du journal Le Verdict contre la hausse des frais de scolarité.

des universités et de l'autre, qu'une part plus grande des investissements privés ouvrirait une possibilité à une diminution des frais afférents. De leur côté, les étudiants en faveur du financement public de l'éducation postsecondaire critiquent le financement privé sous deux aspects. Premièrement, ceux-ci font appel à l'exemple du projet de la Chaire Sobey's<sup>23</sup> en guise d'exemple de l'ingérence des compagnies dans le champ académique. Deuxièmement, ceux-ci critiquent le financement privé inégal des différentes facultés de l'Université Laval, ce qui contribuerait à accroître les inégalités entre les différentes disciplines universitaires. Ceux-ci apportent également trois critiques principales à la gestion actuelle des fonds publics, qui freinent selon eux le financement public des études postsecondaires : les coupures dans les transferts fédéraux, les baisses d'impôt au niveau provincial de même que la gestion douteuse

des universités. Voyant la grève comme un moyen de seconde importance, les étudiants en faveur du financement public des études postsecondaires optent pour une évolution graduelle des moyens de pression.

#### *4.2 Les leaders étudiants du journal Le Globe & Med*

##### *Le poids médias*

Du nombre des 612 pages analysées, réparties sur 30 éditions sur les 30 disponibles, nous comptons six articles de journaux traitant de la hausse des frais de scolarité dans le journal *Le Globe & Med*. La fréquence de publication des articles de journaux portant sur notre question de recherche se concentre sur deux éditions de l'automne 2006. Dans l'édition du 24 octobre 2006, nous comptons deux articles pertinents pour notre objet d'étude, dont un paraissant en page 4. Dans l'édition du 21 novembre 2006, nous comptons quatre articles dont un qui figure en éditorial de la page 2. Parmi les cinq auteurs qui ont écrit sur la question des frais de scolarité, notons que deux ont signé le texte à titre de représentants du RÉMUL. Notons aussi que le nombre d'articles ayant été écrits en faveur et contre le dégel des frais de scolarité est pratiquement équivalent.

##### *La forme du débat*

Tel que montre la *Figure 9*, les leaders étudiants de médecine qui écrivent dans le journal *Le Globe & Med* pour la période étudiée considère la question des frais de scolarité comme un débat d'ordre public. Ceux-ci voient l'importance pour le Regroupement des étudiants en médecine de l'Université Laval (RÉMUL) de se prononcer sur la question et ainsi se positionner via l'Assemblée générale du RÉMUL, organe de débat pour les étudiants de la Faculté de médecine.

##### *Le contenu du débat*

Sur l'essence de la question, les étudiants du journal *Le Globe & Med* sont divisés. Partagés entre la hausse et le maintien du gel des frais de scolarité, les étudiants se rallient en Assemblée générale du RÉMUL autour de la position d'une hausse « conditionnelle » des

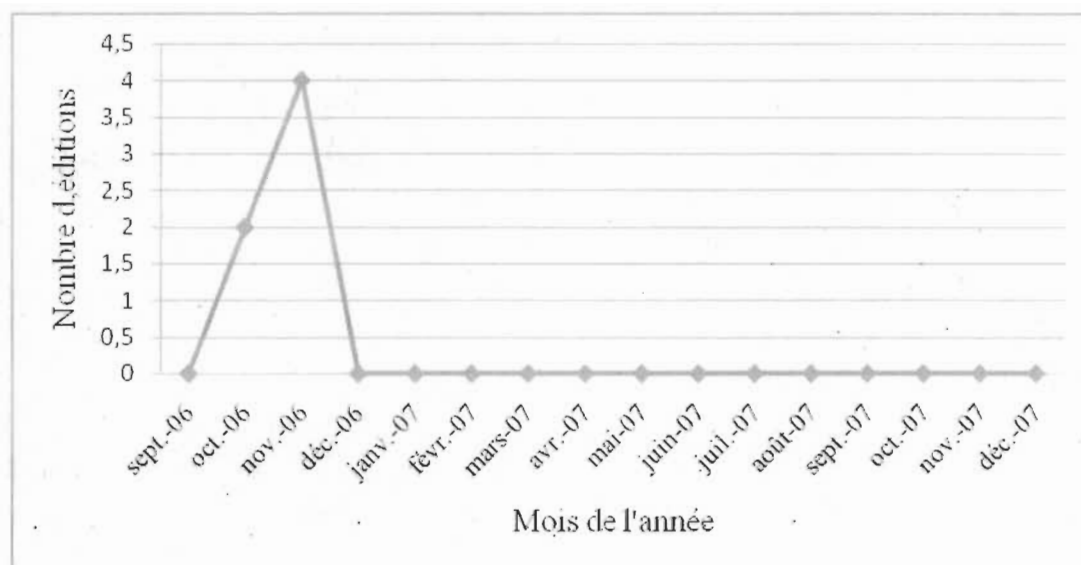


FIGURE 8. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité sur le mois de l'année dans le journal Le Globe & Med.

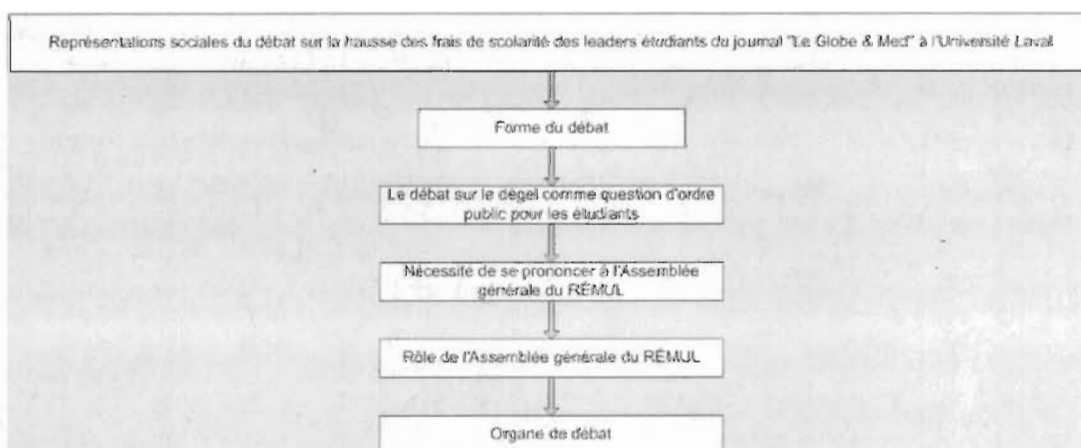


FIGURE 9. Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Globe & Med.

frais de scolarité. La *Figure 10* montre la représentation de cette position et les arguments qui la sous-tendent. À travers les textes en faveur de la hausse des frais de scolarité, nous remarquons une forte tendance des étudiants à critiquer la position du gel. D'une part, on critique cette position en comparant les frais de scolarité avec la moyenne canadienne tout en soutenant que ceux des autres universités canadiennes ne nuisent pas à l'accessibilité aux études postsecondaires. D'autre part, on souligne le paradoxe de l'argument du gel à la base du principe d'égalité. On affirme que le gel, bien qu'ayant l'apparence de soutenir le principe d'égalité sociale d'une société démocratique, ne fait qu'accroître les inégalités sociales tant au niveau des générations qu'entre les différentes classes sociales de même que les différents programmes académiques. Outre les paradoxes du gel des frais de scolarité soulevés par certains étudiants du journal *Le Globe & Med*, nous observons la présence d'une série d'arguments pour soutenir la hausse des frais de scolarité. L'un des arguments principaux de ceux-ci est la nécessité de trouver une nouvelle source de financement pour le réseau de l'éducation postsecondaire québécois. Parmi leurs préoccupations vis-à-vis cette nécessité, figure la conséquence des déficits cumulés des cégeps et universités qui affectent la qualité des études de même que la capacité des universités québécoises à faire compétition avec les universités canadiennes. Dans un contexte de restrictions budgétaires où les étudiants considèrent les fonds publics comme étant limités, ceux-ci ne conçoivent pas d'autres options que la hausse de la contribution étudiante dans le financement des études universitaires.

À travers les tenants de la hausse des frais de scolarité chez les étudiants qui écrivent dans le journal *Le Globe & Med*, nous notons deux options proposées. L'une d'entre elles est le dégel des frais de scolarité afin de suivre la moyenne des frais d'admission des autres universités canadiennes. L'autre, qui est celle soutenue par le RÉMUL, prône un dégel suivant l'inflation, mais de façon conditionnelle à certaines revendications incluses dans une loi-cadre. D'une part, la revendication de cette loi-cadre inclut certains critères liés au maintien de l'accessibilité tel qu'un dégel n'excédant pas l'inflation de même qu'une réglementation sur les frais afférents. D'autre part, elle inclut la volonté d'une augmentation des investissements des fonds publics dans la qualité des études postsecondaires, telle que la recherche d'autres

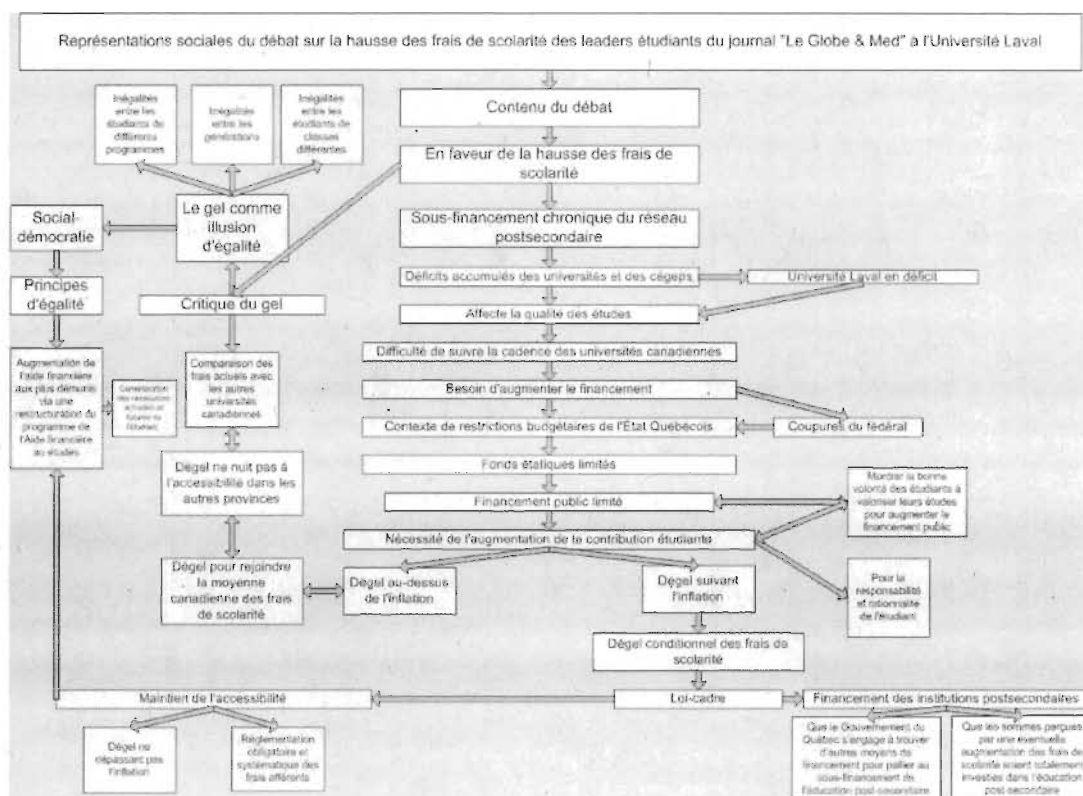


FIGURE 10. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants en médecine en faveur de la hausse des frais de scolarité.

sources de financement par le gouvernement de même que les surplus soient totalement investis dans l'éducation postsecondaire. À travers d'autres textes du corpus, certains étudiants du journal *Le Globe & Med* soutiennent un positionnement qui va à l'encontre de la hausse des frais de scolarité. Alors que certains revendiquent le maintien du gel des frais de scolarité au minimum, d'autres revendiquent la gratuité scolaire. La *Figure 11* montre les représentations sociales de ce groupe à travers leur vision exprimée dans les journaux.

Tel que montre la *Figure 11*, les *leaders étudiant* de médecine en faveur du maintien du gel des frais de scolarité au minimum et les étudiants en faveur de la gratuité scolaire expriment une vision sans véritable distinction de l'éducation postsecondaire. Contrairement aux étudiants en faveur de la hausse qui comparent les frais de scolarité à ceux des universités



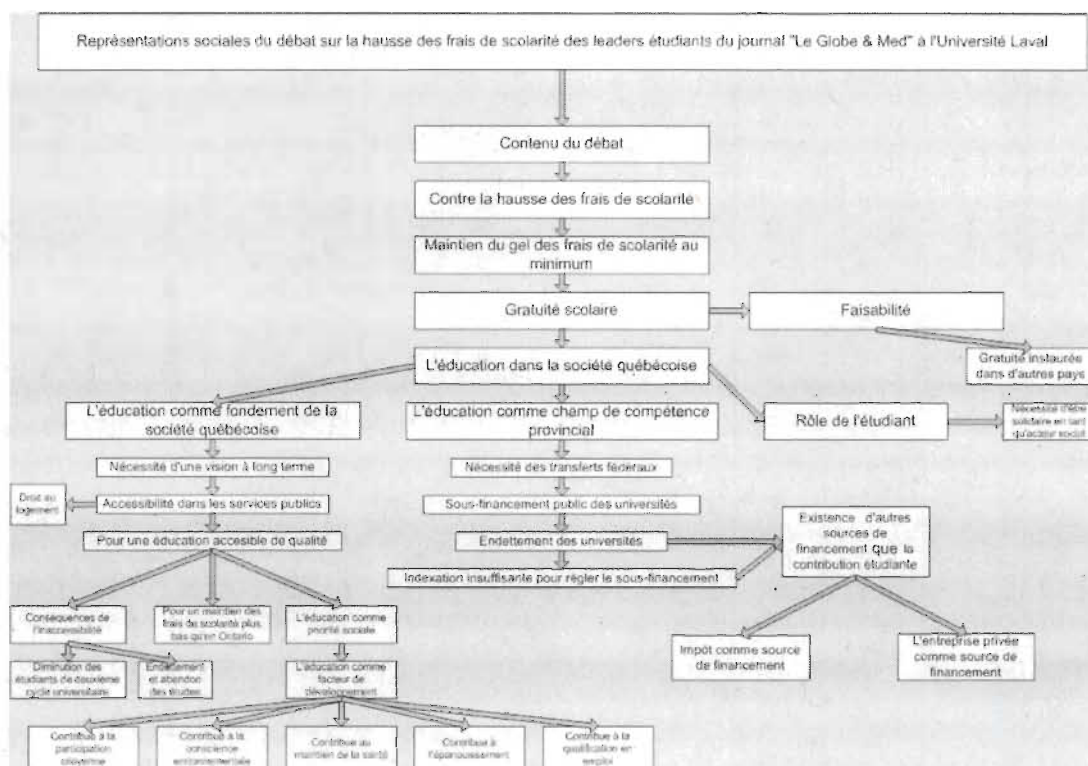


FIGURE 11. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Globe & Med contre la hausse des frais de scolarité.

canadiennes, les étudiants contre la hausse des frais de scolarité se basent sur d'autres pays à l'intérieur desquels la gratuité scolaire a été instaurée pour démontrer la faisabilité de celle-ci.

Les tenants du gel des frais de scolarité et de la gratuité scolaire s'appuient sur deux types d'arguments pour soutenir leur position. Le premier argument s'appuie sur la conception de l'éducation comme fondement de la société québécoise. Celui-ci nécessite une vision à long terme du développement social axé autour de l'accessibilité aux services publics, notamment le droit au logement de même que l'éducation postsecondaire. Dans cette optique, l'accessibilité à l'éducation postsecondaire doit être considérée comme une priorité sociale dans la mesure où celle-ci contribuerait à ce que les individus s'épanouissent, se maintiennent en santé, se qualifient en emploi, développent une conscience environnementale et accroissent

leur participation sociale en tant que citoyen. Pour les étudiants qui soutiennent ce discours, les conséquences de l'inaccessibilité à l'éducation postsecondaire s'expriment par une croissance de l'abandon des études, l'augmentation de l'endettement de même que la diminution des étudiants inscrits aux études supérieures. Le deuxième argument des étudiants du journal *Le Globe & Med* se positionnant contre la hausse des frais de scolarité est centré autour d'une conception de l'éducation comme champ de compétence provinciale. Dans cette voie, les étudiants rappellent l'enjeu des coupures en transferts fédéraux dédiés au financement de l'éducation postsecondaire. Selon les tenants du maintien du gel des frais de scolarité et de la gratuité, ce sont ces coupures qui sont responsables du sous-financement public et de l'endettement des universités. Dans l'attente des transferts fédéraux, les leaders étudiants de médecine soulignent d'une part que les sommes d'argent que représente l'indexation des frais de scolarité au coût de la vie seraient inutiles pour pallier le sous-financement. D'autre part, ils rappellent l'existence d'autres sources de financement tels que les impôts et le soutien financier provenant du secteur privé.

### *La Faculté de pharmacie*

#### *Le poids médias*

Bien que le journal des étudiants de la Faculté de pharmacie, *L'Impharmation*, soit volumineux (en moyenne 32 pages par édition), seulement deux articles traitent du débat sur la hausse des frais de scolarité parmi les sept éditions analysées. Notons que les deux articles traitant de la question paraissent dans la même édition de mars 2007, alors que l'un paraît dans les pages 4 à 7 et l'autre dans les pages 35 à 38.

#### *La forme du débat*

À travers les textes peu nombreux écrits par les étudiants du journal *L'Impharmation* qui traitent de la question de la hausse des frais de scolarité, on note une préoccupation beaucoup plus grande pour la forme du débat que le contenu de la question. Deux éléments constituent les représentations sociales de la forme du débat. Dans un premier temps, figure

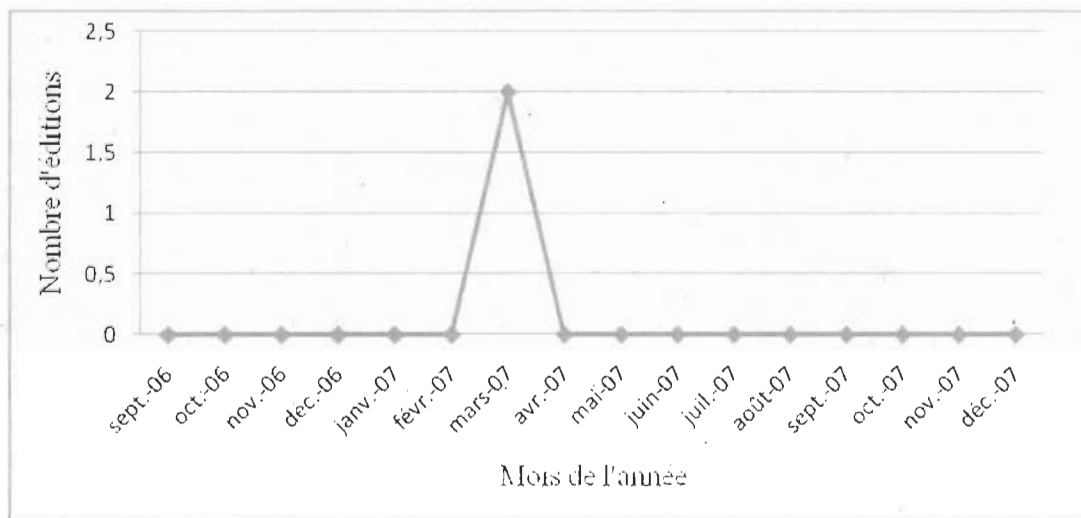


FIGURE 12. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal L'Inpharmation.

le processus de consultation des étudiants de pharmacie à travers les instances de l'Association générale des étudiants en pharmacie (AGEP). Dans un deuxième temps, figurent les représentations sociales des étudiants de pharmacie à travers le processus décisionnel de la CADEUL.

Les étudiants du journal L'Inpharmation qui ont écrit sur la question du dégel des frais de scolarité perçoivent ce débat comme une page du mouvement étudiant, à travers laquelle ils conçoivent la participation comme une chose extraordinaire. À ce titre, ceux-ci soulignent l'importance pour les associations étudiantes d'avoir convoqué une assemblée générale de consultation, comme cela a été le cas pour l'AGEP. Cependant, au-delà de l'importance que ceux-ci accordent à la participation des étudiants de pharmacie au débat sur la hausse des frais de scolarité, ils constatent avec désolation la faible participation des étudiants de la faculté à travers les différents comités mis sur pied pour débattre de la question. Ils expliquent ce manque de participation des étudiants de pharmacie par un manque d'intérêt généralisé dans la faculté et la lourdeur des travaux qu'ils doivent effectuer. Outre leur déception vis-à-vis la faible participation de leurs collègues dans les instances décisionnelles, les étudiants

du journal L'Impharmation ont exprimé une opinion plutôt positive du déroulement du processus démocratique à l'intérieur de la Faculté de pharmacie. C'est davantage au niveau du processus décisionnel à travers les instances de la CADEUL que ceux-ci trouvent leur amertume.

Les étudiants du journal L'Impharmation sont en principe d'accord avec une prise de position de la CADEUL à travers l'instance du Caucus des associations. Pour eux, il s'agit d'un processus démocratique puisqu'à l'intérieur de cette instance, chacune des associations étudiantes bénéficie d'une voix égale pour s'exprimer. Les étudiants trouvent une première déception vis-à-vis l'organisation de la CADEUL, alors que celle-ci se voit dans l'incapacité de se positionner sur la question. Cette absence de prise de position est relative au fait

que les associations présentes au Caucus du 9 février 2007 ne parviennent pas à formuler de proposition ralliant le 2/3 des voix. La deuxième déception, la plus importante, se situe au niveau de l'incapacité de la CADEUL à représenter ses membres convenablement. Pour les étudiants du journal L'Impharmation, cette non-représentativité prendrait trois formes. La première se situe au niveau de l'utilisation d'une *clause* des règlements généraux de la CADEUL par les associations étudiantes membres pour la convocation d'une assemblée générale. La deuxième se situe au niveau même de la critique que les étudiants de pharmacie portent à l'instance de l'assemblée générale alors qu'ils conçoivent celle-ci comme un frein à la souveraineté des associations. Ils qualifient celle-ci de non représentative à l'intérieur de laquelle les débats sont longs, complexes et démagogiques. De façon plus spécifique, ils évoquent le cas de l'assemblée générale qui s'est tenue le 14 février 2007 en critiquant le refus des étudiants d'autres facultés d'avoir accepté de reconduire la question des frais de scolarité à un débat référendaire, qui aurait permis à tous les étudiants de pouvoir émettre leur opinion. Finalement, le troisième aspect de la non-représentativité de la CADEUL évoquée par les étudiants du journal L'Impharmation, se situe au niveau de l'attitude des membres de l'exécutif de l'organisation, qui n'auraient pas su conserver leur neutralité à travers les débats au sein des différentes instances.

### *Le contenu du débat*

La *Figure 14* témoigne de l'absence de discours exprimés dans le journal L'Impharmation sur le contenu de la question du dégel des frais de scolarité. En effet, les deux textes de notre corpus ne visent pas la discussion du contenu de la question, mais bien une discussion sur la forme du processus de consultation des membres de la CADEUL. Des éléments concernant directement le contenu de la question de la hausse des frais de scolarité, nous ne retiendrons que la mention de la position d'indexation de l'AGEP.

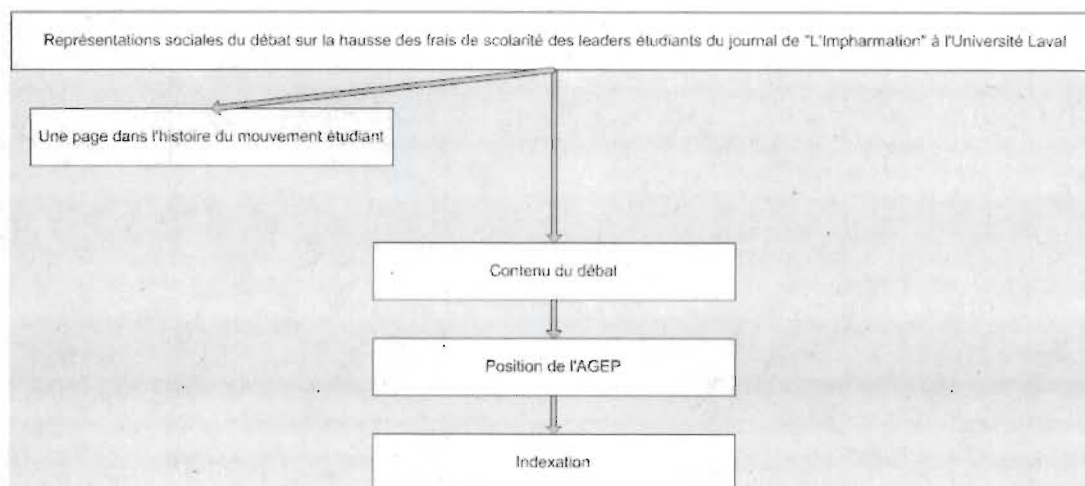


FIGURE 14. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal L'Impharmation.

#### 4.4 La Faculté de philosophie

##### *Le poids média*

Bien que nous ayons pu nous procurer seulement sept éditions du Phil X Press sur les douze qui ont été publiés dans la période qui nous intéresse, nous pouvons constater que le débat des frais de scolarité prend une place importante dans le journal des étudiants en philosophie. Parmi les 64 pages du corpus que composent Le Phil X Press, paraissent 23 articles signés par douze auteurs différents. Des 12 auteurs qui ont écrit un texte sur les frais de scolarité, il semble pertinent de mentionner que neuf sont signés au nom d'un exécutant élu de l'Association générale des étudiantes et étudiants prégradués en philosophie (AGGEPP).

Tel que montre la *Figure 15*, on remarque une intensité particulière de la publication des articles traitant du débat des frais de scolarité dans les sessions d'hiver et d'automne 2007. Ainsi, la plupart des textes des étudiants de la Faculté de philosophie ont été rédigés pendant la session d'hiver 2007, durant les mois de mars et d'avril, de même qu'à la session d'automne 2007, durant les mois de septembre, octobre et novembre.

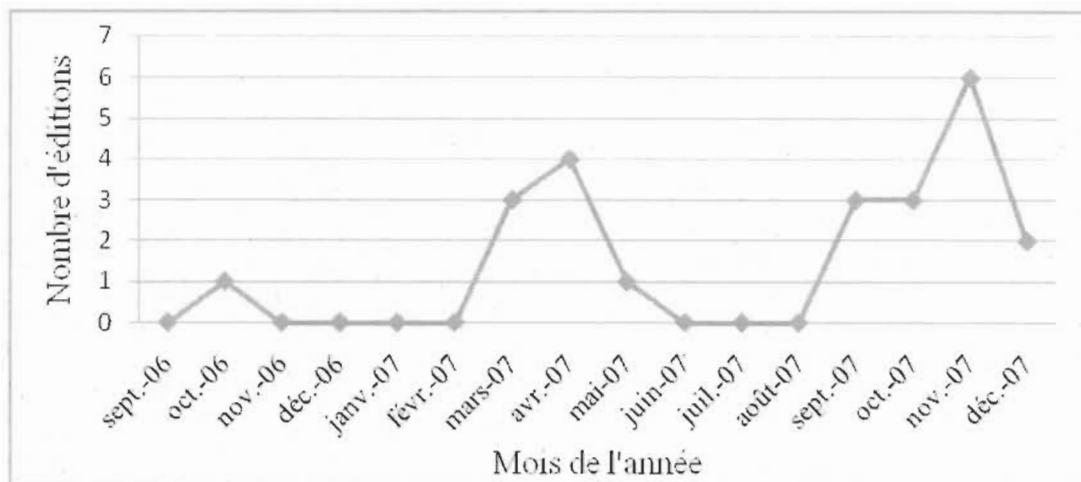


FIGURE 15. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Phil X Press.

#### *La forme du débat*

Outre les nombreuses publicités publiées par l'AGEEPP pour faire la promotion des différentes assemblées générales, les articles traitant directement de la forme du débat n'occupent pas une place importante dans le journal Le Phil X Press. Des quelques commentaires ici et là sur la question de la forme démocratique des débats, notons celui d'une étudiante qui souligne la faible participation des étudiants à l'Assemblée générale de même que la position prise par l'AGEEPP lors de celle-ci, la gratuité scolaire, qui mènera à la session d'automne 2007, à une assemblée générale de grève.

#### *Le contenu du débat*

Bien que peu nombreux à partager cette vision, quelques étudiants du journal Le Phil X Press se prononcent en faveur de la hausse des frais de scolarité. Ceux-ci critiquent d'abord le dogmatisme de certains militants de même que l'interventionnisme étatique dont certains conçoivent le financement public en éducation postsecondaire comme un larcin. Dans la même voie, certains étudiants en philosophie en faveur de la hausse des frais de scolarité croient à l'éducation comme priorité collective et comme moyen de préparer le futur de



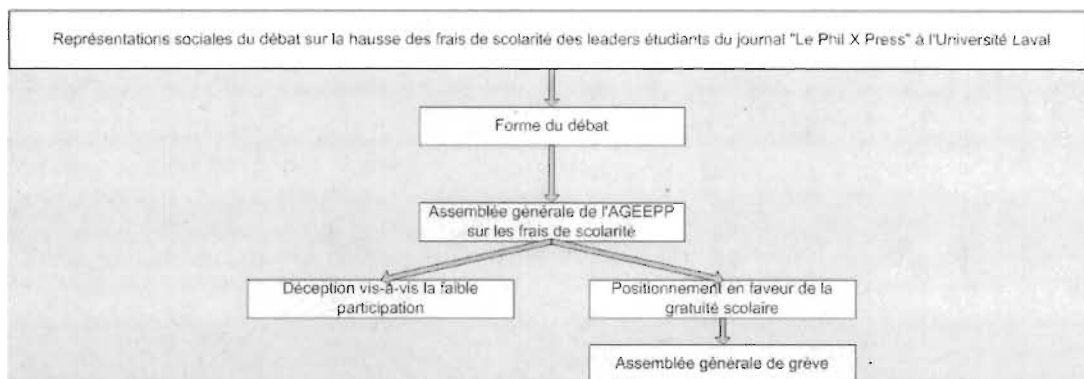


FIGURE 16. Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal Le Phil X Press.

l'étudiant. Dans un contexte de sous-financement des universités, ceux-ci affirment qu'il est nécessaire pour l'ensemble des étudiants de développer une fierté en contribuant au financement de la formation. Dans cette voie, ils pourraient bénéficier d'une formation de qualité et faire en sorte que les universités soient compétitives. Pour que ces deux derniers critères puissent se réaliser, les universités doivent pouvoir recruter suffisamment de chercheurs et de professeurs de qualité et selon ceux-ci, cela deviendrait possible avec la hausse des frais de scolarité proposée par Charest. Ils qualifient cette hausse de raisonnable puisqu'ils croient qu'elle pourrait s'accompagner d'un réinvestissement public en éducation de même que certaines mesures pour bonifier l'aide financière aux études, dont une indexation des dépenses mensuelles, une baisse de 10% dans le calcul de l'aide parentale de même qu'une hausse du calcul de l'achat de matériel.

Dans une autre mesure, plusieurs étudiants de la Faculté de philosophie écrivent des textes allant à l'encontre de l'idée d'augmenter tout type de frais de scolarité, incluant les frais afférents. Ces étudiants, partagés entre le gel des frais de scolarité et la gratuité scolaire, ont en commun la volonté de maintenir ou d'améliorer l'accessibilité aux études postsecondaires.

Au-delà leur volonté de maintenir l'accessibilité aux études postsecondaires, les étudiants du journal Le Phil X Press soutenant le gel des frais de scolarité croient à la nécessité



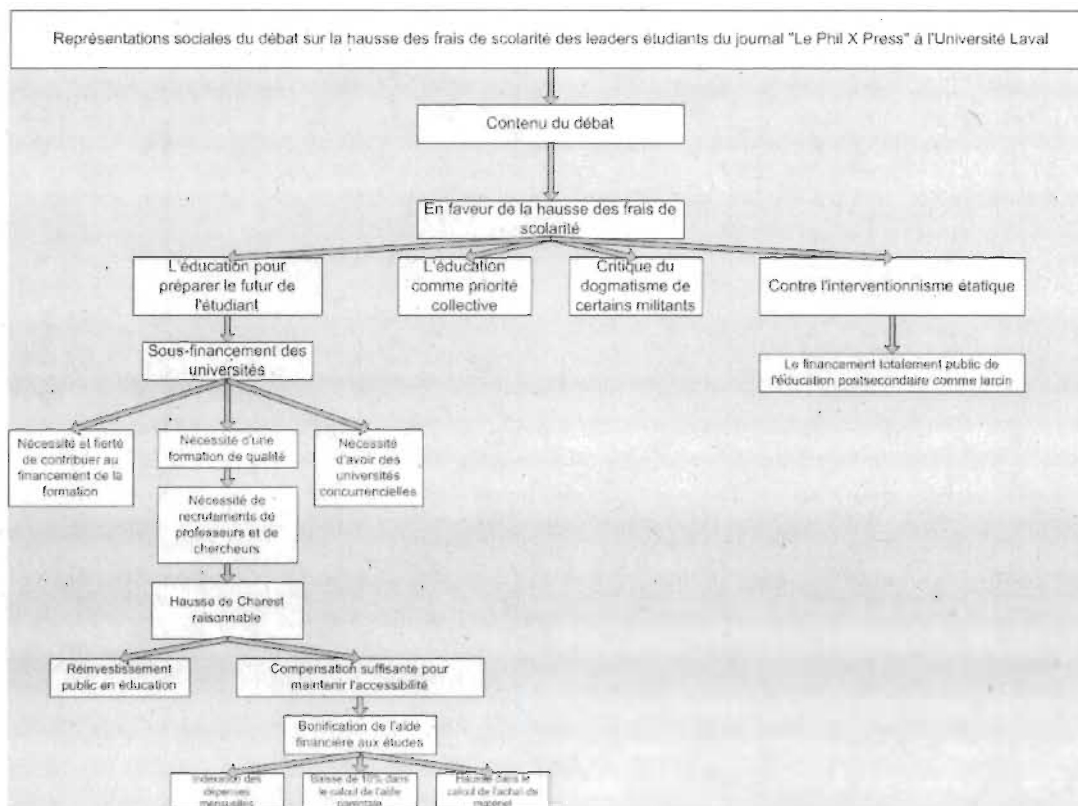


FIGURE 17. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la hausse des frais de scolarité.

des étudiants de continuer de faire leur part pour stimuler un réinvestissement public de l'éducation postsecondaire. Outre cette raison, ces étudiants portent trois critiques à la gratuité scolaire. Premièrement, selon ces derniers, la gratuité scolaire, contrairement à la présence minimale de frais de scolarité, nuirait au développement de l'autonomie des étudiants et encouragerait la dépendance au système. Deuxièmement, ceux-ci perçoivent la gratuité scolaire comme une négligence aux valeurs des études par une baisse de l'efficacité engendrée par un rallongement des études postsecondaires et une instabilité dans le choix de celle-ci. Troisièmement, ceux-ci conçoivent le système d'éducation postsecondaire comme un service déjà accessible. Dans cette perspective, l'État devrait investir davantage dans l'Aide financière que dans la diminution des frais de scolarité pour maintenir cette accessibilité.

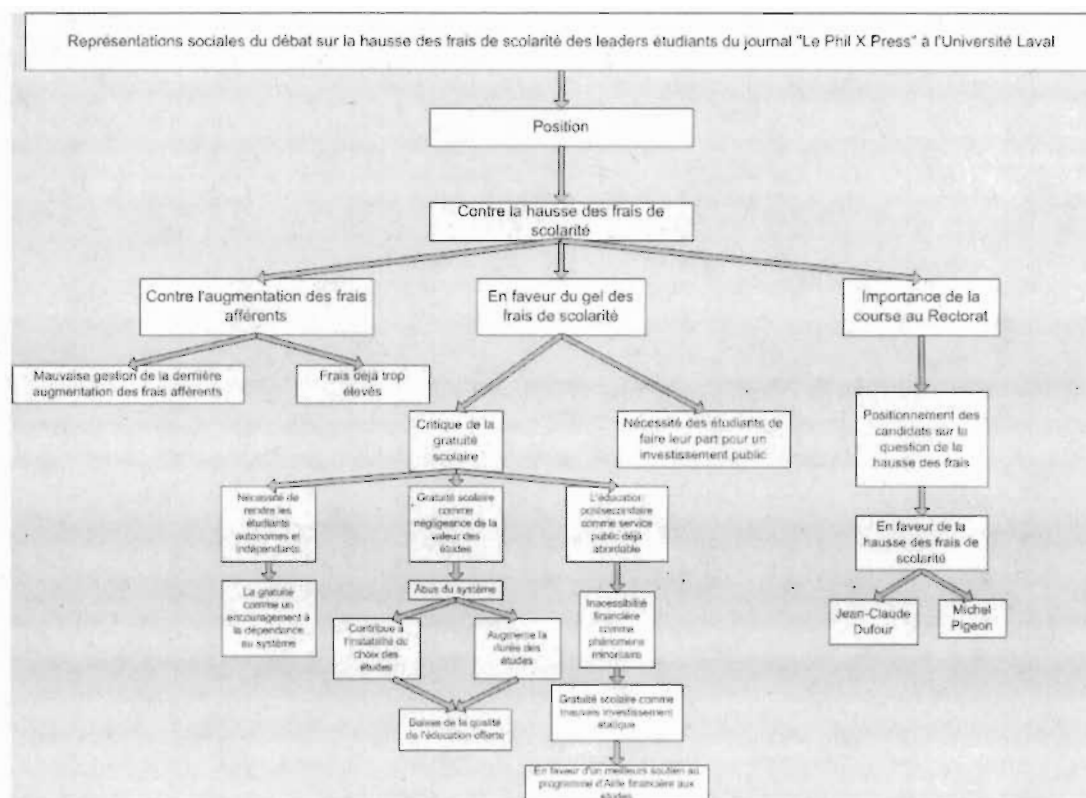


FIGURE 18. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur du gel des frais de scolarité.

Déçus de l'élection de Charest, les étudiants du journal Le Phil X Press revendiquant la gratuité scolaire dénoncent de leur côté la procédure suivie par le Premier ministre du Québec pour arriver à la solution du dégel des frais de scolarité. Ceux-ci se positionnent dernier contre la vision du gouvernement à vouloir intégrer les institutions d'enseignement postsecondaire dans l'axe économique. Les étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la gratuité mettent plutôt de l'avant une vision de l'éducation postsecondaire centrée autour du bonheur des individus.

Dans une société démocratique, ces étudiants conçoivent l'éducation comme une responsabilité collective. C'est dans cette perspective que ceux-ci prônent le maintien de l'accessibilité aux études en critiquant d'une part le gel des frais de scolarité, parce qu'il nuit

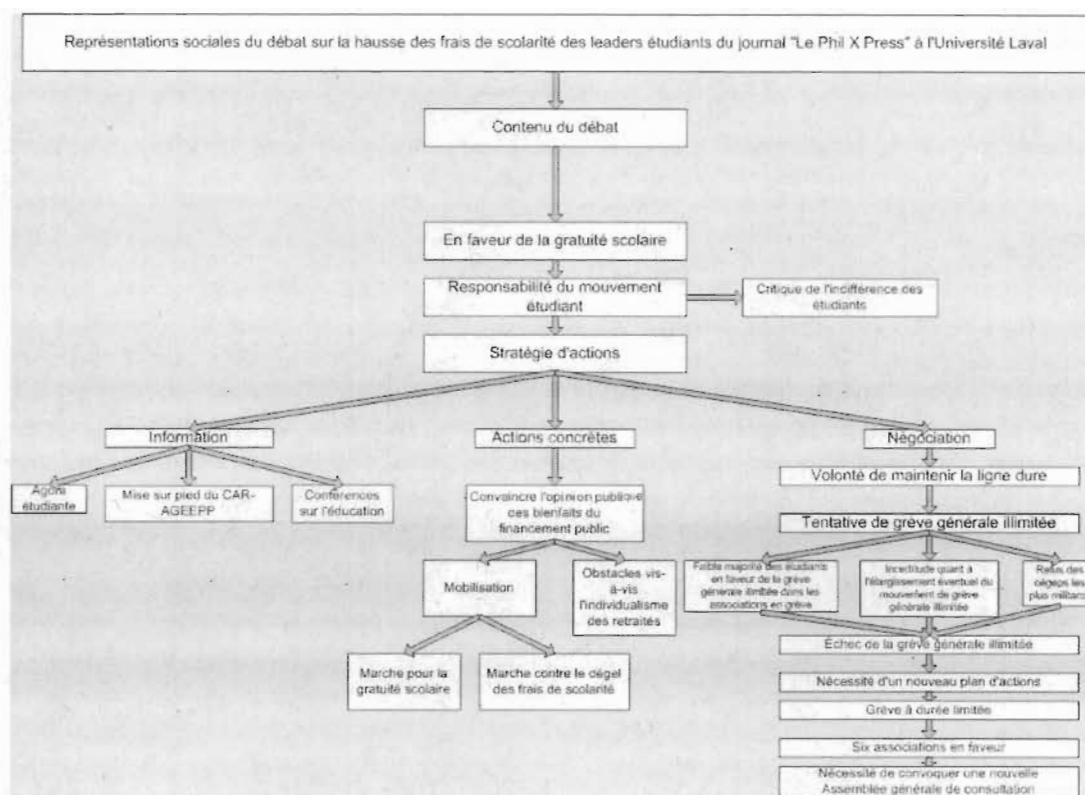


FIGURE 19. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la gratuité scolaire

à la classe moyenne, et d'autre part le dégel des frais de scolarité, parce qu'il avantage les riches. Dans le même ordre d'idées, ceux-ci critiquent la mauvaise gestion des fonds publics. Au pallier fédéral, on pointe du doigt les surplus accumulés via les baisses d'impôt et le remboursement de la dette; au pallier provincial, on critique la conception de l'épargne comme solution à l'accessibilité de même que les baisses d'impôt dans une période où le taux de chômage atteint un plancher historique. Finalement, à travers les textes qu'ils écrivent dans Le Phil X Press, les étudiants en faveur de la gratuité scolaire dénoncent l'intégration de l'éducation dans la rationalité économique. C'est à ce titre qu'ils se positionnent contre l'éducation pour la formation du « capital humain » de même que l'éducation laissée aux mains du libre marché.

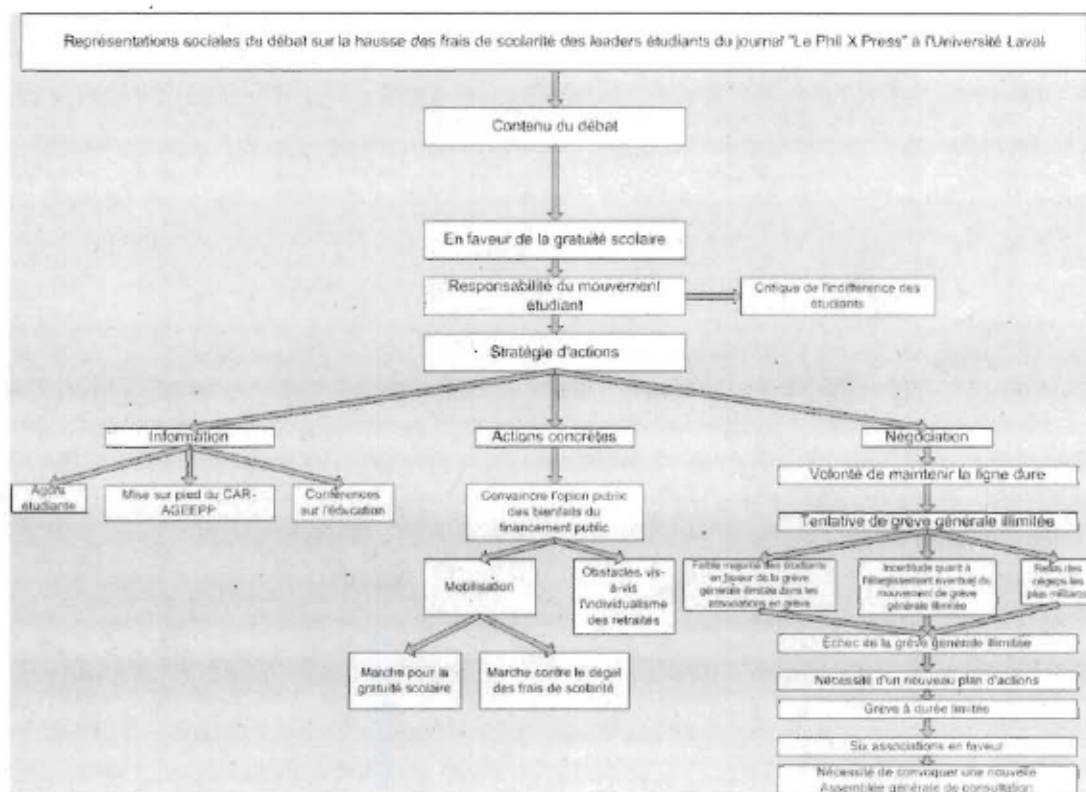


FIGURE 20. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Phil X Press en faveur de la gratuité scolaire.

Les étudiants du journal Le Phil X Press qui partagent une position en faveur de la gratuité scolaire conçoivent aussi que cette revendication nécessite un rapport politique fort pour être réalisée. Pour ceux-ci, ce rapport politique doit être articulé autour d'une stratégie d'actions dont le mouvement étudiant porte une grande responsabilité. Dans ce qui compose cette stratégie d'actions, nous notons trois axes.

Tel que montre la *Figure 20*, le premier axe de la stratégie repose sur la diffusion de l'information qui concerne le dossier de la hausse des frais de scolarité. C'est dans cette optique que les étudiants de philosophie ont mis sur pied le CAR-AGEEPP de même que l'organisation de quelques conférences sur l'éducation. De plus, ceux-ci font la promotion d'un forum déjà existant sur les frais de scolarité s'intitulant l'Agora étudiante.

Le deuxième axe de la stratégie d'actions repose sur l'organisation d'actions concrètes afin de convaincre l'opinion publique des bienfaits du financement public de l'éducation postsecondaire. Bien qu'ils conçoivent l'existence de certains obstacles dans la réalisation de cet objectif, notamment l'individualisme des retraités, les étudiants du journal Le Phil X Press mettent sur pied plusieurs actions dont une mobilisation contre le dégel des frais de scolarité de même qu'une autre en faveur de la gratuité scolaire. Le troisième axe de la stratégie d'actions repose sur un processus de négociation avec les instances ayant un impact sur la gestion des frais de scolarité. À travers ce processus de négociation, les étudiants du journal Le Phil X Press ont la volonté de maintenir la ligne dure vis-à-vis leur position. C'est en ce sens qu'ils participent à la mise en marche d'un mouvement vers une grève générale illimitée nationale. Cependant, comme les mandats de grève des autres associations étudiantes reposent sur une faible majorité, que les étudiants des cégeps les plus militants refusent d'entamer une grève générale illimitée et que les étudiants du journal Le Phil X Press développent une incertitude vis-à-vis l'élargissement du mouvement à travers le Québec, ils remettent en question le réalisme de cette action. C'est alors qu'en coordination avec six autres associations de l'Université Laval, les étudiants tentent de substituer la stratégie de la grève générale illimitée à une grève d'une durée limitée, ce qui nécessite la convocation d'une nouvelle assemblée générale de grève de l'AGEEPP.

#### *4.5 La Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation*

##### *Le poids média*

La participation à l'égard du dossier de la hausse des frais de scolarité dans le journal l'Agral est l'une des plus faibles parmi les journaux étudiés. En effet, seulement deux articles sur le sujet des frais de scolarité ont été écrits à travers les 383 pages répertoriées sur onze éditions.

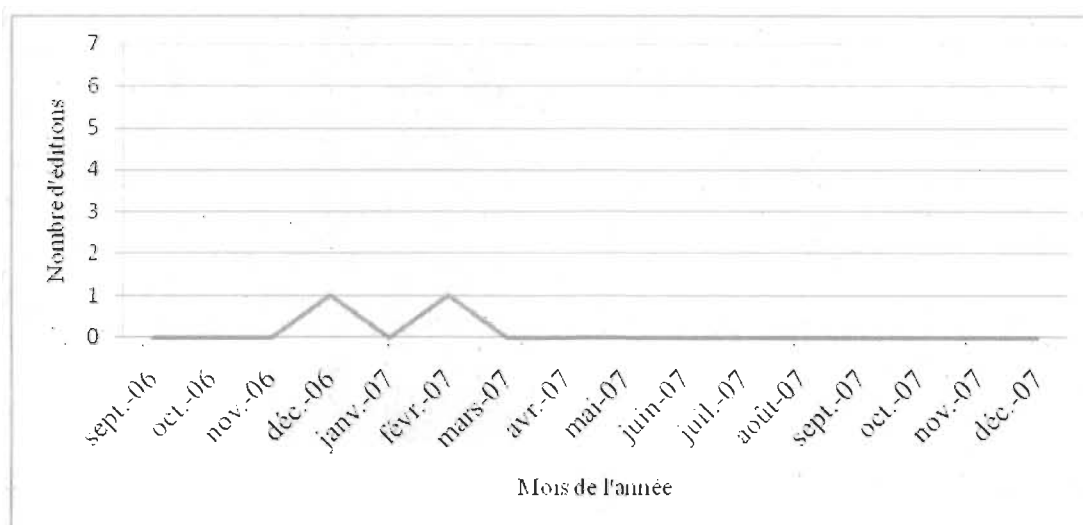


FIGURE 21. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal L'Agral.

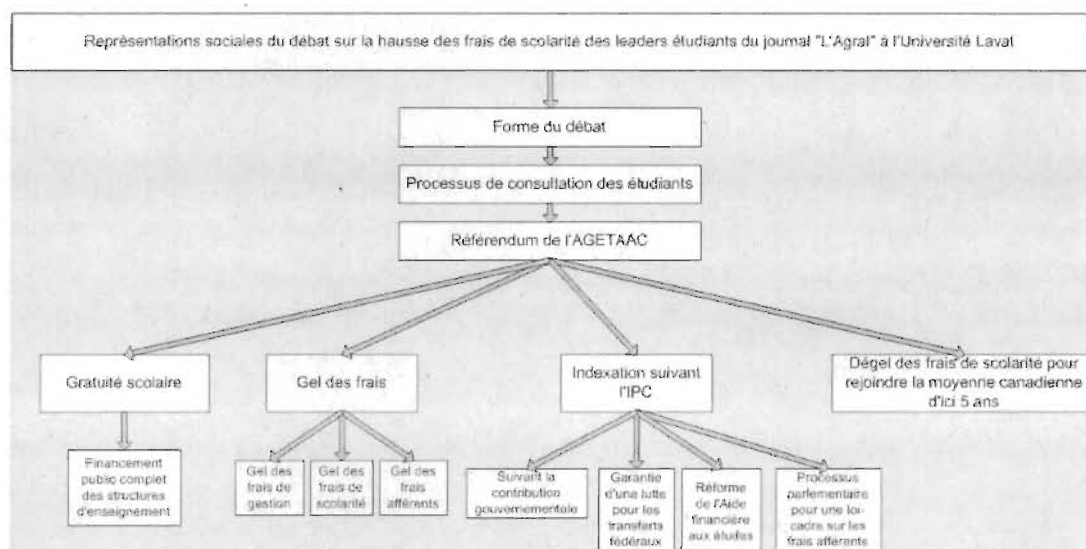


FIGURE 22. Représentations sociales de la forme du débat de la hausse des frais de scolarité des leaders étudiants du journal L'Agral.

### *La forme du débat*

Le seul texte sur la forme du débat répertorié dans le journal *L'Agral* est écrit par un exécutant de l'AGETAAC. Cet article a pour but de diffuser les résultats du référendum de consultation des étudiants de la Faculté d'agriculture et d'alimentation. Il demeure intéressant dans la présentation des options offertes aux étudiants lors du vote. En nous référant à la *Figure 22*, nous pouvons constater, outre l'option du dégel des frais de scolarité pour rejoindre la moyenne canadienne sur une période de cinq ans, que chacune des options offertes est associée à différents indicateurs. L'option de la gratuité scolaire est associée à un financement public complet des structures d'enseignement. L'option du gel des frais est associée à celui du gel des frais de scolarité, mais également du gel des frais de gestion et des frais afférents<sup>24</sup>. Finalement, l'option de l'indexation, la plus étoffée des quatre options offertes, est associée à certaines conditions de réalisation telles qu'un investissement du gouvernement équivalent à l'indexation des frais de scolarité, une garantie d'une lutte pour les transferts fédéraux, la réforme de l'aide financière aux études de même qu'un processus parlementaire afin de mettre sur pied une loi-cadre sur les frais afférents.

### *Le contenu du débat*

Le seul article rédigé sur le contenu du débat de la hausse des frais de scolarité se positionne en faveur de la hausse. S'appuyant principalement sur des arguments évoqués dans le film « *L'illusion tranquille* », l'auteur de l'article base son discours en faveur de la hausse des frais de scolarité sur la nécessité de revoir le modèle de la société québécoise. De l'actuel modèle de la société québécoise, l'auteur critique l'inefficacité du modèle syndical et affirme la nécessité de revoir la définition de la création de la richesse, notamment en trouvant de nouvelles façons de stimuler la création d'entreprises tout en remettant en question l'impôt pour régler le problème de la pauvreté. L'auteur de l'article critique également l'interventionnisme étatique. C'est dans cette même perspective que l'auteur critique l'existence de programmes sociaux inefficaces dû à l'État qui se mêlerait des choses qui doivent relever du privé. Ainsi le Régime des rentes du Québec, le service des garderies de même



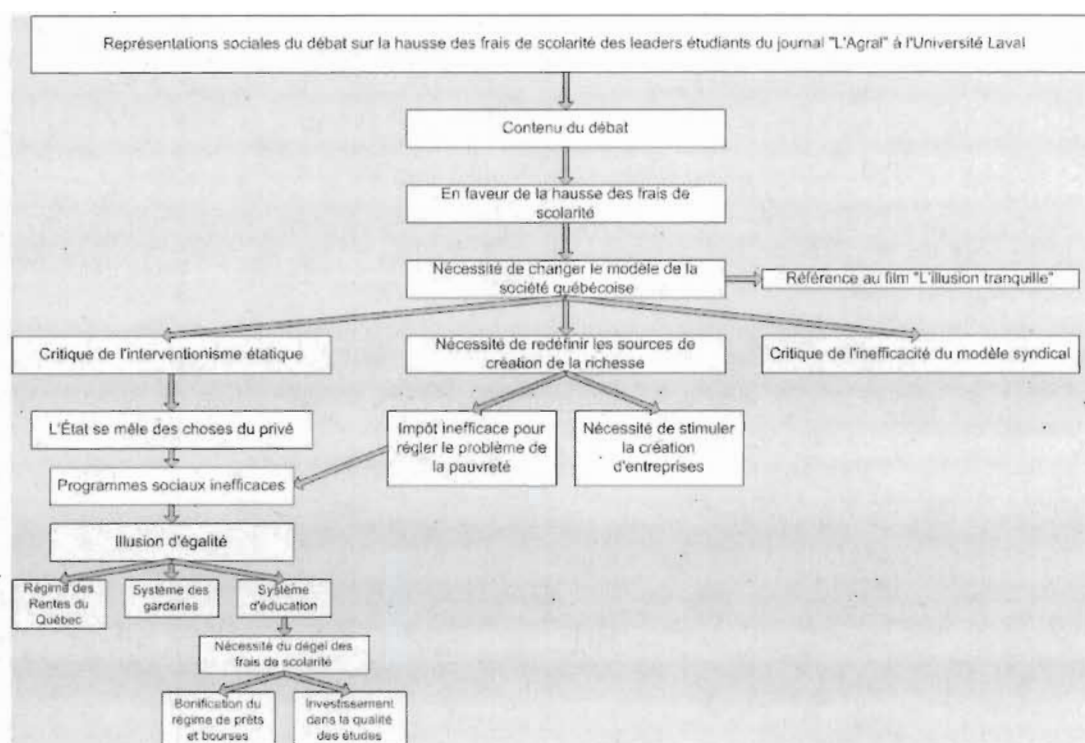


FIGURE 23. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal L'Agral en faveur de la hausse des frais de scolarité.

que le système d'éducation public sont des facteurs de l'illusion d'égalité entre les citoyens du Québec. C'est donc de cette façon que l'auteure en vient à affirmer la nécessité du dégel des frais de scolarité afin de permettre au gouvernement la bonification du régime de prêts et bourses de même qu'un réinvestissement dans la qualité des études.

#### 4.6 La Faculté des sciences et génie

##### *Le poids média*

Parmi les articles des archives du journal Le Défiscience, rare sont les articles qui ont pour seul thème la hausse des frais de scolarité. En effet, la plupart des articles à l'intérieur desquels la question est traitée n'attribuent généralement qu'un bref clin d'oeil ironique sur la hausse des frais de scolarité. C'est ainsi que parmi les sept articles traitant de la question



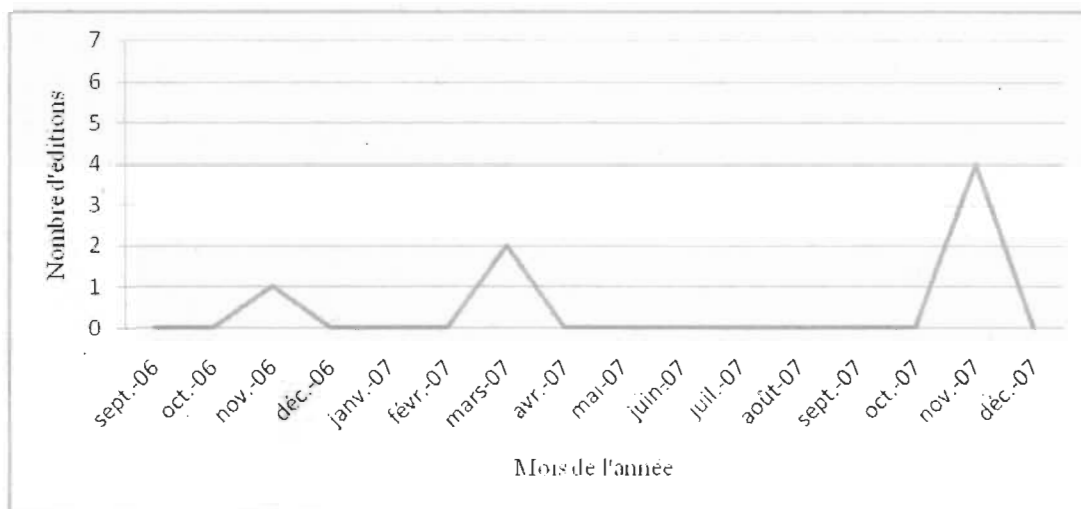


FIGURE 24. Nombre d'éditions traitant du débat des frais de scolarité selon le mois de l'année dans le journal Le Défiscience.

du débat sur la hausse des frais de scolarité, nous ne comptons qu'un total d'une demie-page écrite sur ce sujet, répartie sur un total de sept articles dont aucun n'a été rédigé par un exécutant de l'Association des étudiants de sciences et génie de l'Université Laval. Il est également intéressant de constater que les articles traitant de la question des frais de scolarité sont répartis sur les trois sessions de la période étudiée (voir *Figure 24*).

#### *La forme du débat*

Les étudiants de sciences et génie du journal Le Défiscience ont été les seuls à ne pas aborder directement la forme du débat sur la hausse des frais de scolarité.

#### *Le contenu du débat*

Parmi les articles qui traitent du contenu de la question des frais de scolarité, l'un de ceux-ci traite de la question à travers un regard porté sur les acteurs du débat. L'article s'intitulant « Laval Risk-version frais de scolarité » nous montre un portrait non neutre des acteurs du campus lavallois interagissant dans le débat sur la hausse des frais de scolarité.

Deux types d'acteurs sont représentés par la *Figure 25*. Bien que ce ne soit pas le cas

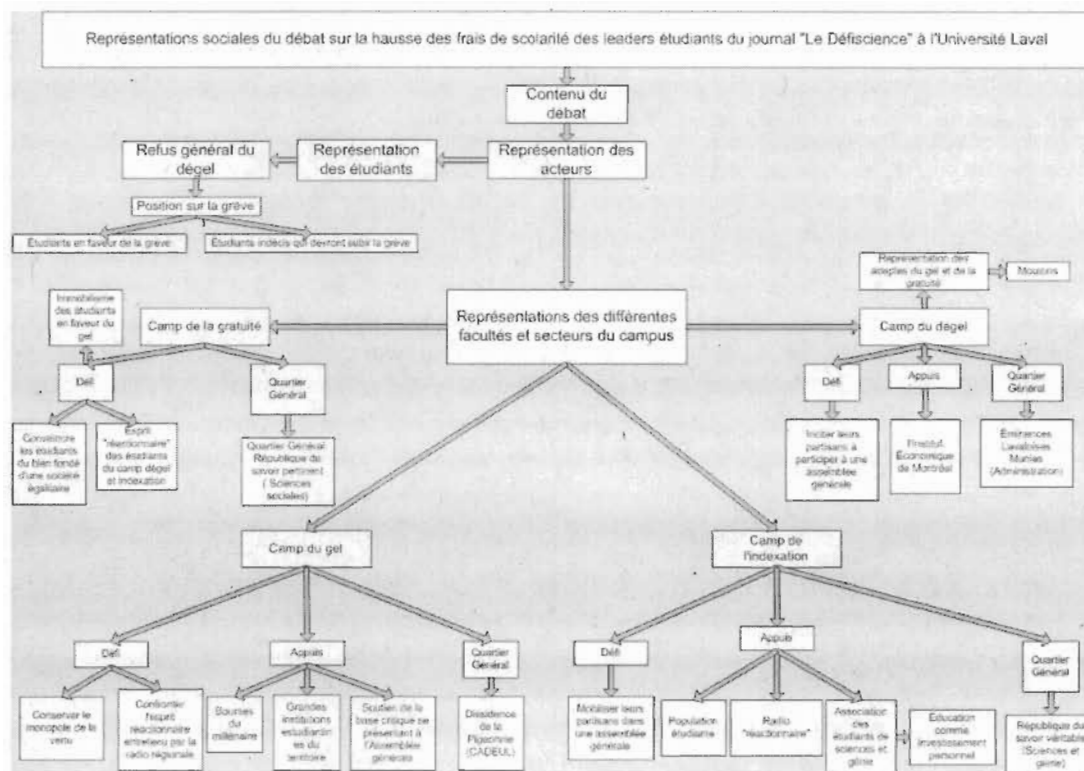


FIGURE 25. Représentations sociales des leaders du journal *Le Défiscience* sur les acteurs du débat des frais de scolarité selon la position qu'ils soutiennent.

pour des étudiants membres de l'Association des étudiants de sciences et génie, la représentation des étudiants ci-haut montre un refus du dégel de façon générale sur le campus de l'Université Laval. Cette représentation montre également une division entre le camp des étudiants en faveur de la grève et celui des étudiants qui la subiront. À l'égard de la représentation des autres acteurs de par la Figure 25, nous observons quatre camps, chacun représentant une position et un secteur géographique spécifique du campus. Le premier camp, revendiquant la gratuité scolaire, est représenté par les sciences sociales, nommé « République du savoir pertinent », et fait face à trois principaux défis dans l'arène politique. Pour gagner, il devra d'abord convaincre les étudiants du bien fondé d'une société égalitaire tout en affrontant « l'esprit réactionnaire des étudiants du camp dégel et indexation » de même que « l'immobilisme des étudiants défendant le maintien du gel des frais de scolarité ». Le

deuxième camp, en faveur du maintien du gel des frais de scolarité, nommé « Dissidence de la Pigeonnie », est principalement piloté par la CADEUL. Dans sa lutte en faveur du maintien du gel des frais de scolarité, ce camp obtient les appuis de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, des « Grandes institutions estudiantines du territoire » de même que de la base critique se présentant à l'assemblée générale. Bien que ce camp soit soutenu par plusieurs acteurs, celui-ci doit tout de même affronter « l'esprit réactionnaire entretenu par la radio régionale » tout en conservant son « monopole de la vertu » vis-à-vis les tenants de la gratuité. Le troisième camp, en faveur de l'indexation, nommé « République du savoir véritable » a recours à plusieurs appuis, tout comme le camp du gel. Appuyé par une partie de la population étudiante, de même que par la « radio-réactionnaire » et l'Association de sciences et génie qui voit l'éducation comme un investissement personnel, ce camp a comme seul défi la mobilisation de ses partisans en assemblée générale. Finalement, le quatrième camp, en faveur du dégel des frais de scolarité, nommé « Éminences Lavalloises Munies », représenté par les sciences de l'administration, serait appuyé principalement par l'Institut Économique de Montréal. Si les membres de ce camp conçoivent les adeptes de la gratuité scolaire comme des moutons, ils doivent convaincre leurs partisans de se mobiliser en assemblée générale, tout comme ceux du camp de l'indexation.

Outre cette représentation des quatre camps qui participeraient au débat sur la hausse des frais de scolarité à l'Université Laval, il est possible d'observer d'autres extraits d'articles prenant plus clairement position contre la hausse des frais de scolarité. À travers ces extraits, on peut observer chez les étudiants du journal *Le Défiscience* un désir de voir la mobilisation étudiante s'intensifier. Nous pouvons aussi constater la critique de deux principaux partis, soit le Parti Québécois de même que le Parti Libéral du Québec.

En ce qui a trait à la situation de l'Université Laval quant à l'accumulation de dettes, les étudiants du journal *Le Défiscience* admettent que le système d'éducation postsecondaire a besoin d'argent neuf. Cependant, plutôt que de s'en remettre à la hausse des frais de scolarité, ceux-ci croient que l'insuffisance de fonds provinciaux provenant des taxes et des impôts a été engendrée par des coupures en transferts fédéraux nécessaires au financement

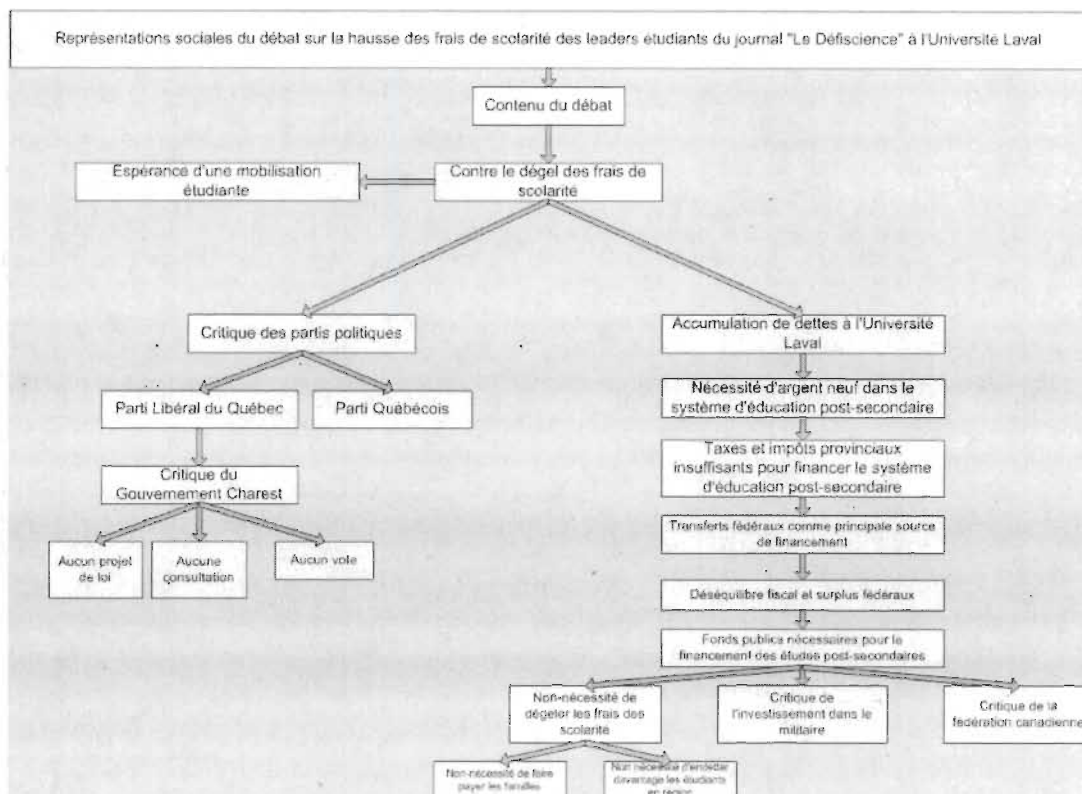


FIGURE 26. Représentations sociales de l'éducation postsecondaire des leaders étudiants du journal Le Défiscience contre la hausse des frais de scolarité.

des études postsecondaires. C'est ainsi que les étudiants du journal Le Défiscience affirment la non-nécessité de hausser les frais de scolarité pour faire payer davantage les familles et les étudiants en région. En plus de critiquer la fédération canadienne, ils critiquent les investissements militaires responsables selon eux des coupures dans les fonds dédiés au financement des études postsecondaires.

#### 4.7 La Faculté des sciences sociales

La Marmite sociale est le journal de la Faculté des sciences sociales qui a été fondée en 2001. Si les éditions de La Marmite sociale ont été particulièrement nombreuses lors de la grève de l'année scolaire 2004-2005<sup>25</sup>, seulement deux éditions ont été produites entre l'automne 2006 et l'automne 2007. À travers ces deux éditions, aucun article n'a été produit

sur la question de la hausse des frais de scolarité.

### *Conclusion*

Dans cette section, nous avons pris soin de présenter de la façon la plus objective possible les données empiriques qui résultent de l'étude des journaux étudiants des différentes facultés de l'Université Laval. Nous sommes maintenant en mesure de porter un œil plus attentif aux faits marquants de notre corpus. Dans la prochaine section, nous reviendrons donc sur les différents aspects de notre grille d'analyse en ciblant les éléments de nos données qui participent à l'éclaircissement de nos intérêts de recherche.

## 5. Analyse des résultats

Dans cette section, nous reviendrons sur l'analyse des différents aspects de notre question de recherche à partir des résultats présentés à la section précédente. D'abord, nous nous pencherons sur la portion quantitative de l'analyse qui vise à vérifier l'apport des journaux des différentes facultés au débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval.

Puis, nous nous pencherons sur la portion qualitative de l'analyse qui consiste à l'étude des opinions émises à travers les journaux étudiants répertoriés. Dans ce cadre, nous ciblerons les faits les plus pertinents qui mettent en lumière les caractéristiques majeures des représentations sociales des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté entre l'automne 2006 et l'automne 2007.

### 5.1 *L'analyse quantitative*

Dans cette partie de l'analyse, nous abordons les aspects de notre question de recherche à partir de l'indice du poids médias. De façon générale, nous nous intéresserons aux taux d'activité des différents journaux dans le traitement de la question sur le dégel des frais de scolarité. Puis, nous nous pencherons sur le nombre d'auteurs différents qui écrivent sur la question de même que les signataires d'articles qui s'impliquent dans leur association étudiante. Finalement, nous ciblerons les périodes les plus effervescentes dans le contexte du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval.

#### *L'apport des journaux au débat sur le dégel des frais de scolarité*

Les études consultées sur le mouvement étudiant témoignent généralement d'un certain apport des journaux étudiants dans les dossiers politiques qui concernent l'éducation (Gagnon 2008, Gonnet 1988, Neatby 1999). Bien qu'il soit plausible que les journaux couvrant l'actualité de l'ensemble du campus soient relativement teintés par la politique étudiante, la réalité de ceux produits à un niveau facultaire diffère quelques peu. En effet, si l'on se penche sur la place qu'occupent les articles écrits à propos du débat sur le dégel des frais de scolarité dans l'ensemble des éditions produites, nous remarquons une faible récurrence

Session\Journal	L'Agral (Agriculture et consommation)	Le Défi (Sciences et génie)	Le Globe & Méd (Médecine)	L'Inpharmation (Pharmacie)	Marmite sociale (Sciences sociales)	Le Phil X Press (Philosophie)	Le Verdict (Droit)	Total de la session
Automne 2006	0	1	6	0	0	1	3	11
Hiver 2007	2	2	0	2	0	8	5	19
Automne 2007	0	4	0	0	0	14	2	20
Total d'articles	2	7	6	2	0	23	10	50

Tableau 1: Fréquence des articles selon le journal facultaire et la session d'étude

d'articles traitant des thèmes liés au dégel des frais de scolarité par rapport à l'ensemble des textes écrits sur d'autres sujets.

De façon générale, on note un intérêt plus marqué pour la question du côté de la Faculté de philosophie. Avec un total de 23 articles publiés sur le sujet dans un journal dont la moyenne de pages par édition est de neuf, les étudiants en philosophie demeurent les plus actifs. Les deux autres facultés à l'intérieur desquelles nous retrouvons des traces relativement importantes du débat sur le dégel des frais de scolarité sont celle de Médecine et celle de Droit. Cependant, le poids médias de ces deux facultés demeure très loin de l'activité dont témoigne celui des étudiants de philosophie. En effet, pour la Faculté de médecine, nous retrouvons six articles de journaux traitant de la question du dégel dans un journal dont chaque édition compte environ une vingtaine de pages alors que dans la Faculté de droit, on compte dix articles dans un journal dont le nombre de pages moyen par édition est d'environ 28.

Par ailleurs, nous devons souligner l'absence totale d'articles dans les deux éditions du journal La Marmite sociale. Dans ce contexte, il est aussi intéressant de mentionner le déclin du nombre d'éditions produites du journal de la Faculté de sciences sociales lors de la grève contre les coupures dans l'aide financière aux études. Lors de l'année 2004-2005, l'équipe du journal de la Marmite sociale publie un total de huit éditions dans les sessions d'automne 2004 et d'hiver 2005 tandis qu'entre l'automne 2006 et l'automne 2007, nous ne retrouvons que deux éditions du journal La Marmite sociale. À ce sujet, plusieurs questions nous viennent en tête. Dans la période du débat sur le dégel des frais de scolarité, les étudiants de sciences sociales préfèrent-ils écrire dans le journal *L'ImpactCampus* qui couvre

Auteurs\Journal	L'Agral (Agriculture et consommation)	Le Dé- fi-science (Sciences et génie)	Le Globe & Med (Médecine)	L'Inphar- mation (Pharma- cie)	Marmite sociale (Sciences sociales)	Le Phil X Press (Philoso- phie)	Le Ver- dict (Droit)	Total de la session
Auteurs dif- férents	2	3	5	2	0	12	7	31

Tableau 2: Fréquence de la diversité des auteurs

l'ensemble de l'actualité de l'Université Laval ou encore, dans leur journal départemental respectif? S'agit-il d'un symptôme d'une baisse de participation des étudiants au journalisme politique? Les étudiants de sciences sociales ont-ils plutôt produit des tracts ou dépliants sur la question pour mobiliser leur entourage? Ce sont des questions auxquelles il est difficile de répondre dans le cadre de cette étude. Cependant, elles demeurent pertinentes puisque dans tous les cas, nous sommes témoins d'un journal en déclin dans un contexte où nous aurions pu nous attendre à plus d'effervescence de la part des étudiants de sciences sociales.

### *La diversité des auteurs*

Pour mesurer la contribution réelle des journaux étudiants *facultaires au débat* sur le *dégel des frais de scolarité*, nous devons aller au-delà du nombre d'articles parus sur la question dans les différentes éditions produites. Nous ferons donc état de la véritable diversité des étudiants actifs dans le débat en nous *intéressant* au nombre d'auteurs différents qui ont produit un article sur le *dégel des frais de scolarité* dans la période étudiée.

Bien que dans la Faculté de philosophie le nombre d'articles écrits sur la question de la *hausse des frais de scolarité* soit plutôt élevé, nous ne retrouvons que douze auteurs différents pour le total des 23 articles écrits. Cette donnée vient donc nuancer quelque peu la réelle participation des étudiants de philosophie au débat. Lorsque nous nous déplaçons du côté des étudiants inscrits en droit et en médecine, nous constatons que le nombre d'auteurs différents est pratiquement le même que le nombre total des articles. Ainsi en médecine, on observe cinq auteurs différents sur un total de six articles tandis qu'en droit, on observe plutôt sept auteurs différents sur un total de dix articles référant au débat sur le *dégel des frais de scolarité*. En ce qui a trait aux autres facultés étudiées, le nombre d'auteurs différents est exactement le même que le nombre d'articles ayant été écrits sur la question.



*L'activité des représentants d'associations étudiantes dans les journaux*

En continuité avec l'exercice précédent qui consistait à faire l'étude de la diversité des étudiants, nous portons une attention spécifique aux représentants d'associations étudiantes qui contribuent à nourrir le débat dans leur journal facultaire. En observant le nombre de représentants qui écrivent dans leur journal en proportion du nombre total d'articles, nous aurons une idée plus précise des facultés à l'intérieur desquelles les représentants d'associations étudiantes ont tendance à participer à leur journal dans les débats politiques tel que celui qui attire notre attention dans le cadre de cette étude. En somme, l'intérêt porté à la présence des représentants d'associations étudiantes dans les journaux facultaires nous permettra d'avoir une idée plus claire des liens de proximité qui peuvent exister entre les journaux étudiants et les associations étudiantes de niveau facultaire.

Les journaux à l'intérieur desquels on observe une présence significative de représentants étudiants sont ceux de la Faculté de philosophie, de médecine et celle de pharmacie. Le journal des étudiants en philosophie, le *Phil X Press*, qui compte neuf articles signés par des représentants étudiants sur un total de 23 articles est celui qui remporte la palme du journal le plus noyauté par son association étudiante. Du côté de médecine, il s'agit de deux auteurs de l'association étudiante qui écrivent un article à l'automne 2006 dans le journal *Le Globe & Med*, dont l'un figure en éditorial. Dans le débat sur le dégel des frais de scolarité, le rôle de l'association étudiante de médecine a surtout été de nourrir le débat en incitant les étudiants à publier leur opinion et à participer à l'assemblée générale du RÉMUL. En ce qui a trait à l'*Impharmation*, journal des étudiants en pharmacie, les deux seuls articles qui ont été publiés sur la question du dégel des frais de scolarité ont été rédigés au mois de mars 2007 par deux représentants de l'association étudiante de la Faculté de pharmacie.

Auteurs\ Journal	L'Agral (Agriculture et consommation)	Le Désifcience (Sciences et génie)	Le Globe & Med (Médecine)	L'Inpharmation (Pharmacie)	Marmite sociale (Sciences sociales)	Le Phil X Press (Philosophie)	Le Verdiet (Droit)	Total de la session
Nombre de représentants étudiants	1	0	2	2	0	9	1	15

Tableau 3: Fréquence des journaux étudiants selon le nombre de représentants étudiants élus

Contrairement à l'association de médecine, qui tente de stimuler le débat dans le journal du *Globe & Med*, les représentants étudiants se positionnent en réaction au déroulement de l'Assemblée générale de la CADEUL.

Du côté des journaux de la Faculté de sciences et génie et celle de droit, on remarque très peu la présence de représentants étudiants. Du côté du *Défscience*, journal de Sciences et génie, on ne peut observer la présence d'aucun représentant d'association étudiante pour l'ensemble des articles qui ont fait référence au débat sur la question du dégel des frais de scolarité. Aussi, il semble pertinent de mentionner que contrairement à l'Association des étudiants en sciences et génie (AESGUL) qui se positionne en faveur d'une hausse des frais de scolarité, les étudiants qui écrivent dans le journal du *Défscience* émettent certaines critiques de la position de leur association étudiante facultaire et de ses représentants. En ce qui a trait au journal *Le Verdict*, de la Faculté de droit, un seul représentant se prononce sur la question du dégel des frais de scolarité. Notons que l'on remarque également certaines critiques portées à l'égard des représentants de l'Association Étudiante de Droit. Cette faible présence des représentants dans les journaux de sciences et génie et droit de même que les traces de critiques de leur association étudiante respective nous laisse croire à une autonomie plus grande de ces journaux à l'égard du mouvement associatif des étudiants de l'Université Laval.

#### *Période de production*

Tel que mentionné précédemment, nous avons étendu notre corpus de données sur trois sessions d'étude comprises entre l'automne 2006 et l'automne 2007. Chacune d'entre elles représente un moment différent du débat sur le dégel des frais de scolarité. Comme le débat est officiellement lancé au début de l'automne 2006 par la CADEUL, cette session constitue le moment où les associations étudiantes départementales et facultaires se préparent à prendre position. Parmi les facultés où l'on observe certaines publications d'articles de journaux lors de cette session, mentionnons celle de Médecine (6)<sup>26</sup>, de Droit (3), de Philosophie<sup>27</sup> (1), de Sciences de l'agriculture et de l'alimentation (1) de même que celle de Sciences et génie (1).

À la session d'hiver 2007 que le Caucus des associations de la CADEUL est convoqué afin que celles-ci puissent prendre position. C'est aussi lors de cette session qu'il est possible de lire le plus d'articles traitant de la question sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval. Pendant cette période, on remarque une forme d'activité dans les journaux de la Faculté de philosophie (7), de droit (5), de pharmacie (2), de même que celle de sciences et génie (2) et de sciences de l'agriculture et de l'alimentation (1).

Puis finalement, la session d'automne 2007, la dernière sélectionnée, est celle où certains leaders étudiants des différentes facultés effectuent un retour sur le débat alors que d'autres poursuivent leur démarche vers une mobilisation en utilisant leur journal comme outil de communication des différentes activités. Si les articles dans le journal de la Faculté de philosophie (14) sont davantage orientés vers la mobilisation, ceux de la faculté de sciences et génie (4) et de droit (2) constituent davantage un retour sur le débat de la session antérieure.

L'intérêt porté à la temporalité des publications s'avère pertinent lorsque nous voulons évaluer la contribution des journaux étudiants des différentes facultés à l'enrichissement du débat sur le dégel des frais de scolarité. De façon générale, nous pouvons souligner le fait que la période où l'on remarque le plus d'activité journalistique sur la question du dégel des frais de scolarité est constituée des mois de février et mars alors que les *officiers* de la CADEUL convoquent ses membres en instance pour prendre position. La majorité des articles de journaux étudiants traitant de la question se sont donc inscrits majoritairement en réaction au débat plutôt que d'y avoir réellement contribué. C'est notamment le cas du journal de la Faculté de sciences et Génie à l'intérieur duquel les étudiants sont particulièrement actifs dans la période d'automne 2007. En ce qui a trait au cas spécifique de philosophie, les nombreux articles écrits sur le sujet témoignent davantage de l'utilisation du journal comme outil de communication dans la promotion des activités de mobilisation de l'association étudiante. Cependant, nous devons souligner que certains journaux tels que ceux de la Faculté de médecine et celle de droit contribuent à éprouver la question à la session d'automne 2006 et par la même occasion leur permettent de jouer un certain rôle dans la prise de position

de leur association étudiante facultaire dans le débat.

## 5.2 *L'analyse qualitative*

Dans cette partie, nous passerons en revue les opinions relevées dans les journaux pour ensuite établir certaines comparaisons entre les facultés étudiées. Tel que nous l'avons fait dans la section sur la présentation des résultats, nous diviserons les propos tenus sur la forme du débat de ceux tenus sur le contenu de la question des frais de scolarité.

En ce qui a trait à l'analyse de la forme du débat, nous ferons une synthèse de quelques commentaires formulés sur les instances de la CADEUL et le processus décisionnel s'y rattachant. Dans le traitement des propos tenus sur le contenu, nous diviserons les arguments majeurs soulevés en faveur de la hausse des frais de scolarité de ceux prononcés contre celle-ci. Cet exercice nous permettra de comprendre comment se structure le discours propre à chacune des positions sur la question du dégel des frais de scolarité.

### *La forme*

Lorsqu'il a été question de la forme du débat dans les journaux étudiants des différentes facultés, ce fut davantage en réaction à la convocation de l'Assemblée générale de la CADEUL. Nous relevons des critiques de l'association étudiante pancampus dans deux journaux facultaires soit celui de pharmacie et celui de droit. Dans les deux cas, les mêmes critiques sont soulevées. De façon générale, l'assemblée générale aurait pour effet de nier l'indépendance et la souveraineté des associations étudiantes départementales et facultaires tout en octroyant à la CADEUL des mandats non représentatifs de ses membres. Les étudiants de chacune de ces facultés manqueraient de temps et d'intérêt pour se présenter et participer à l'instance de l'assemblée générale que ceux en pharmacie qualifient de longs, complexes et démagogiques.

### *Le contenu du débat*

*Les tendances des différentes facultés.* Dans le cadre de notre analyse sur les aspects plus qualitatifs des représentations sociales des étudiants qui écrivent sur le débat du dégel

des frais de scolarité entre l'automne 2006 et 2007, nous notons trois types de tendances qui se dégagent de notre corpus. Dans le cas des journaux des Facultés de philosophie et de sciences et génie, on note une tendance claire des étudiants qui s'expriment contre la hausse des frais de scolarité. Dans le cas de la Faculté de médecine et celle de droit, les étudiants expriment des opinions plutôt nuancées dans le débat. Finalement, bien que nous n'ayons pas observé une grande participation dans chacune des facultés, le faible taux d'activité dont témoigne le poids médias de la Faculté de pharmacie, celle d'agriculture et d'alimentation de même que celle de sciences sociales tend à indiquer une indifférence plus marquée des étudiants pour le débat.

*Les arguments en faveur de la hausse des frais de scolarité.* Dans l'ensemble des journaux facultaires à l'intérieur desquels des étudiants se sont prononcés en faveur de la hausse des frais de scolarité, on admet la nécessité d'investir dans le réseau de l'éducation postsecondaire. Les universités québécoises, pour demeurer compétitives avec les universités canadiennes, doivent pouvoir bénéficier du même financement. Dans ce contexte, les étudiants en faveur de la hausse des frais de scolarité remettent en question le modèle de l'interventionnisme étatique tout en soulevant que les frais de scolarité du Québec sont les plus bas au Canada. Ces derniers refusent que l'État, ayant des ressources de plus en plus limitées, finance davantage les institutions d'enseignement postsecondaire sans que les étudiants se responsabilisent à l'égard de ses études en contribuant davantage à celles-ci. Dans cette optique, on propose un réinvestissement de l'État dans le programme de l'Aide financière aux études que l'on considère plus efficace que le gel des frais de scolarité pour préserver l'accessibilité aux études.

*Les arguments contre la hausse des frais de scolarité.* Dans le cas des arguments prononcés contre le dégel des frais de scolarité, on conçoit aussi une urgence d'investir dans les universités québécoises. Cependant, on remet cette responsabilité entre les mains de l'État. C'est dans cette voie que l'on critique le désengagement des gouvernements tant fédéraux que provinciaux dans le champ de l'éducation postsecondaire. Du côté fédéral, on critique les

coupures en transferts fédéraux liées à la réforme Axworthy de même que les investissements démesurés dans la Défense nationale<sup>28</sup> ; du côté provincial, c'est plutôt les baisses d'impôts qui sont pointées du doigt. En plus de ces critiques portées aux paliers gouvernementaux, on culpabilise les administrations universitaires pour l'inefficacité de la gestion des fonds qui leur sont attribués. Outre l'importance d'investir en éducation postsecondaire, les étudiants contre la hausse des frais de scolarité conçoivent l'éducation comme le fondement de toute société. Alors qu'ils considèrent l'éducation comme un droit inaliénable, ils craignent que celle-ci mette en péril l'accessibilité aux études postsecondaires.

Au cours de l'étude, nous n'avons pas pu observer un grand engouement pour la question du dégel des frais de scolarité dans la plupart des journaux étudiés. Bien que les étudiants de la Faculté de philosophie soient actifs dans le débat, l'écriture des textes dans le journal *Le Phil X press* sont produits par une faible diversité d'auteurs. Par ailleurs, on remarque également dans cette faculté une forte tendance des représentants de l'association étudiante à nourrir le débat tout comme ce fut avéré le cas dans les journaux de la Faculté de droit et celle de médecine. Finalement, mis à part ces deux dernières facultés, nous notons peu d'effervescence dans le débat au cours de la session d'automne 2006. Cela nous incite à croire que les étudiants qui écrivent dans leur journal facultaire n'ont pas participé activement au débat avant que celui-ci prenne forme dans les associations étudiantes.

En ce qui a trait aux aspects plus qualitatifs de nos recherches, nous remarquons que c'est à l'intérieur des facultés à travers lesquelles on note le moins de participation journalistique de même qu'un certain penchant pour la hausse des frais de scolarité que l'on observe les critiques attribuées à la convocation de l'Assemblée générale de la CADEUL.

En ce qui concerne le positionnement des étudiants qui écrivent sur la question du dégel des frais de scolarité, nous avons relevé quelques tendances dans l'argumentation des deux camps nous permettant de cibler les véritables enjeux du débat. Bien que les étudiants de chaque côté s'entendent sur l'importance de l'accessibilité aux études, les façons de préserver celle-ci divergent selon la conception du rôle que doit jouer l'État dans le financement des programmes sociaux. Les étudiants en faveur d'une hausse des frais de scolarité, se posi-

tionnant généralement contre l'interventionnisme étatique, vont préférer un réinvestissement dans le programme de l'Aide financière aux études plutôt qu'un maintien du gel des frais de scolarité. À l'opposé, ceux qui militent contre la hausse des frais de scolarité vont plutôt opter pour une critique plus sociale des coupures étatiques, tant au niveau provincial que fédéral. Pour ces derniers, il ne s'agit pas de choisir, mais bien de cerner les enjeux sociopolitiques de ces choix.

À partir des traits d'analyses qu'évoquent les résultats de recherche de cette étude, il devient maintenant possible de revenir sur le schéma conceptuel de celle-ci. Dans la perspective des ouvrages majeurs des représentations sociales, nous constatons que celles-ci constituent le cœur de ce qui relie les *systèmes d'interprétation* (Jodelet, 1993) du débat du dégel des frais de scolarité au phénomène plus large de l'individualisation de la formation universitaire liée aux *transformations sociales* (Jodelet, 1993) du champ de l'éducation post-secondaire.

Selon la littérature attachée à l'étude des journaux étudiants, ces derniers constitueraient un lieu non négligeable d'ancrage des représentations sociales liées aux débats politiques du mouvement étudiant. (Gonnet, 1988; Neatby, 1999; Gagnon, 2008) Aussi, peuvent-ils constituer un indicateur pertinent des rapports sociaux et de la présence ou non de jeux d'influence entre les représentants des associations étudiantes et la population étudiante de l'Université Laval?

À l'égard de notre analyse, la rareté des articles de journaux traitant du débat sur le dégel des frais de scolarité nous amène à constater un faible dynamisme qui témoigne de difficultés pour les étudiants non élus sur un conseil d'exécutif d'association à s'approprier le débat sur le dégel des frais de scolarité. Ce fait nous ramène vers un constat concernant les difficultés des journaux étudiants à jouer un rôle de courroie de transmission de l'information politique entre la population étudiante et les associations étudiantes et vice-versa. Cela nous mène aussi à un questionnement quant à l'existence réelle de leaders d'opinions (Katz & Lazarsfeld, 1946) attribué de façon hypothétique aux étudiants qui écrivent dans ces journaux.

Aussi, à travers la faible quantité d'articles écrits sur le sujet qui intéresse cette étude, nous observons une proportion importante d'articles se positionnant en faveur d'une hausse des frais de scolarité à travers les différentes facultés étudiées. À l'intérieur de ce cadre de raisonnement, nous sommes en mesure de constater une certaine valorisation de l'individualisation de la formation universitaire, propre au discours de l'économie du savoir chez les étudiants, ce qui nous ramène vers notre problématique initiale de recherche.

### *Conclusion*

Bref, cette section de l'étude visait à répondre à la question initiale de recherche tout en liant celle-ci à la problématique du contexte d'individualisation de la formation universitaire. Cet exercice nous aura permis d'éclaircir certains traits majeurs des opinions soulevées par les étudiants qui écrivent dans les journaux de leur faculté. Aussi, la faible présence de traces sur le débat des frais de scolarité témoigne-t-elle d'un faible dynamisme de rapports entretenus entre les étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté, ceux qui s'impliquent dans les associations étudiantes et la population étudiante? Dans la prochaine section, nous discuterons de façon plus approfondie des constats qui se dégagent de la présente analyse. Cela nous permettra de porter une réflexion plus large sur les enjeux qui concernent l'interaction entre les transformations sociales des institutions d'enseignement postsecondaires et les acteurs qui s'impliquent au sein du mouvement étudiant.



## 6. Discussion

Cette dernière section du mémoire se consacre à la discussion des résultats obtenus au cours de nos recherches. Nous reprendrons les principaux constats d'analyse présentés précédemment à partir des études effectuées sur le mouvement étudiant dont les conclusions apportent certaines pistes de réflexion sur les enjeux de l'individualisation de la formation universitaire.

### *6.1 L'absence de leaders d'opinions dans les journaux*

Dans son étude sur les leaders étudiants des années 1950 à l'Université de Montréal, Neatby s'intéresse aux étudiants qui s'impliquent dans le comité d'un journal ou dans les regroupements étudiants. Ayant conscience des limites d'une étude qui tente de poser certaines généralités sur les valeurs des étudiants de l'ensemble d'un campus sur une décennie complète, Neatby demeure prudente quant à la représentativité de ses résultats de recherche en ce qui a trait à l'ensemble de la population étudiante. Toutefois, l'auteure émet un postulat sur une certaine homogénéité des valeurs partagées par les leaders à l'époque de Duplessis. Une cinquantaine d'années plus tard, les résultats de notre étude suggère un tout autre constat quant à l'apport réel de la participation des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté à l'égard du débat sur le dégel des frais de scolarité. S'il est possible d'observer une variation de points de vue qui divergent sur la question, les étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté semblent plutôt montrer un désintérêt général pour la question des frais de scolarité.

Ce constat nous amène à questionner la réelle diversité des étudiants qui s'intéressent aux enjeux susceptibles d'affecter leur passage à l'université. Bien que les journaux étudiants ne doivent pas constituer l'unique lieu de partage d'opinions, nous devons admettre qu'ils prennent une place importante dans la dynamique de la vie parascolaire et demeurent un espace d'échange privilégié entre les étudiants. À ce moment nous pouvons nous demander dans quels lieux ou à travers quels médiums les étudiants prennent-ils la parole si ce n'est pas dans le journal de leur faculté ou de leur département ? Pourrions-nous aussi nous ques-

tionner sur un déplacement d'un espace public inscrit dans une tradition journalistique à un espace public qui s'inscrit davantage dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ? Dans la mesure où la présente étude ne peut prétendre s'étendre à tous les médiums de communication potentiels entre les étudiants du campus de l'Université Laval, ces dernières questions demeurent pertinentes. Celles-ci pourraient d'ailleurs constituer l'objet d'une autre étude sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les mouvements sociaux.

Bien qu'à partir des résultats que confère cette étude, il soit difficile d'affirmer avec assurance l'inexistence d'une participation des étudiants qui ne sont pas membres élus d'un conseil exécutif d'association étudiante au débat des frais de scolarité, nous sommes en mesure de douter de l'existence réelle d'un mouvement étudiant auquel une variété d'étudiants participe. C'est à ce titre que nous poursuivons la discussion de cette étude à l'intérieur de laquelle nous traiterons de façon plus approfondie la question de l'engagement de leaders au sein du mouvement étudiant.

## *6.2 Sentiment d'appartenance, coût des études et précarité en emploi*

Les problématiques émergentes liées à l'engagement et au désintéressement des étudiants au sein d'un mouvement étudiant québécois ne sont pas nouvelles. Dans une étude sur l'institutionnalisation du mouvement étudiant à l'Université Laval, Breton relate déjà un désintérêt pour la vie extra-académique d'une nouvelle génération d'étudiants au début des années 1980. À cette période, on observe la montée d'une vision de plus en plus utilitariste de l'institution universitaire chez les étudiants. Alors que ceux-ci se percevaient comme de futurs travailleurs, leurs motivations pour l'entreprise d'études universitaires s'ancreraient désormais dans des buts professionnels. (Breton, 1994)

Sur la baisse de la participation des étudiants aux enjeux qui les concernent dans les années 1980, Larochelle note aussi une perte de confiance dans les associations étudiantes de même qu'un détachement à l'égard de leur institution universitaire. À ces deux facteurs

s'ajouterait le constat d'une génération d'étudiants dans un repli identitaire, de plus en plus à l'écoute de leurs propres besoins, donnant lieu à l'effritement d'une conscience de groupe. (Larochelle, 1985)

Dans un texte portant sur l'évolution du système de l'éducation, Gagné établit de son côté des liens intéressants entre les préoccupations grandissantes des associations étudiantes pour les besoins de leurs étudiants et la montée du clientélisme à l'heure de l'adaptation de l'éducation au marché du travail. Dans un contexte dans lequel la compétitivité devient de plus en plus féroce entre les institutions universitaires, où celles-ci se livrent à une course au recrutement pour assurer leur financement, les étudiants, eux, deviendraient de véritables clients<sup>29</sup>. (Gagné, 1999) Ces derniers consommeraient désormais les services de leurs institutions afin d'obtenir leur *papier*<sup>30</sup> leur permettant d'augmenter leur valeur sur le marché du travail.

À l'égard de la nécessité des étudiants à occuper un travail, dans une étude sur le travail à temps partiel des étudiants de premier cycle à l'Université Laval, Jetté note que plusieurs associations étudiantes perçoivent la détérioration des conditions de vie financière des étudiants comme facteur motivant ceux-ci à travailler. D'autres études empiriques, auxquelles Jetté se réfère, démontrent aussi que les étudiants qui travaillent le feraient généralement pour payer leur nourriture et leur logement, leurs loisirs et leur sorties de même que leur frais de scolarité. (Sales & al., 1996) À travers ses intérêts pour la question de « l'engagement massif des étudiants de niveau universitaire dans le travail rémunéré », Jetté constate que les étudiants diplômés ont plus de difficulté à travailler dans leur domaine d'étude lorsque celui-ci s'inscrit dans le champ des sciences sociales, des sciences humaines, des lettres ou des langues. (Jetté, 2001)

De son côté, Molgat établit aussi des liens intéressants entre l'augmentation du fardeau de la dette d'étude et l'incertitude de l'insertion professionnelle. Avec la facture des étudiants qui tend à augmenter chaque année, ceux-ci se préoccuperaient davantage de leur avenir économique avant même d'entrer à l'université. Dans ce contexte, la rentabilité économique liée à l'acquisition d'un diplôme dans un domaine d'étude permettant un avenir

économique plus prospère pourrait entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'orienter ses choix académiques :

« D'une part, le cheminement pourrait donc s'expliquer en amont des études, par l'insuffisance de l'information sur les multiples choix de programmes d'études. D'autre part, il peut aussi être attribué à des pressions exercées pour encourager les étudiants à s'inscrire à un programme d'études "prometteur" pour l'entrée sur le marché du travail, sans que soient considérées les véritables aspirations des principaux concernés. » (MOLGAT, 1997 : 60)

La problématique soulevée par Molgat vient aussi rejoindre les constats de l'Association des universités et des collèges du Canada (AUCC) qui elle suppose la tendance des étudiants à sélectionner un programme universitaire pouvant être rentabilisé à la fin du cycle d'études. (AUCC, 2007)

De façon plus générale, le sociologue Ulrich Beck arrive au même constat lorsqu'il traite de la précarité en emploi des jeunes diplômés. Dans la *Société du risque*, l'auteur pose un postulat intéressant quant aux effets paradoxaux de l'inflation des diplômes :

« « Ce n'est que dans les années quatre-vingt, dans le cadre de l'essor de la formation et sur fond de chômage de masse constant, qu'on observe de *nouvelles tendances à la clôture* au sens où l'entendait Max Weber : en réaction au surplus de formation et à la raréfaction des emplois, on en arrive à une *dévalorisation* et une *revalorisation* paradoxales des diplômes. *Sans* diplômes, les chances sur le marché du travail avoisinent le zéro. *Avec* des diplômes, on obtient une « habilitation à la participation à la distribution d'opportunités dans le monde du travail », mais pas d'emploi. D'un côté, les diplômes sont de moins en moins *suffisants* pour assurer la subsistance économique, et ils sont dévalorisés. D'un autre côté, ils deviennent *de plus en plus nécessaires* pour pouvoir ne serait-ce que participer à la lutte pour les emplois qui se raréfient, et ils sont donc revalorisés. Aux origines de la République fédérale, on a eu une *ascension collective* ; les années quatre-vingt se caractérisent, elles, par une *déchéance collective* : les mêmes diplômes (baccalauréat, diplômes universitaires, diplôme de formation professionnelle) qui dans les années soixante-dix ouvraient encore des opportunités certaines dans le monde du travail ne garantissent même plus l'obtention d'un emploi qui permette d'assurer la subsistance matérielle. [...] Il ne suffit plus d'avoir achevé ses études ; il faut aussi avoir de « l'allure », des « relations », des « capacités linguistiques », de la « loyauté » – autant de critères extra-fonctionnels d'appartenance à des « sphères sociales » que l'expansion de la formation aurait au contraire dû contribuer à faire disparaître. » (Beck, 1986, p. 187–188)

À partir des propos de Beck, il ne serait pas si imprudent de déduire que les étudiants.

plutôt incertains de leur avenir professionnel, auraient tendance à travailler davantage afin de cumuler une expérience sur le marché du travail. À mi-chemin entre le travail et les études, le sentiment d'appartenance<sup>31</sup> à une institution, où les étudiants développent un attachement particulier pour leur *alma mater*, se ferait de plus en plus rare. Si tel est le cas, les universités se transformeraient plutôt en lieu de transition après lequel les clients de l'institution espèrent trouver un emploi qui saura rentabiliser leurs investissements. Ce constat avait d'ailleurs été souligné par le Conseil supérieur de l'éducation dans son rapport annuel de 1987-1988. Alors que les universités constituaient de véritables milieux de vie dans les années 1960, celles-ci se seraient maintenant mutées en simple lieu de passage où l'on vient chercher des compétences :

« Alors qu'il y a vingt-cinq ans, la plupart des étudiants se consacraient entièrement à leurs études, les étudiants actuels tentent de concilier vie de travail, vie maritale et vie universitaire. De façon générale, leurs centres d'intérêts et leurs principales préoccupations sont extérieures à l'université. L'université n'est plus pour eux leur principal lieu de travail et de loisir. Ils valorisent davantage l'autonomie économique et l'importance de la consommation. Et l'université devient, elle aussi, davantage un lieu de consommation qu'un lieu de participation : on s'y procure des certificats, des crédits ou des diplômes. » (CSE, 1988 : 230)

Plus récemment, Colas proposait de son côté quelques explications de cette perte de sentiment d'appartenance chez les étudiants envers leur institution universitaire. Selon l'auteure, ce sentiment d'appartenance, « primordial pour la vitalité et l'émulation » dans l'implication étudiante, serait affecté par l'instauration d'une compétitivité entre les universités à l'heure du sous-financement public. Aussi, dans ce contexte de sous-financement, les universités auraient tendance à embaucher moins de professeurs, ce qui aurait pour effet d'augmenter le nombre d'étudiants par professeur. Cette augmentation du nombre d'étudiants pour le nombre de professeurs disponibles viendrait par la suite affecter le lien d'affiliation entre professeurs et étudiants, ces premiers devenant trop occupés, ces deuxièmes pris entre leur emploi et la course aux diplômes. (Colas, 2008)

Après s'être penché sur quelques études dont les conclusions mènent à un constat d'effritement d'un sentiment d'appartenance des étudiants envers leur université, nous trans-

portons notre regard vers les aspects plus académiques du sous-financement public des universités et de la marchandisation du savoir.

### *6.3 Vers une parcellisation de la formation : la perte de normativité dans le savoir*

Dans le contexte d'une course au recrutement pour accroître leurs effectifs, les universités auraient bien compris les inquiétudes des étudiants pour leur insertion professionnelle. Dans cette perspective, elles comprennent également les avantages qu'elles ont à redorer l'image de leurs programmes académiques en donnant à ceux-ci l'apparence d'outils permettant aux étudiants de développer certaines habiletés qui favoriseraient leur employabilité. Du côté de Gagné, cette adaptation des universités aux demandes du marché du travail viendrait tout à fait répondre à ce besoin rassurant d'employabilité ressenti par les étudiants :

« Cette situation entretient une très forte concurrence à l'adaptation au marché et à l'employabilité, concurrence en vertu de laquelle les institutions d'enseignement se disputent les clientèles en annonçant des monopoles sur des créneaux d'emplois toujours plus fins. Même si tous ces Achille aux pieds légers (et aux formations *just in time*, dit un document d'orientation de l'Université Laval) se perdent tous ensemble à courir derrière la mauvaise tortue, chacun a un avantage à courir à sa perte plus vite que les autres. C'est une course où il y a un avantage temporaire à être le plus idiot. » (Gagné, 1999 : 29)

Le développement de créneaux d'emplois par les universités tel que décrit par Gagné nous amène à réfléchir sur un phénomène plus large de parcellisation du savoir universitaire. À travers le constat du phénomène qui témoignerait d'une production de la connaissance suivant les orientations qui répondent aux demandes du marché<sup>32</sup>, Gagné vient rejoindre les inquiétudes plus larges de Freitag sur la perte de normativité dans la production du savoir dans un contexte d'instrumentalisation de la recherche universitaire. Pour l'auteur du *Naufrage de l'université*, la recherche produite dans le cadre des institutions universitaires aurait un jour permis à la société de réfléchir sur elle-même. À l'heure où l'institution universitaire contemporaine doit désormais se conformer aux maximes d'efficacité, de performance et de rentabilité, il semblerait qu'un réel apport des universités au développement d'une autoréflexivité sociale deviendrait de plus difficile à saisir dans la réalité :

« Si l'on ne peut pas se résoudre à une telle mutation instrumentale et à une telle fragmentation de la formation universitaire, ce n'est pas parce qu'elle remet en question un statut professionnel ou qu'elle porte atteinte à des intérêts corporatistes, comme on le prétend si souvent pour disqualifier toute résistance à la subversion technocratique de l'université en l'assimilant à un simple conservatisme réactionnaire ; c'est parce que nous avons plus besoin que jamais de développer collectivement, de manière cohérente et critique, un savoir global et une culture normative à partir desquels il nous serait possible de reprendre une certaine maîtrise réfléchie sur le sens même des mutations qui affectent maintenant toutes les dimensions de la vie sociale et plus encore, le monde même dans lequel nous vivons. » (Freitag dans Gagné, 1999, p. 286)

Dans un court ouvrage ayant pour titre *La crise de l'éducation*, De Koninck rejoint aussi les critiques de la mutation des universités amenées par Freitag, mais élargit cette vision à l'ensemble du système d'éducation. Tel qu'il a été soulevé dans le cadre contextuel de cette étude, De Koninck se préoccupe du devenir d'un système d'éducation qui ne saurait développer le regard critique des étudiants dans un contexte où les crises économiques, sociales et environnementales émergent de toutes parts. (De Koninck, 2007).

Avec la transformation du système de l'éducation désormais orienté vers la quête de clientèles et d'adaptation des programmes au marché du travail, apparaîtrait une nouvelle forme de mouvements sociaux au sein des universités (Gagné 1999). Désormais, les syndicats représenteraient avant tout des membres du personnel alors que les associations étudiantes se retourneraient plutôt vers les « besoins » plus individuels de leurs membres. Cette hypothèse d'un passage d'organisations vues comme des acteurs faisant partie d'un mouvement social à des groupes de pression représentant avant tout les intérêts de leurs membres concorde bien avec le constat de différents auteurs qui se sont penchés sur l'institutionnalisation du mouvement étudiant. Dans un contexte où l'on observe un certain essoufflement de la mobilisation étudiante, il demeure pertinent de creuser davantage le phénomène du devenir corporatiste des associations étudiantes.

#### 6.4 Un essoufflement du mouvement étudiant ?

Jusqu'à présent, l'étude des modalités actuelles de la condition étudiante dans un contexte de mutation des universités nous a permis de comprendre davantage les facteurs

de contraintes au développement d'un sentiment d'appartenance des étudiants envers l'université et à leur implication militante pour et au sein de celle-ci. Le clientélisme, les choix politiques qui amoindrissent les conditions d'accessibilité, la précarité de l'emploi et l'incertitude de l'insertion professionnelle seraient, selon les études consultées, à la base d'une montée de l'individualisme chez les étudiants. Cela engendrerait un certain cynisme vis-à-vis les enjeux de la collectivité, mais également envers ceux qui les concernent directement, comme nous l'avons vu dans le cas du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval. Si dans le cadre de cette étude, nous arrivons à ce constat via un cadre conceptuel ancré dans une tradition de l'étude des représentations sociales des acteurs, d'autres chercheurs sur le mouvement étudiant arrivent aux mêmes conclusions à travers l'étude plus institutionnelle des pratiques et des valeurs des associations étudiantes.

Dans un mémoire sur l'histoire du mouvement à l'Université de Sherbrooke, Landry s'intéresse à l'évolution des différentes associations pan campus de 1955 à 1982. Avec les dissensions au sein de l'Association fédérative des étudiants de l'Université de Sherbrooke (AFEUS) qui s'accumulent lors de la fin des années 1970, l'auteur de l'étude *Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en!* constate une montée du corporatisme du mouvement étudiant sherbrookoise. En réformant l'association étudiante en 1982, on choisit la concertation à la confrontation où les stratégies dans le cadre des différents dossiers vont plutôt privilégier le lobbying des représentants étudiants auprès des dignitaires. (Landry, 2005) La montée du corporatisme du mouvement étudiant à Sherbrooke, constatée par Landry, vient rejoindre les postulats au plan national de Lacoursière. Après une séquence de revers due à certaines mobilisations inefficaces, l'ANEQ finit aussi par perdre la confiance de ses associations membres vers la fin des années 1980. Avec la naissance des fédérations étudiantes, les associations étudiantes redéfinissent leur rapport avec le gouvernement. Au national, on choisira, tout comme à Sherbrooke, de privilégier les stratégies qui misent sur le noyautage des partis politiques et la collaboration avec les élus. (Lacoursière, 2007)

Au début du siècle, on semble cependant assister à un renouveau du militantisme au sein du mouvement étudiant. Avec la mobilisation des étudiants lors du Sommet des



Amériques qui a lieu à Québec du 20 au 22 avril 2001, on constate un regain d'intérêt de la jeunesse pour les enjeux collectifs liés à la mondialisation. Puis, en 2005, avec les coupures de 103 millions de dollars dans les bourses aux étudiants du gouvernement Charest, nous assistons à la plus grande grève de l'histoire du mouvement étudiant. Certains chercheurs sur le mouvement étudiant, tel que Landry, émettent l'hypothèse d'un renouveau des pratiques dans le mouvement étudiant à travers lequel on noterait un retour des forces mobilisatrices. Cependant, seulement deux ans plus tard, alors que le gouvernement procède au dégel des frais de scolarité, on assiste à un autre scénario qui nous indique plutôt le contraire. Alors que l'exécutif de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) fait la promotion d'une grève générale auprès de ses membres, du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on explore des alternatives au mode de contribution actuel pour convaincre les élus de s'opposer au projet de loi du gouvernement Charest<sup>33</sup>. (FEUQ, 2007) Une tentative de mobilisation des membres de part et d'autres des organisations est effectuée, sans toutefois mener à des résultats très concluants.

En parallèle des récentes luttes du mouvement étudiant, nous observons une série de désaffiliations d'associations étudiantes de la FEUQ depuis 2005. Au cœur de leurs critiques, notons un déficit démocratique laissant peu de place à l'implication des membres, un manque de transparence se traduisant par une accumulation de bris de souveraineté locale des associations membres de même que des pratiques orientées vers le lobbying donnant lieu à des relations trop étroites avec les élus. (CADEUL, 2005)

À l'été 2009, une nouvelle organisation nationale voit le jour. Entre les stratégies de concertation de la FEUQ et le rapport de confrontation avec l'État entretenu par l'ASSE, la Table de Concertation Étudiante du Québec<sup>34</sup> (TaCEQ) s'avère une recherche d'équilibre entre les deux organisations précédentes. Le premier octobre 2009, la TaCEQ, en collaboration avec l'ASSE et plusieurs regroupements syndicaux, convoquent un rassemblement pour contester les projets de loi 38 et 44 sur l'*assainissement* de la gouvernance des institutions d'enseignement postsecondaire. (Duchaine, 2009). Réunis devant les bureaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, quelques 500 personnes dénoncent l'ingérence du gou-

vernement et de l'entreprise privée dans la gestion des universités et des cégeps. La FEUQ et la FECQ, qui expriment un point de vue plutôt nuancé sur l'existence des projets de loi en commission parlementaire, ne participent pas à la manifestation du premier octobre 2009.

La présente étude sur les leaders étudiants à l'Université Laval nous permet d'expliquer d'un autre point de vue le constat des travaux de recherche antérieurs qui constatent une montée du corporatisme dans l'évolution des associations étudiantes depuis le début des années 1980. Un regard porté directement sur les représentations sociales et l'activité des leaders d'opinions lors d'enjeux politiques qui concernent les étudiants nous permet en autres d'éviter certaines généralisations fondées seulement sur le point de vue des membres exécutifs des associations étudiantes nationales ou pan campus. Ainsi, au-delà de la mobilisation des étudiants contre les coupures des prêts et bourses de même que la récente fondation de la TaCEQ, qui s'inscrit dans une volonté d'un renouveau du mouvement étudiant, nous devons garder en tête les difficultés des associations étudiantes à intéresser leurs membres aux enjeux collectifs. Notre étude démontre à ce titre que d'un point de vue des représentations sociales qui incarnent une certaine vision utilitariste de l'éducation postsecondaire, l'enjeu du dégel des frais de scolarité ne réussit pas à rallier les étudiants dans la même mesure que le dossier des coupures dans l'aide financière aux études. Dans la pratique, peut-être pourrions-nous émettre l'hypothèse d'une incapacité des étudiants de voir les conséquences à long terme d'une *légère* augmentation annuelle de 100\$ ?

### *6.5 Le mouvement d'une conscience étudiante à l'Université Laval ?*

À la lumière du désintérêt des étudiants de l'Université Laval à l'égard de la question du dégel des frais de scolarité, nous devons rester prudents quant à l'affirmation d'un véritable renouveau du mouvement étudiant en ce qui concerne la base même de celui-ci. Avec l'analyse de nos résultats, nous constatons que le débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval met en lumière certains enjeux qui lient la variation de la participation étudiante et le choix du mode de consultation des membres de la CADEUL. À ce sujet, le processus d'une prise de position politique de la CADEUL dans le cadre du débat sur

le dégel des frais de scolarité s'avère une illustration particulièrement intéressante de ces enjeux.

À l'automne 2006, afin de permettre à ses membres de se positionner sur la question, l'exécutif de la CADEUL propose la création de quatre comités responsables de stimuler les débats. (Gagnon-Paradis, 2007) Puis, en incitant les associations départementales et facultaires à prendre position en Assemblée générale, la CADEUL invite les représentants de ces dernières à débattre de la question au Caucus des associations étudiantes du 9 février 2007. À la suite de longs échanges entre les délégués, l'indexation l'emporte avec une majorité n'équivalent pas les deux-tiers des associations présentes, ce qui ne s'avère pas suffisant pour en faire une position officielle de la CADEUL. (CADEUL, 2007)

Quelques jours après l'échec du processus de consultation, une pétition initiée par les délégués de sciences sociales et sociologie, signée par plus de 500 étudiants, demande la convocation d'une Assemblée générale à leur association pan campus. Dès le début de l'instance, on remet en question la validité de l'Assemblée Générale comme instance de consultation<sup>35</sup>. De leur côté, les représentants de médecine et génie informatique et électrique proposent de remettre entre les mains d'un référendum la prise de position de la CADEUL sur les frais de scolarité. Cette position battue, les membres présents débattent finalement de la question et trouvent consensus autour du gel<sup>36</sup>. (Korichi, 2007) Alors que le résultat du vote des représentants au Caucus des associations étudiantes donnait une faible majorité à la position d'indexation des frais de scolarité (38 vote en faveur, 27 contre et trois abstentions), celui de l'Assemblée Générale donne une majorité au gel à 77% des 451 membres présents sur les 28 000 membres qui composent la CADEUL. (CADEUL, 2007)

La distorsion des voix entre le résultat du Caucus des associations et celui de l'Assemblée générale de la CADEUL renvoie à un dilemme auquel doivent faire face les associations étudiantes pan campus lorsque vient le temps de convoquer leurs membres à une consultation importante. Le Caucus des associations de la CADEUL est une instance qui repose sur le principe de démocratie représentative. Bien qu'elle ne permette pas à tous les membres de la confédération de s'exprimer, elle octroie des mandats reflétant à part égale les positions

prises par les associations étudiantes des différents programmes. De son côté, l'Assemblée générale repose sur la démocratie directe. Bien qu'elle permette à tous les étudiants de se prononcer, dans les faits, elle favorise les associations ayant une capacité plus forte à mobiliser leurs membres. Dans un contexte où il est possible de prévoir une mobilisation inégale des étudiants provenant de différentes disciplines, les représentants de l'association étudiante du campus de l'Université Laval doivent choisir : donner le pouvoir aux étudiants qui prendront le temps de se présenter à une assemblée générale ou donner la chance à tous les étudiants de s'exprimer sur la question, des plus intéressés aux plus cyniques.

Dans cette section à travers laquelle nous avons approfondi nos analyses, nous avons posé l'hypothèse de quelques relations plausibles entre le constat de la faible participation des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté et le désintérêt des étudiants pour les enjeux plus collectifs. D'une part, nous avons revu certaines études qui fournissent quelques éclaircissements quant à la perte du sentiment d'appartenance à l'université à l'heure du clientélisme et de la marchandisation de l'éducation. D'autre part, nous avons tracé certains liens entre ce premier constat et les études dont les conclusions mènent à la constatation d'une montée du corporatisme au sein des associations étudiantes depuis le début des années 1980. Finalement, l'étude plus approfondie de la problématique liée à l'implication des étudiants dans les débats nous a permis de comprendre l'impact du choix de l'instance consultative dans la régulation du pouvoir d'influence inégal des différentes associations étudiantes de l'Université Laval.

La présente étude s'ajoute à toutes celles qui constatent les difficultés des étudiants à s'intéresser aux enjeux collectifs qui les concernent. Alors que le débat sur le dégel des frais de scolarité met en lumière une variation de la participation étudiante selon la faculté observée et que le seul choix de l'instance peut faire varier la position prise par la CADEUL, serait-il pertinent de remettre en perspective l'expression *Le mouvement d'une conscience étudiante*<sup>37</sup> comme devise de celle-ci ? Nous nous contenterons de remettre cette dernière question entre les mains du lecteur pour conclure cette étude de façon plus générale.

## Conclusion

Pour conclure cette étude, nous rappellerons les différentes étapes qui ont guidé le processus de recherche. Puis, nous reviendrons plus spécifiquement sur les réflexions amenées dans le chapitre de la discussion afin d'ouvrir sur de nouvelles problématiques liées au mouvement étudiant dans un contexte de mutation des universités québécoises.

À l'heure où les élites administratives font la promotion d'universités compétitives dans une économie du savoir en émergence, l'État, quant à lui, se désengage du financement des services publics, amputant notamment celui des universités québécoises. Dans ce contexte, les stratégies mises en place par les administrations universitaires pour entrer dans la course au recrutement, afin d'assurer la survie de leur institution, contribue à l'apparition de nouveaux phénomènes. Parmi ceux-ci nous observons une délocalisation de la formation à travers les cours en ligne, une prolifération de campus satellites dans les multiples régions du Québec de même que la multiplication des programmes spécifiquement adaptés aux demandes du marché du travail.

En parallèle de ce constat, plusieurs études sur le mouvement étudiant font état de la montée du corporatisme qui touche les associations étudiantes depuis la fin des années 1970. À la fin des années 1980, cette montée du corporatisme se concrétise par le déclin de l'ANEQ et la naissance des fédérations étudiantes qui désirent entretenir un rapport plus collaboratif avec les élus afin d'avoir une influence plus grande sur les décisions prises dans le champ de l'éducation postsecondaire. S'il était légitime de croire à la fin du mouvement étudiant comme réel mouvement social pendant la décennie suivante, le début des années 2000 nous permet de voir celui-ci d'un oeil nouveau. Avec les mobilisations étudiantes lors du Sommet des Amériques de même que la grève de 2005 pour le retour des 103 millions de dollars en bourses du programme d'Aide financière aux études, nous assistons à un renouvellement du discours des étudiants, ancré dans une prise de conscience des enjeux sociaux et environnementaux, porté dans une critique de la mondialisation néolibérale. Cependant, avec les difficultés des associations étudiantes du Québec à renouveler leur position de gel des frais de scolarité et l'échec de la mobilisation lors des années subséquentes, il redevenait difficile de croire avec

certitude à un retour d'un mouvement étudiant au sein duquel on observe une participation significative d'étudiants, conscients et intéressés par les enjeux qui les concernent.

C'est donc dans ce contexte que nous nous voulions connaître l'apport réel *leaders d'opinion* au sein d'un débat universitaire qui touche les enjeux de l'accessibilité aux études. Dans cette perspective, nous avons étudié les *représentations sociales* des étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté pendant la période du débat sur le dégel des frais de scolarité à l'Université Laval. Pour construire notre objet d'étude, nous nous sommes référés aux travaux de recherche liés aux concepts de *leaders d'opinion* et de *représentations sociales* en ancrant ces derniers dans notre compréhension de la structuration du mouvement étudiant à l'Université Laval. D'une part, les travaux de Katz et Lazarsfeld nous ont permis de réfléchir au rôle d'informateurs privilégiés que peuvent jouer les étudiants qui écrivent dans le journal de leur faculté. D'autre part, avec la lecture des travaux de Moscovici et plus récemment, ceux de Jodelet sur les représentations sociales, nous nous sommes armés d'outils théoriques pour comprendre la construction d'une opinion collective du dégel des frais de scolarité à travers les rapports d'influence entre les différents *leaders étudiants*.

L'étude plus empirique de sept journaux étudiants facultaires nous aura permis de clarifier notre compréhension de l'apport d'étudiants non élus au sein d'un Conseil exécutif d'association au débat sur le dégel des frais de scolarité. Aussi, nous avons pu cerner la variation, d'une faculté à l'autre, des préoccupations quant aux enjeux soulevés par les étudiants sur la question de l'accessibilité aux études dans un contexte de sous-financement public des universités.

Les résultats de notre étude nous mènent à deux principaux constats. D'une part, le faible taux du poids médias des articles traitant du débat sur le dégel des frais de scolarité indique un désintérêt général des étudiants pour un enjeu les concernant. D'autre part, la part relativement nombreuse de textes se positionnant en faveur du dégel des frais de scolarité nous permet de constater la présence de valeurs s'inscrivant dans une conception de nature *clientéliste* des universités, rappelant celle d'un discours faisant la promotion d'universités compétitives dans un contexte d'économie du savoir.

Ces deux constats nous ont mené à l'approfondissement de notre problématique initiale de recherche à partir d'autres études effectuées sur la condition plus contemporaine des étudiants et leur représentation de l'université depuis les années 1980. Du point de vue de celles-ci, des conditions étudiantes liées à un accroissement de la précarité de l'emploi et au coût des études et à l'incertitude face au marché de l'emploi amènerait les étudiants à concevoir leur passage à l'université dans une perspective plus utilitariste. Aussi, la rationalisation des ressources universitaires engendrant une augmentation du rapport étudiants professeurs de même que la nécessité de travailler pendant les études constitueraient des facteurs potentiels à la diminution du sentiment d'appartenance des étudiants à l'égard de l'institution universitaire.

De façon plus approfondie, les résultats de recherche obtenus lors de cette étude nous ont conviés à une réflexion sur les défis liés à la représentativité des associations étudiantes pancampus. Dans un contexte où il est difficile d'intéresser l'ensemble des étudiants aux enjeux de l'actualité qui touchent l'éducation postsecondaire, les exécutants d'une association étudiante pancampus telle que la CADEUL peuvent être confrontés à certains dilemmes quant au type d'instance à choisir lors de débat auquel tous les membres ne peuvent participer également. Alors que l'on observe une variation importante de la participation des étudiants selon la provenance facultaire, le choix de réguler le pouvoir de mobilisation lors d'un référendum ou de laisser le pouvoir décisionnel à ceux qui prennent le temps de se déplacer à une Assemblée générale, peut à lui seul faire changer la position prise par l'association étudiante.

Dans un autre ordre d'idées, mentionnons que l'étude des représentations sociales des leaders d'opinions à l'Université Laval pourrait inspirer certaines problématiques complémentaires à celles explorées au cours de cette recherche. D'un point de vue des acteurs visés par cette étude, il serait intéressant de reprendre une autre étude des représentations sociales des étudiants du débat sur le dégel des frais de scolarité, dans une autre université, soit à Montréal, ou en région plus éloignée. Aussi, une étude sur les représentations sociales des étudiants élus sur un Conseil exécutif d'association départementale ou facultaire viendrait

compléter l'angle de compréhension apporté par les journaux étudiants. D'un point temporel, une étude des journaux étudiants dans un autre contexte, telle que la grève de 2005, nous apporterait probablement un point de comparaison pertinent pour avoir une vision plus élargie du rôle des journaux étudiants dans les débats universitaires contemporains. Dans une perspective de compréhension du rôle des différents médias dans les mobilisations étudiantes, il serait intéressant de se pencher sur l'apport des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les débats universitaires.

Outre les études sur le rôle des médias étudiants au sein des débats universitaires, d'autres études mettant en relation le contexte de mutation des universités et les problématiques vécues par les associations étudiantes pourraient s'avérer pertinentes. Par exemple, une étude sur les représentations sociales de l'implication étudiante chez les étudiants à temps partiel ou ceux suivant une formation à distance pourrait nous en dire long sur les défis de la participation au sein de ces groupes d'étudiants. Aussi, une étude des problématiques vécues par les associations étudiantes dans un contexte de prolifération des campus universitaires apporterait probablement d'autres éléments pertinents dans notre compréhension des enjeux organisationnels du mouvement étudiant.

Finalement, cette étude des représentations sociales des étudiant à l'Université Laval, bien qu'insuffisante en elle-même, nous aura permis d'ajouter notre grain de sel aux études récentes effectuées sur le mouvement étudiant pris avec de nouvelles problématiques auxquelles contribue la mutation des universités dans un contexte de sous-financement chronique. Se positionnant en compléments aux études propre au champ de la sociologie des mouvements sociaux qui ont traité de l'évolution des associations étudiantes dans les dernières décennies, le présent mémoire s'est consacré aux acteurs étudiants qui constituent la base du mouvement. Nous espérons donc que cette étude pourra contribuer à éclaircir certains défis qui attendent les associations étudiantes, comme la CADEUL, à la constante recherche d'un renouvellement de son dynamisme interne, garant de sa vie démocratique.



## Références

## Monographies

- Beck, U. (2001). *La Société du risque*. Paris : Flammarion.
- Bonville, J. de. (2000). *L'analyse de contenu des médias. de la problématique au traitement statistique*. Bruxelles : De Boeck.
- Breton, G., & Lambert, M. (2003). *Globalisation et universités : nouveaux espaces, nouveaux acteurs*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Chenard, P. (1997). *L'évolution de la population étudiante à l'université : facteurs explicatifs et enjeux*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Colas, V. (2008a). La participation à la gestion de l'Université. Retour sur l'atelier "Engagement étudiant et citoyenneté". In *Les engagements étudiants* (pp. 155-160). Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant.
- Colas, V. (2008b). L'engagement citoyen des étudiants au Québec. In *Les engagements étudiants* (pp. 77-102). Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant.
- Duménil, G., & Lévy, D. (2002). *Crises et renouveau du capitalisme : le 20<sup>e</sup> siècle en perspective*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Durkheim, E. (1950). *Leçons de sociologie : physique des moeurs et du droit*. Paris : Presses universitaires de France.
- Freitag, M. (1995). *Le naufrage de l'université*. Québec : Nota Bene.
- Freitag, M. (1999). L'université aujourd'hui. In *Main basse sur l'éducation* (pp. 237-294). Québec : Nota Bene.
- Gagné, G. (1995). *Main Basse sur l'éducation*. Québec : Nota Bene.
- Gingras, Y., & Roy, L. (2006). *Les transformations des universités du XIII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Gonnet, J. (1979). *Les Journaux Lycéens*. Tournai : Casterman.
- Hewstone, M. (1993). Représentations sociales et causalité. In *Les représentations sociales* (pp. 252-274). Paris : Presses universitaires de France.
- Hiroux, F. (2008). *Les engagements étudiants. Des pratiques et des horizons dans un monde globalisé*. Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant.
- Hjelmslev, L. (1968). *Prolégomènes à une théorie du langage*. Paris : Éditions de Minuit.
- Jodelet, D. (1993). Représentations sociales : un domaine en expansion. In *Les représentations sociales* (pp. 1-61). Paris : Presses universitaires de France.
- Klein, N. (2001). *No Logo. La tyrannie des marques*. Montréal : Leméac.
- Koninck, T. D. (2007). *La crise de l'éducation*. Saint-Laurent : Fides.
- Kuhn, T. S. (1972). *La structure des révolutions scientifiques* (Paris éd.). Flammarion.
- Lacoursière, B. (2007). *Le mouvement étudiant au Québec*. Montréal : Saboart Édition.
- Lazarsfeld, P. F., Berelson, B., & Gaudet, H. (1968). *The people's choice : how the voter makes up his mind in a presidential campaign*. New-York : Columbia University Press.
- Lazarsfeld, P. F., & Katz, E. (2008). *Influence personnelle*. Paris : Armand Colin.
- Lyotard, J.-F. (1984). *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Mercure, D. (2001). *Une société-monde ? : les dynamiques sociales de la mondialisation : actes des séances plénières du XVI<sup>e</sup> congrès de L'Association internationale des sociologues de langue française*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Molgat, M. (1997). Le parcours des jeunes universitaires : entre la réflexion et l'insertion professionnelle. In *L'évolution de la population étudiante à l'université. Facteurs explicatifs et enjeux* (pp. 55-67). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Moscovici, S. (1972). *Introduction à la psychologie sociale*. Paris : Larousse.
- Moscovici, S. (1993). Des représentations collectives aux représentations sociales. In *Les représentations sociales* (pp. 62-86). Paris : Presses universitaires de France.

Neatby, N. (1999). *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*. Montréal : McGill-Queen's University Press.

#### Articles scientifiques

- Gagnon, L. (2008). Bref historique du mouvement étudiant au Québec 1958-1971. *Bulletin d'histoire politique. Les mouvements étudiants des années 1960*, Vol. 16 No. 2, 13-51.
- Gagné, G. (1985). L'État commercial ouvert. *Conjonctures et politique*, no 6, 51-81.
- Piotte, J.-M. (2000). L'université, les universitaires et la gauche. *Cahiers de recherche sociologique*, 34, 5-24.

#### Articles de journaux

- Ballivy, V. (2009, 8 mars). Projets de recherche universitaire. Des professeurs manifestent leur désaccord avec le plan Harper. *La Presse*.
- Bertrand, M.-A., & al. (2009, 7 mars). Contre la vente du 1420 Mont-Royal. *Le Devoir*, Idées.
- Cauchy, C. (2005a, 2 avril). Entente de principes entre Québec et les étudiants. *Le Devoir*, A1.
- Cauchy, C. (2005b, 19 mars). Histoire de grèves. *Le Devoir*, B2.
- Cauchy, C., & Lévesque, K. (2007, 16 juin). Double comptabilité pour l'ilot Voyageur. La direction des investissements de l'UQAM a caché l'explosion des coûts de construction. *Le Devoir*, A1.
- Chouinard, T. (2004, 2 avril). Reid avoue endetter davantage les étudiants. *Le Devoir*, A1.
- Duchaine, G. (2009, 1er octobre). Gouvernance-Étudiants et professeurs manifestent. *Rue Frontenac*.
- Fontaine, M. (1998, 26 février). Les bourses du millénaire, un vrai gaspillage. *La Presse*, B1.
- Gagnon-Paradis, I. (2007, 9 janvier). Les étudiants invités à réfléchir. *Impact Campus*.
- Gaudreault, P. (2006, 24 février). Les étudiants réclament 4,9 milliards de Harper. *Le Droit*, 5.
- Korichi, S. S. (2007, 20 février). Le consensus du gel. *Impact Campus*.
- Lessard, D., & Beauchemin, M. (2007, 4 mai). L'UQAM à la loupe. Le vérificateur enquêtera sur son "dérapage financier" de 200 millions. *La Presse*, A1.
- Marissal, V. (1999, 21 décembre). Bourses du millénaire : c'est réglé ! *La Presse*, A1.
- Mathieu, I. (2007, 23 novembre). Un X sur l'épicerie-école. *Le Soleil*.
- Meunier, H., & Normand, G. (2005, 17 mars). Une autre manif contre le gouvernement Charest. *La Presse*, A1.
- Morin, A. (2006, 16 février). Laval et Sobey's s'offrent une supermarché-école. *Le Soleil* (Annie Morin), A1.
- Rocher, G., & Seymour, M. (2008, 17 septembre). Gouvernance des universités : une loi cosmétique. *Le Devoir*, A7.
- Sabourin, C. (2007, 5 décembre). Les étudiants opposés au dégel des frais de scolarité et à une hausse de cotisation de la FAÉCUM. *Quartier Libre*.
- Shields, A. (2007, 18 octobre). Les étudiants veulent un droit de veto sur toute hausse de frais afférents. *Le Devoir*, A4.
- Trahan, B. (2007, 22 novembre). Assemblée générale des étudiants de l'UQTR. Oui à l'indexation des frais de scolarité. *Le Nouvelliste*, 12.

#### Documents gouvernementaux

- Axworthy, L. (1994). *Programme : emploi et croissance. La sécurité sociale dans le Canada de demain*. [Document de travail].
- Conseil supérieur de l'éducation. (1988). *Rapport annuel 1987-1988 sur l'état et les besoins de l'éducation. le rapport parent, vingt-cinq ans après*.
- Legault, F. (2000). *Politique québécoise de financement des universités*.

Vigneau, P. (2009). *Hausse des droits de scolarité supplémentaires des étudiants canadiens qui ne sont pas résidents du Québec et qui sont inscrits à l'enseignement collégial*.

#### Documents légaux

ÆLIÉS. (2006). *Règlements généraux*.  
 CADEUL. (2007). *Règlements généraux*.  
 CADEUL. (7 février 2007). *Procès verbal*.

#### Mémoires et thèses

Breton, E. (1994). *Service ou mouvement : le dilemme de la Confédération des associations des étudiants et des étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)*. Mémoire de Master non publié. Département d'anthropologie. Université Laval, Sainte-Foy.  
 Jetté, M. (2001). *Je travaille, tu étudies, nous sommes étudiants. La conciliation études/travail chez les étudiants et les étudiantes de premier cycle de l'Université Laval*. Mémoire de Master non publié. Département de sociologie. Université Laval, Sainte-Foy.  
 Landry, F. (2005). *Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en ! Le mouvement étudiant à l'Université de Sherbrooke (1955-1982)*. Mémoire de Master non publié, Département d'histoire et de sciences politiques. Université de Sherbrooke, Trois-Rivières.

#### Rapports d'organismes

Association des universités et collèges du Canada (AUC'C). (2007). *Tendances dans le milieu universitaire*. Ottawa.  
 CADEUL. (2005). *L'importance d'une remise en question. Document déposé dans le cadre du plan de développement de la FEUQ*. Sainte-Foy.  
 FEUQ. (2007). *Mémoire pour un nouveau pacte de l'éducation universitaire*. Montréal.  
 Laplante, R., & Lagacé, C. (2009). *Universités ou foires marchandes ? Le partenariat public-privé et les errances du monde universitaire. Un cas et son clone* (Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)). Montréal.  
 Larochelle, C. (1985). *La participation étudiante aux activités parascolaires et aux instances des collèges*. (Conseil des collèges). Québec.  
 Pigeon, M. (2006). *Document présenté par l'Université Laval à la Commission parlementaire de l'éducation en vue de la rencontre de l'automne 2006*. (Université Laval. Bureau de planification et d'études institutionnelles). Sainte-Foy.  
 Sales, A., & al. (1996). *Le monde étudiant à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* (Département de sociologie. Université de Montréal). Montréal.

#### Sites Web

Juris International. (s. d.). Disponible sur <http://www.jurisint.org/fr/index.html> (Page consultée le 10 mars 2008.)  
 Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ). (s. d.). Disponible sur <http://spuqengreve.wordpress.com/> (Page consultée le 25 mai 2009.)  
 University Athabasca. (s. d.). Disponible sur <http://www.athabascau.ca> (Page consultée le 8 mars 2008.)  
 University of Phoenix. (s. d.). Disponible sur <http://www.phoenix.edu/> (Page consultée le 10 mars 2008.)

## Sources associées au corpus

- L'Agral.* (2006-2007, Éditions 2006 : septembre, octobre, novembre, décembre. Éditions 2007 : janvier, février, mars, septembre, octobre, novembre, décembre.).
- La Marmite sociale.* (2006-2007, Éditions 2006 : automne 2006 Éditions 2007 : hiver 2007).
- Le Défiscience.* (2006-2007, Éditions 2006 : octobre, novembre Éditions 2007 : février, mars, novembre).
- Le Globe & Med.* (2006-2007, Éditions 2006 : 19 septembre, 26 septembre, 3 octobre, 10 octobre, 17 octobre, 24 octobre, 14 novembre, 21 novembre, 28 novembre, 12 décembre. Éditions 2007 : 23 janvier, 30 janvier, 06 février, 13 février, 20 février, 13 mars, 20 mars, 27 mars, 03 avril, 10 avril, 18 septembre 2007, 25 septembre, 02 octobre, 09 octobre, 16 octobre, 23 octobre, 20 novembre, 27 novembre, 04 décembre, 11 décembre.).
- Le Phil X Press.* (2006-2007, Éditions 2006 : octobre Éditions 2007 : mars, avril, septembre, octobre, novembre, décembre).
- Le Verdict.* (2006-2007, Éditions 2006 : septembre, octobre, décembre Éditions 2007 : février, mars, avril, octobre, novembre).
- L'Impharmation.* (2006-2007, Éditions 2006 : septembre, novembre. Éditions 2007 : février, mars, octobre, novembre, décembre.).

## Notes

1. De 1947 à 1994, le GATT est ce qui oriente, de façon officielle, la réglementation du commerce international des marchandises. Toutefois, plusieurs accords plurilatéraux entre divers pays signataires du GATT viennent contribuer à la diminution des tarifs douaniers de même qu'à libéraliser davantage les échanges internationaux. En 1994, le GATT, instance ad hoc des pays signataires, donne lieu à l'Organisation Mondiale du Commerce, instance formalisée du GATT. Depuis, le GATT a été actualisé et incorporé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre de la régulation des échanges sur les marchandises. À l'heure actuelle se négocie la libéralisation des services dans le cadre des rondes de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) au sein des pays membres de l'OMC. Dans cette nouvelle économie du savoir et des services, ces nouveaux accords touchent divers champs non abordés par le GATT. Parmi les aspects de la réglementation discutée, on retrouve la sphère de la propriété intellectuelle, de la technologie de l'information et des communications de même que les institutions du savoir, telles les universités. Pour plus de détails et de nuance sur l'évolution du GATT, de l'OMC et de l'AGCS, voir le site Internet de Juris International : <http://www.jurisint.org/pub/06/fr/doc/04.htm>.
2. Le 4,9 milliards de dollars représente le montant de 2,2 milliards coupé par la réforme des services publics de Lloyd Axworthy en 1994. Multiplié par le taux d'inflation depuis 1994, ce montant est évalué à 4,9 milliards en 2006 (le Comité consultatif du Conseil de la Confédération, 2006).
3. <http://www.athabasca.ca/>
4. <http://www.phoenix.edu/>
5. Pour une liste quasi exhaustive des campus et des projets de formation hors campus en branle, voir en Annexe A.
6. Laplante note également un paradoxe intéressant à l'égard du caractère flexible des PPP vauté par ses adeptes et la rigidité des contrats freinant le développement et l'adaptation des universités aux technologies du XXI<sup>e</sup> siècle.
7. Pour la notion de paradigme, voir Kuhn T. (1967). *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Gallimard.
8. Siègent alors sur le Conseil exécutif de l'UGEQ : Louisel Harel, Gilles Duceppe de même que Claude Charron.
9. De 1995 à 2000, nous devons également relever la présence du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE). Celui-ci se transforme par la suite en l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Bien que ces deux associations s'avèrent plus radicales et axent davantage leur stratégie autour de la mobilisation de la base étudiante, celles-ci ne représentent qu'une minorité du mouvement étudiant, surtout composée des associations étudiantes provenant de cégeps ou d'associations étudiantes de programmes universitaires du secteur des sciences sociales.
10. Livre basé sur la thèse de doctorat de l'auteure.
11. Outre les associations étudiantes, il existe également d'autres types d'associations sur le campus de l'Université Laval. Parmi celles-ci figurent plusieurs groupes d'intérêts dont la mission varie entre la défense de droits de la personne, l'environnement, la coopération internationale, la mobilisation autour d'un parti politique, etc.
12. La part qu'occupent les différents volets à l'intérieur des mandats respectifs de chacune des associations varie d'une à l'autre.
13. Les représentants des associations départementales et facultaires arrivent généralement au caucus de la CADEUL avec un mandat octroyé par leurs membres en Assemblée Générale ou dans une autre instance considérée légitime par l'association.
14. L'étude de Gonnet concerne les Lycées de France. Cependant, l'étude sur la genèse des journaux étudiants en France demeure pertinente pour comprendre le contexte de naissance de certains journaux étudiants.
15. Les appellations caractérisant les programmes d'études varient en fonction de la structure administrative des institutions universitaires auxquelles nous nous référons.
16. Expression originale : Two step flow of mass communication.
17. Nous utilisons le terme *leader d'opinion* en référence aux travaux Katz et Lazarsfeld. Cependant, seule l'étude empirique de cette recherche pourra nous confirmer si la densité des textes écrits sur le débat du dégel des frais de scolarité dans les journaux des différentes facultés nous permet de confirmer l'existence de leaders d'opinions au sein de ces derniers.

18. Ici, il est important pour le lecteur de comprendre que nous ne rejetons pas l'approche de l'étude du mouvement étudiant dans une perspective de l'histoire des mouvements sociaux. Nous comprenons que chaque étude doit cerner ses propres objectifs et qu'il devient dès lors impossible de faire l'étude de l'histoire générale du mouvement étudiant et celle de l'état des dynamiques internes propres aux associations étudiantes pan campus.
19. Nous ne référons pas ici le débat de la subjectivité et l'objectivité du chercheur issu du champ des sciences sociales. Cependant, il nous apparaît pertinent de mentionner que l'auteur de cette étude n'a pas, *a priori*, un regard froid à l'égard de son objet de recherche.
20. Bien qu'elle soit inscrite dans la charte du journal l'Agral, la Faculté de foresterie et de géomatique a été exclue de cette étude puisqu'outre le fait qu'il n'y ait aucun soutien financier de la part d'une instance issue de la faculté de Foresterie et de Géomatique pour le journal l'Agral, nous n'avons noté aucun étudiant à titre d'auteur provenant de cette faculté. Ceci nous laisse croire que le dynamisme lié au journal l'Agral provient principalement des leaders étudiants de la faculté d'Agriculture, Alimentation et Consommation.
21. Produit par des étudiants en journalisme, ce journal a une vocation de formation pratique et couvre l'actualité pan campus.
22. Nous rappelons ici au lecteur qu'il s'agit bien des représentations sociales des leaders étudiants qui écrivent dans le journal Le Verdict. Comme ces derniers n'ont pas mentionné d'autres sources que « les experts » pour évaluer le montant de la gratuité scolaire, nous ne rapportons dans cette étude que ce que nous avons observé dans le discours.
23. Sur le dossier Sobey's, il est possible de consulter la revue de presse du printemps 2006 à 2007 effectuée par l'Association des étudiantes et des étudiants de sciences sociales de l'Université Laval. Voir site Web de l'association <http://www.aess.asso.ulaval.ca/sobeys.htm>
24. Depuis l'adoption de la loi-cadre des frais de gestion et des frais afférents, ceux-ci sont aujourd'hui regroupés sous l'appellation Frais institutionnels obligatoires.
25. Lors de cette année, 8 éditions du journal ont été produites.
26. Le nombre entre parenthèses signifie le nombre d'articles de journaux produits.
27. On doit ici noter que les éditions de septembre, novembre et décembre 2006 du journal le *Phil X Press* sont demeurées introuvables lors de la cueillette des journaux. Pour cette période, nous avons donc pu consulter l'édition d'octobre 2006 du journal du *Phil X Press* à l'intérieur de laquelle nous retrouvons un article traitant de la question des frais de scolarité.
28. Cet aspect n'a cependant été mentionné que par les étudiants de la Faculté de sciences et génie.
29. Cette transformation des étudiants en clients démontrant un désintéressement complet de la transformation de l'institution universitaire pourrait également nous mener aux critiques de la postmodernité tel que posées par Lyotard (1979) à propos du savoir ou par Lypovetsky (1983) à propos de la montée de l'individualisme.
30. Propos de l'auteur.
31. À ce sujet, il serait pertinent de questionner l'état de ce sentiment d'appartenance dans un contexte de déterritorialisation des institutions universitaires caractérisé par la multiplication des campus satellites et la montée en popularité de la formation à distance. Une étude sur le dynamisme de la vie étudiante à la TELUQ ou le campus universitaire de Lévis pourrait nous permettre d'approfondir cette problématique de façon plus empirique.
32. Nous ne ferons pas ici le tour de la littérature concernant le concept de marchandisation de la connaissance. Cependant, il semblerait que l'on puisse effectivement observer certains symptômes de ce phénomène dans l'actualité récente. Il n'y a qu'à penser aux derniers investissements du gouvernement fédéral dans la recherche en sciences humaines à travers lesquels il attribue des bourses réservées à la recherche ayant un lien avec le domaine des affaires. À ce sujet, voir : Ballivy, V. (2009, 8 mars). Projets de recherche universitaire. Des professeurs manifestent leur désaccord avec le plan Harper, La Presse, p. A10.
33. Constatant les limites d'un discours orienté autour du gel des frais de scolarité, l'exécutif de la FEUQ sonde ses associations membres sur l'impôt postuniversitaire dans un nouveau pacte intergénérationnel. Cependant, cette alternative au gel des frais de scolarité ne fait pas consensus au sein de la fédération étudiante.
34. Depuis sa mise sur pied à l'été 2009, la TaCEQ regroupe la majorité des associations étudiantes qui se sont retirées de la FEUQ. Lors de la manifestation contre les projets de loi sur la gouvernance des institutions d'enseignement postsecondaire, les associations membres de la TaCEQ sont : Student's Society of McGill University (SSMU), la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval

(CADEUL), l'Association des étudiantes et étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (ÆLIÉS) et le Regroupement des étudiantse et étudiants de maîtrise, diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke. (REMDUS)

35. À ce titre, il semble pertinent de mentionner que les seuls textes écrits par les étudiants de pharmacie dans le journal de leur faculté ont pour but de dénoncer la convocation et le déroulement de l'Assemblée générale ayant menée à la prise de position finale de la CADEUL. De leur côté, les étudiants en droit ont questionné la légitimité de la CADEUL à la suite de cette consultation.

36. Mentionnons le discours que prononce le président de l'Association des Étudiants de Sciences de l'Administration (AËSAL) en faveur du gel. Alors que son association étudiante s'était positionnée en faveur de l'indexation, le président tente de rallier les siens autour du gel afin de donner un mandat fort à la CADEUL et de maintenir l'unité de celle-ci.

37. Devise de la CADEUL choisie par l'exécutif 2005-2006 dont l'auteur de la présente étude a fait partie.

Annexe A  
Prolifération des campus satellites et délocalisation de la formation  
universitaire

Tableau 1. Les universités québécoises, leurs sites actuels et leurs développements envisagés (liste partielle)

Université	Site(s) actuel(s) et projets
Université Bishop's	Lennoxville Knowlton
Université Concordia	George Williams (ce site a récemment fait l'objet de plusieurs constructions et aménagements) Loyola
Université Laval	Campus de Sainte-Foy (ce site a récemment fait l'objet de plusieurs constructions et aménagements) Centre de services à Montréal Campus Rive-Sud (Lévis) Centre universitaire des Appalaches (St-Georges, Ste-Marie, Thetford Mines) Pôle universitaire des Basses-Laurentides (Ste-Thérèse) Ottawa
Université McGill	Centre-ville (construction récente du nouveau pavillon de musique) Mac Donald <b>En projet</b> CUSM Établissement à Gatineau
Université de Montréal	Plusieurs pavillons dans le quartier Côte-des-Neiges et dans Outremont 342 cours et « activités » ont lieu dans les campus régionaux : Longueuil Laval Lanaudière Québec (fermeture prévue fin juin 2010) <b>En projet</b> Technopole de la Gare de triage d'Outremont CHUM « Cité du savoir » (20 000 pi. <sup>2</sup> reliés au métro Montmorency)

FIGURE A1. Les universités québécoises, leurs sites actuels et leurs développements envisagés (liste partielle)

source : Laplante 2009



Tableau 1 (suite)

Université	Site(s) actuel(s) et projets
HEC Montréal	Pavillons Côte Ste-Catherine et Decelles Laval (certains cours DESS gestion) Longueuil (idem)
Université de Sherbrooke	Campus principal de Sherbrooke Campus de la santé de Sherbrooke Campus centre-ville de Sherbrooke Campus de Longueuil Campus conjoint de Saguenay (médecine) Campus conjoint de Moncton (médecine) Partenariat avec Ubisoft et cégep de Matane <b>En projet</b> Construction d'un pavillon à Longueuil Projets de points de services à Drummondville et Victoriaville Demande de la ville de Granby pour ouverture d'un point de service
Université du Québec à Montréal	Campus central Complexe des sciences Pierre-Dansereau Points de services : Lanaudière (L'Assomption) Laval Monterégie (St-Lambert) Ouest-de-l'Île (Kirkland) <b>En suspens...</b> Îlot Voyageur
Université du Québec à Trois-Rivières	Trois-Rivières Québec Drummondville St-Hyacinthe Joliette Sorel-Tracy Varenes Victoriaville Centre universitaire des Appalaches (St-Georges, Ste-Marie, Thetford Mines)
Université du Québec à Rimouski	Rimouski Lévis Rivière-du-Loup Baie Comeau Matane Gaspé Carleton

FIGURE A2. suite Figure A1

source : Laplante 2009

## Annexe B

### Caractéristiques du corpus

Nom du journal	Année de fondation	Tirage	Nombre d'éditions entre l'automne 2006 et 2007	Nombre d'éditions disponibles	Nombre de pages moyens par édition	Nombre de pages liées au débat sur le dégel des frais de scolarité	Nombre d'articles liés aux débats sur le dégel des frais de scolarité	Nombre d'auteurs différents ayant écrit un article lié au débat sur le dégel des frais de scolarité	Nombre d'auteurs étant représentant d'une association étudiante
L'Agral	1971	Entre 400 et 500 copies	11	11	34,8	2	2	2	1
Le Défiscience (Sciences et Génie)	1976	-	5	5	12	0,5	7	3	0
Le Globe & Med (Médecine)	1990	300	30	30	20,4	5,5	6	5	2
L'Inpharmation (Pharmacie)	ND	275 copies	8	7	33,7	6	2	2	2
Marmite sociale (Sciences sociales)	2001	3000	2	2	8	0	0	0	0
Le Plûl X Press (Philosophie)	ND	Entre 100 et 150	12	7	9,1	16,5	23	32	0
Le Verdict (Droit)	2000	Entre 600 et 700 copies	10	8	28,5	10	10	7	1
Le Mosdent (Médecine Dentaire)	n.d.	n.d.	0	0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Théo-Courant (Théologie)	n.d.	n.d.	0	0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Le Poids (Sciences Informatiques)	n.d.	n.d.	0	0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

FIGURE B1. Caractéristiques du corpus